

سكرا من الامل

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15983 - 7 F DIMANCHE 16 - LUNDI 17 JUIN 1996 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAIRE COLOMBANI

Les étrangers désertent le marché obligataire français

LES INVESTISSEURS étrangers ont vendu au premier trimestre des quantités très importantes d'obligations françaises. Les retraits se sont élevés à 102 milliards de francs selon les statistiques de la balance des paiements. Ce mouvement démontre que la politique économique du gouvernement n'inspire qu'une confiance limitée aux milieux financiers internationaux. Malgré cette hémorragie de capitaux, le marché obligataire français se maintient. Les emprunts d'Etat français sont soutenus par les achats des investisseurs domestiques et notamment des compagnies d'assurance-vie. La « nationalisation » du marché obligataire français a pour avantage de réduire sa volatilité et de diminuer sa sensibilité aux chocs externes. Nos informations dans la rubrique Placements.

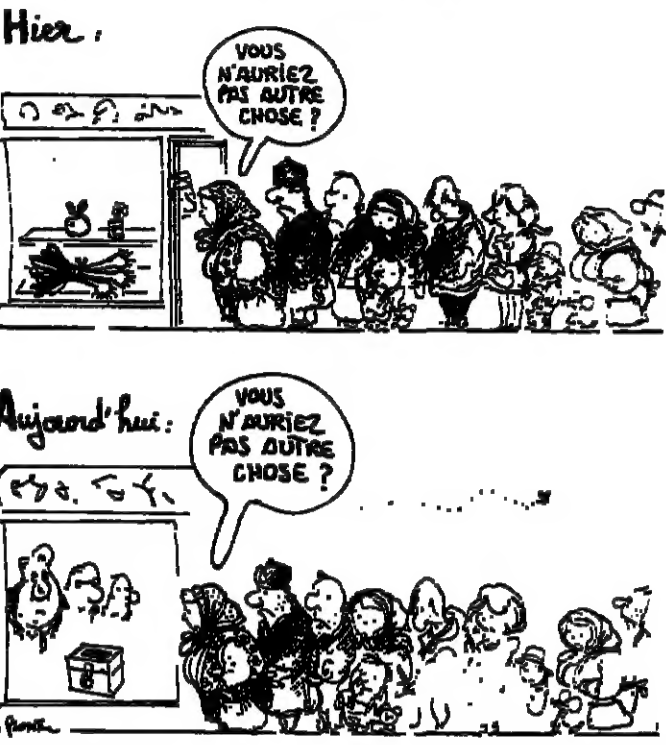
Lire pages 15, 16 et 17

Pour la première fois de leur histoire les Russes élisent le chef de l'Etat

La date du second tour n'est pas encore fixée

LES DEUX principaux candidats au premier tour de l'élection présidentielle russe du dimanche 16 juin, Boris Eltsine et son adversaire communiste, Guennadi Ziouganov, ont conclu leur campagne, vendredi, par des appels à la mobilisation de leurs électeurs. Les derniers sondages avaient tendance à donner l'avantage au président sortant, mais l'incertitude demeurait en raison de leur faible fiabilité. C'est la première fois que le chef de l'Etat sera élu au suffrage universel. Boris Eltsine s'est présenté comme l'unique rempart contre un retour des « rouges » au Kremlin. Malgré une spectaculaire remontée des communistes depuis l'effondrement de l'URSS en 1991, Guennadi Ziouganov pourrait pâtir d'un éparpillement du vote contestataire au profit, notamment, de l'extrémiste Vladimir Jirinovski et du nationaliste modéré Alexandre Lebed. Aucune date n'a encore été fixée pour le second tour de l'élection. En cas de bon résultat, Boris Eltsine souhaiterait, semble-t-il, l'organiser le 3 juillet.

Lire page 3 et notre éditorial page 12



Les députés ont durci la loi sur la qualité de l'air

Transports publics gratuits en cas de pic de pollution

LES DÉPUTÉS ne peuvent pas rester insensibles à la pression qu'exercent sur eux, dans leurs circonscriptions, des électeurs de plus en plus sensibles à la pollution. Les amendements imposés par les députés au projet de loi sur la qualité de l'air, adopté vendredi 14 juin en première lecture à l'Assemblée nationale, ont apporté la preuve de cet état d'esprit : les députés ont durci le texte, souvent contre l'avis du gouvernement. La mesure la plus spectaculaire est la gratuité des transports publics en cas de dépassement du seuil de pollution. Mais cette mesure - dont l'adoption n'est pas définitive puisque le texte doit revenir devant le Sénat, qui ne pourra l'examiner qu'à l'automne - suscite déjà l'inquiétude chez les élus locaux : ces derniers ne souhaitent pas payer les surcoûts ainsi occasionnés. Les députés ont adopté d'autres mesures contraignantes : la restriction de la circulation automobile en cas de pic de pollution, mais aussi, par exemple, l'obligation pour les futurs immeubles

d'habitation ou de bureaux de comporter des conduits de fumée permettant de passer au chauffage au gaz, même si l'installation initiale est électrique. La discussion de ce texte a été l'occasion d'intenses pressions des porte-parole de lobbies rivaux, notamment les céréaliers et les pétroliers, à propos de la composition des carburants, qui devront intégrer des composants oxygénés. Quant aux constructeurs automobiles, même avec les dispositions relativement contraignantes ajoutées au texte par les députés, ils sont plutôt satisfaits : ils se félicitent notamment des incitations en faveur des voitures électriques et de ce que l'usage du diesel ne soit pas pénalisé. L'état d'esprit des constructeurs - alors que l'automobile individuelle est présentée comme la source essentielle de pollution urbaine - montre que la France, à la différence de certains de ses voisins, ne s'attaque pas encore frontalement à l'omniprésence de la voiture en ville.

Lire page 6

Des hélicoptères militaires sacrifiés

L'armée française va réduire de moitié ses commandes d'hélicoptères. p. 24

La déclaration d'Istanbul

La conférence de l'ONU a réaffirmé la nécessité impérieuse de rendre vivables les grandes villes de la planète. p. 5

M. Major déstabilisé

La politique d'obstruction de Londres dans le dossier de la « vache folle » isole davantage le Royaume-Uni au sein de l'Union européenne. p. 2

Retour sur Coluche

Le comique devient vite un agitateur social. Prince de l'irrespect, il est mort il y a dix ans comme il avait vécu : par effraction. p. 11

L'Euro 96 bousculé

Après la défaite de l'Italie, les favoris sont en danger. p. 18

Alain Madelin sur France Culture

L'ancien ministre de l'économie est l'invité du « Rendez-vous des politiques », dimanche 16 juin, à 11 heures, en association avec Le Monde.

Philippe Vasseur au « Grand Jury »

Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 16 juin à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 S ; Belgique, 25 B ; Canada, 25 C ; Danemark, 25 D ; Espagne, 25 PTA ; Grèce, 25 G ; Irlande, 25 I ; Italie, 25 L ; Japon, 25 Y ; Pays-Bas, 25 G ; Portugal, 25 P ; Royaume-Uni, 25 L ; Suède, 25 S ; Suisse, 25 S ; Taiwan, 25 T ; Thaïlande, 25 B ; USA, 25 D ; USA (Hawaï), 25 H ; Venezuela, 25 B ; Yémen, 25 Y.

M 0148 - 0616 - 7,00 F

Les malheurs d'un philosophe métaphorique

GIL BEN AICH a passé sous silence la différence entre « malin génie » et « Dieu trompeur » en présentant à ses élèves les *Méditations métaphysiques* de Descartes. Il lui est arrivé d'écrire au tableau le nom de l'ethnologue Lévi-Strauss avec un « y ». Il a commis un anachronisme en parlant d'« allélation » à propos de l'esclave grec. Il a osé une explication de fragments du philosophe grec Héraclite dans une classe technologique. Toutes vérités ? Peut-être, on ne sait trop. On est sûr en revanche que ce grand original, lauréat du CAPES, est le professeur de philosophie le plus inspecté de France, sans avoir obtenu sa titularisation.

Le cauchemar commence en 1992. Alors qu'il enseigne la philosophie depuis 1990 comme maître-auxiliaire, cet écrivain touche-à-tout - qui a déjà publié quatre romans dans de très bonnes maisons - se décide à passer le Capes Interne de philosophie. Recalé avec des notes excécrables, il demande à rencontrer son jury, qui montre une franche hostilité. En effet, Gil Ben Aich a produit « un travail métaphorique et non démonstratif ». La publication dans nos éditions du 25 juin 1992 d'une lettre ouverte relatant cette entrevue catastrophique marque le début de la guerre.

On lui fait comprendre, oralement, qu'il s'est « déconsidéré comme prof de philo ». Les inspecteurs n'aiment pas se voir traîner par voie de presse de « conformistes, frileux, bornés ». Les rapports au vitriol se succèdent. A nouveau candidat au Capes en 1994, il est cette fois reçu très honorablement grâce à l'écrit, anonyme. Il faut donc lui donner une classe et le titulariser à la fin de l'année, une formalité... Las ! sa conseiller pédagogique le démolit et l'inspecteur régional l'assassine. Il lui est reproché son côté brouillon, son manque de ponctualité et de sens pédagogique. A la fin de l'année, au lieu d'être titularisé, il est ajourné : un an de mise à l'épreuve supplémentaire.

Les « Guignols » changent de tête

DEUX des principaux auteurs des « Guignols de l'Info », l'émission de Canal+ qui rassemble trois millions de téléspectateurs chaque soir, ont décidé de passer la main. Le supplément « Télévision, Radio, Multimédia » leur ouvre ses colonnes, ainsi qu'à ceux qui restent et au petit nouveau de l'équipe. L'enquête de la semaine est consacrée à une autre émission de Canal+, « L'Hebdo », présentée par l'animateur Michel Field. Dans ce supplément, outre la chronique de Daniel Schneidermann, on trouvera tous les programmes de la télévision, les films, et une enquête sur l'usage du français sur Internet.

Lire notre cahier « Télévision, Radio, Multimédia »

De la misère communiste à l'austérité capitaliste

L'ÉCONOMIE RUSSE se porte mieux. Certes ce n'est pas une nouveauté, mais, à l'approche du premier tour de la présidentielle du 16 juin, les « bons résultats » ont été, plus que jamais, mis en avant. Car beaucoup de Russes, eux, se sentent mal. Pour l'instant, ils n'ont connu que les inconvénients d'une fragile et tardive stabilisation économique entamée l'an passé, poursuivie en 1995. La question n'est donc plus de savoir si cette politique peut porter ses fruits dans les mois ou années à venir, mais si les électeurs ne vont pas rejeter l'actuel président Boris Eltsine, notamment à cause de cette politique d'austérité dont le coût social est élevé et les résultats contestés.

Un seul fait résume le mal de vivre en Russie : un homme meurt, en moyenne, deux ans avant l'âge légal de la retraite (60 ans). En chute libre, l'espérance de vie est tombée en 1995 à 58 ans pour les hommes (contre 65 ans en 1987), sous l'effet du stress de la transition, de l'insécurité, de l'effondrement du système de santé publique, de l'augmentation de l'alcoolisme. Les revenus ont chuté de plus de 13 % en 1995, le nombre de « pauvres » a augmenté de 12 %, selon les statistiques officielles. Un quart de la population, soit près de 36 millions de personnes, vit en dessous du niveau officiel de pauvreté (300 FF par

mois). Près de 60 % de la population gagne moins que le salaire moyen (quelque 700 FF par mois). Le chômage est en hausse. Il est officiellement passé à 8 % en 1995 (6 % en 1994) et serait très largement sous-évalué : des experts l'estiment à 14 %. « Nouveaux Russes » jetant les dollars par les fenêtres, vivant dans des palais, roulant en grosse cylindrée occidentale à côté de « nouveaux pauvres », mendiant ou retraités (37 millions d'électeurs) vendant des objets de misère dans le froid : les inégalités se sont accrues d'une façon rapide, spectaculaire et assez intolérable - notamment grâce à des « privatisations » très douteuses - dans ce pays qui a connu soixante-dix ans d'égalité de façade.

Tout en répétant que « le plus difficile est passé », Boris Eltsine lui-même n'est pas « satisfait » de ce qu'il a fait au cours de sa présidence. « Près de la moitié de la population vit mal alors que 10 % vivent très bien, a-t-il reconnu début avril ; 200.000 roubles [200 FF en moyenne] de retraite par mois sont une honte pour la Russie. Un capitalisme parasitaire prend forme. On assiste au partage de la richesse nationale au lieu de sa croissance. » Un « partage » qui se fait souvent à coups de bombes ou de Kalachnikov dans les rues de Moscou et des grandes villes du pays.

Première mondiale à Sarajevo



« AVANT de montrer mon film à Strasbourg, capitale de l'Europe, je voulais le donner à Sarajevo, capitale de la douleur. » Tel fut le message de Jean-Luc Godard lu au public bosniaque avant la projection de *For ever Mozart*, qui dénonce l'attitude des nantis européens pendant le conflit de l'ex-Yugoslavie. Cette « première mondiale » ouvrirait, vendredi 14 juin, un festival de films français organisé à Sarajevo par Le Monde et les Cahiers du cinéma.

Lire page 21

La mémoire des ânes

L'âne de France, espèce en voie de disparition, a été sauvé in extremis. A Lignières-en-Berry (Cher) se tient chaque année la foire aux ânes la mieux fréquentée d'Europe occidentale. On y rencontre du beau monde, baidet du Poitou, grand noir du Berry, âne de Provence. La France entretient leur mémoire. Elle n'a pas à rougir de ses bourriques.



Lire page 10

Les communistes, qui ont l'oreille du peuple, parlent de « réformes criminelles », de « pillage » et de déclin. Ils promettent qu'une fois au pouvoir ils porteront les

Jean-Baptiste Naudet

Lire la suite page 12

Lire page 21	
International	2
France	6
Société	8
Cronique	8
Horizons	10
Entreprises	15
Placements	15
Aujourd'hui	18
Agenda	20
Annuaire	20
Météorologie	20
Mots croisés	20
Culture	21
Radio-Télévision	21

EUROPE Le premier ministre britannique, John Major, semble devoir enregistrer un double échec dans la politique qu'il poursuit pour tenter d'enrayer la crise dite de la « vache

folle ». D'une part, la stratégie d'obstruction des institutions européennes adoptée par la Grande-Bretagne au sein de l'Union n'obtient aucunement les partenaires de

Londres. D'autre part, le Parti conservateur ne s'est pas ressourcé autour de son chef, bien au contraire. **EN FRANCE**, le ministre de l'Agriculture, Philippe Vasseur, a

fait savoir qu'il n'était pas opposé à la constitution d'une « mission d'étude parlementaire » sur l'affaire de la « vache folle ». **À BRUXELLES**, le porte-parole de la

Commission, faisant une « mise au point » sur les articles du Monde, a réaffirmé que celle-ci n'avait absolument rien à se reprocher sur la manière dont elle a géré cette crise.

La crise de la « vache folle » déstabilise un peu plus John Major

La politique de blocage des institutions européennes menée par Londres isole le Royaume-Uni au sein de l'UE et ne paraît guère atteindre son deuxième objectif : conforter l'unité du Parti conservateur derrière le premier ministre britannique

LONDRES
Correspondance
« Ce parti connaît mieux que tout autre les passions que le débat (sur l'Europe) peut provoquer. Elles sont réelles » : s'adressant, vendredi 14 juin, aux militants de la section galloise du Parti conservateur, John Major

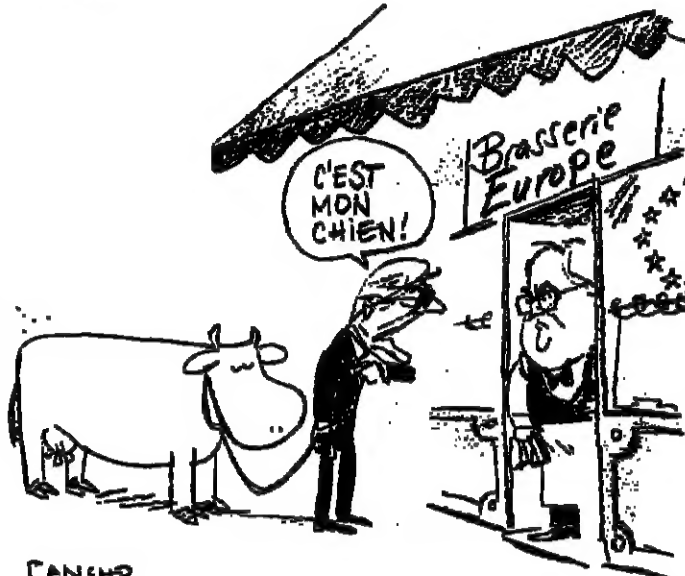


s'est efforcé de rétablir son autorité, affaiblie par la stratégie qu'il suit pour enrayer la crise de la « vache folle » : l'obstruction des institutions européennes. C'est que le résultat de cette politique s'avère, jusqu'à présent, plutôt négatif. Quand John Major annonce, le 21 mai, le blocage du fonctionnement de l'Union européenne si ses partenaires ne lui donnent pas satisfaction sur la question de l'embargo contre la viande bovine, il ne lui reste plus qu'une seule voie de majorité. Son parti et son gouvernement sont déchirés par la lutte fratricide entre eurosceptiques et europhiles, les premiers ayant le

vent en poupe depuis le début de la crise de la « vache folle ». Le Labour, moins hostile à la construction européenne que les Tories, est plus que jamais largement favori dans les sondages alors que des élections générales doivent se dérouler au plus tard à la mi-1997. L'opinion blâme davantage le gouvernement que Bruxelles dans cette affaire. En se drapant dans l'Union Jack et en se transformant en champion de l'intérêt national, le premier ministre espérait-il remonter la pente de la popularité et tirer enfin profit, sur le plan électoral, de la reprise économique et de la relance du processus de paix en Ulster ?

SIGNES DE DÉFIANCE

L'effet obtenu a été contraire à l'effet escompté. Loin d'unifier son parti, le blocage du fonctionnement de l'Union européenne n'a fait qu'accentuer les clivages. Déjà, les consignes d'abstention du gouvernement, soixante-dix-huit députés conservateurs ont voté, le 11 juin, en faveur de la proposition de loi déposée par l'euro-sceptique conservateur Bill Cash préconisant l'organisation d'un référendum sur



L'ANCHO

le traité de Maastricht. Plus grave, il est apparu que la Fondation anti-européenne présidée par M. Cash compte parmi ses principaux bailleurs de fonds Sir James Goldsmith. Créateur du Referendum Party, l'ancien raider, retiré de la finance

internationale, entend présenter des candidats lors du prochain scrutin. Or son irruption sur la scène intérieure pourrait coûter une dizaine de circonscriptions aux Tories, estiment les experts. Autre signe de défiance, lady

Thatcher, l'ex-premier ministre, a également fait parvenir un chèque à la fondation de Bill Cash, geste qui ne pouvait tomber à un pire moment pour son successeur. Selon certaines rumeurs, la dérive anti-bruxelloise de l'histoire de Downing Street aurait poussé deux ministres pro-européens à menacer de démissionner si M. Major ne trouvait pas rapidement une porte de sortie à la plus grave crise dans les relations avec l'Union européenne depuis l'adhésion de la Grande-Bretagne.

ACCENTS COORDONNÉS

Car cette stratégie sape la crédibilité de la diplomatie britannique. Faisant une exception à la politique d'obstruction, le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, a été contraint d'accepter le traité d'association entre l'Union économique et la Slovaquie pour rester cohérent envers lui-même. Londres étant un chaud partisan de l'extension de l'Union aux anciens pays de l'Est. Il en fut de même à propos de l'aide à l'Algérie, les lobbies de British Petroleum et les pressions françaises ayant forcé la main du mi-

nistre des affaires étrangères. En cette période de l'été pour l'avis de la construction européenne, M. Rifkind s'est mis à dos plusieurs alliés traditionnels du Royaume-Uni au sein des instances communautaires, comme le Portugal et les Pays-Bas. Si la crise bovine devait se prolonger au-delà du 1^{er} juillet, la Grande-Bretagne risquerait de surcroît de s'aliéner l'Irlande, présidente en exercice de l'Union lors du second semestre. Or les deux pays paraissent depuis le 10 juin les difficultés négociations multipartites sur l'Irlande du Nord. Enfin, les accents coordonnés de M. Major ne contiennent des milieux d'affaires, traditionnellement pro-conservateurs. Si les industriels et la City partagent bon nombre de réticences de John Major face aux institutions européennes ou sont divisés quant à l'opportunité de la monnaie unique, il n'est pas question, à leurs yeux, de mettre en péril les liens commerciaux avec le continent, qui absorbe aujourd'hui plus de 60 % des exportations britanniques.

Marc Roche

Philippe Vasseur est favorable à la création d'une « mission d'étude » parlementaire

L'IDÉE de créer une commission d'étude - voire d'enquête - parlementaire sur l'affaire de la « vache folle » fait son chemin dans les milieux politiques, de droite comme de gauche, et parmi les organisations professionnelles. Après les responsables des chambres d'agriculture (Le Monde du 13 juin), c'est Laurent Fabius, président du groupe PS de l'Assemblée nationale, qui, vendredi soir 14 juin, a relancé la question - il en avait déjà fait la demande début mai - en précisant que le Parlement allait se prononcer mardi 18 juin. « J'espère que ce sera accepté si l'on veut y voir clair », a-t-il dit. Le matin, Charles Josselin, député PS et président du conseil général des Côtes-d'Armor (département où ont été recensés depuis janvier 1991 le plus

grand nombre de cas de « vaches folles »), avait, « après avoir dénoncé le régime des incertitudes », demandé qu'une telle commission d'enquête soit rapidement créée. « Le département que je préside est particulièrement concerné, non seulement par les « vaches folles », mais aussi par la question générale de l'alimentation des animaux. Outre les vaches-laitières, nous sommes le numéro 1 en France pour les porcs et parmi les tout premiers pour les poulets et les œufs. L'industrie de la nutrition animale est puissante. Grâce à l'informatique portable - je pense à Lorient - il est facile de savoir quand et quelle entreprise a acheté des farines, quelle en était l'origine, quels étaient les clients. Les éleveurs veulent savoir », nous a-t-il déclaré, se prononçant

pour l'interdiction immédiate de l'utilisation de farines de viande dans l'alimentation de tous les animaux.

« CATASTROPHE »

Cette initiative, est-à-dire l'approche de celle, voisine, de Jean-François Mattéi, député (UDF-PPDF) des Bouches-du-Rhône, favorable à une mission parlementaire d'information sur les aspects épidémiologiques et sanitaires de l'ESB. Enfin, tandis que se développe une polémique entre syndicats agricoles - la Coordination rurale dénonçant le « silence complice » de la FNSEA - Dominique Voynet (Verts) n'a pas hésité à parler d'une sorte de « Tchernobyl agricole ».

Invité au Festival régional de l'agri-

culture au Neubourg (Eure), où existe un abattoir particulièrement performant, le ministre de l'Agriculture, Philippe Vasseur, s'est prononcé en faveur d'une « mission d'étude parlementaire », « sans esprit de polémique », puisque cette dernière est « un véritable catalyseur pour la collectivité nationale ». Il a dénoncé des « pseudo-révélation » et des « manipulations » et a appelé, au plan politique, « à dépasser les querelles partitanes ». « Mon but n'est pas de rechercher des boucs émissaires mais de continuer à me battre pour atténuer les effets de la crise et pour ouvrir les marchés à l'exportation. »

Le plan de soutien aux éleveurs et aux autres professionnels de la filière viande, financé à la fois par des aides nationales et des crédits européens, devrait être mis

au point les 24 et 25 juin lors du prochain conseil des ministres de l'Agriculture des Quinze à Luxembourg, après que le Parlement européen aura été saisi selon la procédure d'urgence. Les achats communautaires de viandes dits « intervention », destinés à réduire l'offre sur le marché, qui ont atteint 115 000 tonnes en avril-mai, devraient porter sur 50 000 tonnes supplémentaires en juin. M. Vasseur a levé un voile sur ce dispositif en indiquant que, pour maîtriser la production, il pourrait être procédé à l'abattage sélectif de certains veaux en bas âge et à la modification de la date de versement de la prime aux bovins mâles.

François Grosrichard

Après les révélations du « Monde », Bruxelles justifie son action

LA COMMISSION européenne a publié, vendredi 14 juin, un long communiqué intitulé : « Articles parus dans Le Monde sur l'encéphalopathie spongiforme bovine, mise au point du porte-parole de la Commission ». Dans ce texte, la Commission explique notamment sa volonté de « clarifier un certain nombre de points en réponse à plusieurs articles parus ces derniers jours dans la presse française ». Ces remarques sont au nombre de trois :

« Les farines animales. Représentant et complétant les révélations de l'hebdomadaire britannique scientifique Nature daté du 13 juin concernant l'exportation massive par la Grande-Bretagne durant plusieurs années de farines animales potentiellement contaminées, nous avions écrit que la Commission n'avait pas jugé nécessaire de faire appliquer les directives d'interdiction des farines britanniques (Le Monde du 13 juin). « Entre 1988 et 1990, peut-on lire dans le communiqué de Bruxelles, la Commission a, à plusieurs occasions, soulevé avec les Etats membres la question de la farine de viande britannique au comité vétérinaire permanent. En 1991, elle a envoyé à ce propos un questionnaire à tous les Etats membres. Ces derniers ont toujours préféré maintenir des mesures nationales d'interdiction d'importation de farine de viande britannique. Plaçant les considérations de santé au-dessus des exigences du marché intérieur, la Commission a accepté à l'époque que ces mesures nationales d'interdiction d'importation subsistent, malgré le fait qu'en 1990, l'Union européenne ait adopté - et cela pour la première fois - une directive harmonisant la production et le commerce de l'alimentation animale. Le revendeur des produits aux Etats membres de faire respecter ces mesures nationales et de contrôler leur

application. » Ces éléments n'exonèrent en rien la Commission et ses incapacités à faire prévaloir les impératifs sanitaires de la communauté européenne. Comment comprendre que, face aux exigences réglementaires de la libre circulation des produits au sein de l'espace européen, la Commission n'ait pas su - ou pas pu - se doter des armes qu'imposait le respect de la santé publique humaine et animale ?

Pas d'accord sur le plan d'éradication britannique

Les partenaires de Londres ne sont pas parvenus, vendredi 14 juin, à approuver les mesures britanniques pour éradiquer la maladie de la vache folle, condition préalable à un accord sur les prochaines étapes de la levée de l'embargo. La Commission, soutenue par la plupart des Etats membres, a demandé aux Britanniques de renforcer leur programme d'abattage. Or « Londres n'a présenté aucune modification à son plan. Les vétérinaires n'ont donc pas pu se prononcer », ont indiqué les membres des délégations. Il reste moins d'une semaine aux Quinze pour trouver une solution à la guerre du bœuf qui oppose Londres et le continent, et éviter d'empoisonner ainsi le sommet de Florence des 21 et 22 juin avec la crise de la vache folle. Le dossier sera repris dès lundi à Rome par les ministres des affaires étrangères des Quinze. - (AFP.)

Selon Le Monde (daté 14 juin), indique le communiqué, « des fonctionnaires de la Commission auraient non seulement ignoré un avis du CSAH datant du 8 mars 1996 mais auraient même fait pression pour que cet avis ne puisse être rendu ». A cela, la commission européenne réplique que « depuis 1988, la position de la Commission, en l'absence d'évidence scientifique claire, a été qu'il ne fallait pas exclure l'hypothèse d'un risque pour la santé humaine ou animale lié à l'ESB, et ce même s'il n'y avait pas de preuve scientifique à cet égard. C'est pour cette raison que la Commission a adopté un fait adopter par le conseil toute une série de mesures portant à la fois sur la production, le commerce et les contrôles des produits bovins (...) ».

L'avis du CSAH révélait « que le risque d'une contamination humaine par un tissu infecté par l'ESB existe toujours ». « C'est justement pour éviter tout risque potentiel, fait-on valoir à Bruxelles, que la Commission, depuis 1988, a « péché par prudence ». Quand le 20 mars, sans prévenir auparavant la Commission, le gouvernement britannique a fait état de nouvelles données scientifiques, la Commission a immédiatement agi pour imposer une interdiction généralisée d'exporter des produits bovins britanniques. Assurés par ailleurs que des fonctionnaires de la Commission auraient tenté d'influencer l'avis du comité scientifique dont les membres sont d'éminents scientifiques indépendants et méconnaissent le fonctionnement de ces comités. »

L'argument, totalement contradictoire de la Commission sur ce point, ne doit pas masquer l'essentiel : le document du 8 mars dernier du CSAH existe et s'inscrit dans la cohérence de tous les avis des comités scientifiques en charge de ces questions au sein de la Commission

européenne. Nous maintenons la lecture que nous avons faite de ce document comme nous confirmons que plusieurs experts du CSAH ont fait l'objet de pressions visant à empêcher la publication de l'avis daté du 8 mars.

« L'assouplissement de l'embargo sur les gélatines et le suif dérivés des bovins britanniques. Ce chapitre correspond au document révélé dans ces colonnes (Le Monde du 14 juin) daté du 15 avril dernier. Nous avons précisé dans quelles circonstances ce texte avait été rédigé par les experts du CSAH. La Commission tient à rappeler que l'avis du CSAH du 15 avril constatait qu'il n'était très peu de données lui permettant une évaluation du processus de production de gélatine et de suif, fait valoir la Commission. Ce n'est en effet qu'après la réunion du 15 avril que les données scientifiques

précises concernant les procédés de production ont été définitivement disponibles. C'est sur la base de ces données, corroborées par l'Organisation mondiale de la santé, que le comité scientifique vétérinaire du 26 avril a établi les conditions à respecter pour que la gélatine et le suif ne présentent aucun risque pour la santé humaine. Sur la base de cet avis, la Commission a décidé, selon les procédures prévues par la législation communautaire, de lever l'interdiction d'exporter, étant entendu que cette levée ne deviendra effective qu'une fois que le Royaume-Uni aura rempli les conditions très strictes de production et de contrôle exigées par les scientifiques. »

Le problème posé par la gélatine et le suif issus des bovins britanniques est celui du contrôle de la production de ces produits. Dans son avis du 6 avril, le comité scientifique vétérinaire de l'Union euro-

péenne avait dans le détail souligné les inquiétudes que l'on pouvait nourrir compte tenu des derniers acquis scientifiques dans ce domaine et compte tenu aussi de l'absence d'informations précises quant aux modalités des techniques de fabrication en vigueur en Grande-Bretagne. Pourquoi l'avis de ce comité n'a-t-il pas été rendu public ? L'avis du comité scientifique de l'alimentation humaine daté du 15 avril n'inscrit dans ce contexte. Il constatait que les matières premières bovines utilisées pour fabriquer ces produits ne proviennent que de zones géographiques où l'encéphalopathie spongiforme bovine n'existe pas à l'état épidémique. En d'autres termes, il se prononçait contre l'assouplissement de l'embargo frappant la Grande-Bretagne.

J.-Y. N.

COMMENTAIRE LA COMMISSION ET LA TRANSPARENCE

Les citoyens européens peuvent-ils, via leur presse, être informés de la manière dont travaille la Commission européenne ? Ont-ils un droit de regard sur la mécanique et les coulisses de cette Commission, terrain privilégié d'affrontements de nombreux lobbies ? La réaction inhabituelle du porte-parole de cette instance, face aux informations publiées dans nos colonnes, laisse penser que, s'il existe, ce droit doit être strictement encadré. Comment comprendre que la révélation du contenu de plusieurs documents internes à la Commission - dont personne ne conteste l'authenticité -

ait pu jeter un tel trouble ? Entre autres enseignements, l'affaire de la « vache folle » offre la possibilité peu commune d'observer la gestion par Bruxelles d'une crise qui emprunte à la diplomatie, à la politique et à l'économie, mais aussi et surtout à la science et à la santé publique.

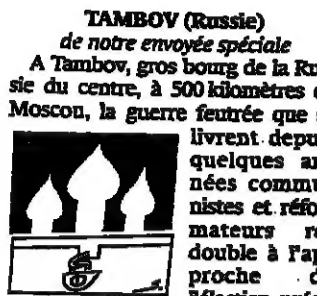
Après l'annonce, le 20 mars dernier, par le gouvernement britannique, d'une possible transmission de la maladie animale à l'espèce humaine, tous les responsables nationaux et européens avaient, dans un bel ensemble, déclaré que les avis des experts scientifiques seraient prépondérants dans les décisions qu'ils allaient être conduits à prendre. Or la Commission a, sur ce point, une étonnante manière de travailler. Disposant de comités scientifiques indépendants et

consultatifs (des vétérinaires, de l'alimentation humaine, de la cosmétologie), elle saute des derniers acquis scientifiques dans ce domaine et compte tenu aussi de l'absence d'informations précises quant aux modalités des techniques de fabrication en vigueur en Grande-Bretagne. Pourquoi l'avis de ce comité n'a-t-il pas été rendu public ? L'avis du comité scientifique de l'alimentation humaine daté du 15 avril n'inscrit dans ce contexte. Il constatait que les matières premières bovines utilisées pour fabriquer ces produits ne proviennent que de zones géographiques où l'encéphalopathie spongiforme bovine n'existe pas à l'état épidémique. En d'autres termes, il se prononçait contre l'assouplissement de l'embargo frappant la Grande-Bretagne.

Jean-Yves Nau

A Tambov, le drapeau rouge flotte toujours sur la mairie

Dans ce fief communiste situé au cœur des régions agricoles de la Russie, les électeurs s'apprentent à sanctionner Boris Eltsine lors du scrutin présidentiel de dimanche 16 juin



ELECTIONS

16 juin. « Si le communiste Guennadi Ziouganov gagne, je démissionne », menace le maire réformateur de Tambov, nommé par Boris Eltsine en 1992 et reconduit par les urnes en 1994. Valeri Nikolaevitch Koval, quarante-trois ans, est déjà obligé de composer avec un conseil municipal dominé par les communistes (14 députés sur 16) et se heurte régulièrement au gouverneur (communiste) de la région. Ancien professeur d'histoire, le maire de Tambov n'a pas de mots assez durs pour ses rivaux. N'ont-ils pas hissé en force l'année dernière le drapeau rouge de l'URSS au fronton de la mairie, lequel cohabite depuis avec le « tricolore » russe ? N'ont-ils pas, sans avoir consulté personne, rebaptisé « soviets » l'assemblée municipale, qui portait depuis 1993 le nom de « douma » ? Enfin, ils ont mis un frein aux privatisations des entreprises amorcées en 1992. Mais si le maire de Tambov veut croire que Boris Eltsine gagnera la présidentielle, il sait aussi que sa région, située au cœur de la « ceinture rouge », ces provinces agricoles du sud de la Russie traditionnellement acquises aux communistes, votera majoritairement pour Guennadi Ziouganov, élu en 1992.

COMPLLOT DE L'OCCIDENT

Vastes steppes, coupées de rivières boisées, plantées de chénes, d'ormes et de pins, la province de Tambov fait partie de la zone du Tchetchénisme, ces terres noires, propices aux cultures céréalières. Sans autres ressources que son agriculture, subventionnée à 60 % par Moscou, la région connaît aujourd'hui, en démultiplication, les difficultés inhérentes au reste du pays. La plupart des entreprises tournent au ralenti. Les 7 000 employés de l'usine Oksibab, naguère fleuron du complexe militaire-industriel de la région, n'ont pas vu la couleur de leurs salaires depuis plus de huit mois. Les kolchozes sont à l'abandon, et seul le traditionnel outchotok (le lopin individuel) prospère, fournissant 80 % des produits proposés sur le marché de Tambov.

« Autrefois nous alimentions Moscou, Leningrad et les régions du grand Nord. Aujourd'hui, les villes préfèrent s'approvisionner en produits importés, moins chers et de meilleure qualité », explique tout

Starchikov, le président du soviet local, ancien apparatchik revenu aux affaires à la faveur de la percée communiste lors des législatives de décembre 1995. « A quel bon s'emmerder quand on n'est pas payé ? s'exclame-t-il. Dans notre région, les kolchozes ne sont plus payés depuis deux ans et reçoivent en guise de salaire des sacs de nourriture pour animaux ou, dans le meilleur des cas, des vaches. » Pestant contre ces « bandits » réformateurs qui « se sont enrichis pendant la privatisation en volant les biens du peuple », cet ancien lieutenant-colonel du KGB (il n'en

opérées par les bolcheviks, les paysans du village de Kamenska massacrèrent le détachement de l'armée rouge chargé de la collecte des denrées. Après avoir jeté à terre le chef du détachement, ils lui scièrent la tête comme on scie un rondin. Très vite, l'insurrection embrase tout le district. Les « fourcheux » massacrent à coups de pelle et de faucille, mettent les soviets à sac. » Il faudra près de trois ans aux bolcheviks pour mater les insurgés. Dépeché sur place par le Kremlin, le maréchal Toukhatchevski ne viendra à bout de cette armée de guenx, retranchée dans

Attaques contre des bureaux de vote en Tchetchénie

Trois bureaux de vote de la capitale tchetchène, Grozny, ont été la cible d'attaques dans la nuit du vendredi 14 au samedi 15 juin, a rapporté l'agence Interfax. Ces actions n'ont pas été revendiquées, mais le chef indépendantiste, Zellimkhan Iandarbiyev, avait prévenu cette semaine qu'il essaierait d'empêcher par tous les moyens ces élections organisées par le gouvernement tchetchène pro-russe. Ces élections pour choisir à la fois le nouveau Parlement local et le président de la Fédération de Russie contredisent l'accord signé, lundi, entre négociateurs russes et indépendantistes.

Dans plusieurs villages proches de Grozny, où dominent les indépendantistes, les habitants affirment, vendredi, avoir refusé d'installer un bureau de vote. Selon le commandement militaire russe en Tchetchénie, les positions russes ont été attaquées à quinze reprises en l'espace de vingt-quatre heures, faisant cinq blessés parmi les soldats. - (AFP)

fait pas mystère) pense qu'il faut revenir au système des dotations accordées par l'Etat. « En Europe, les agriculteurs sont bien subventionnés, pourquoi pas nous ? », s'insurge-t-il. L'effondrement de l'URSS aurait été, selon lui, le fruit d'un « complot » ourdi par l'Occident pour « ruiner la Russie ».

« Des ampoules sur les mains pendant plus de cinquante ans et rien au bout. Non, merci, je ne veux pas les voir revenir ! » Martelant le sol de sa canne, Nikolaïte Gavrilovitch, quatre-vingt-cinq ans, laisse exploser sa colère. Le vieux paysan aux habits élimés ne peut envisager sans amertume un retour des bolcheviks au pouvoir. Il n'a « toujours pas touché » sa retraite du mois de mai (120 000 roubles - 120 francs), mais il ne peut oublier comment, en 1922, les communistes ont fusillé son père, envoyé sa mère au goulag et les ont placés, lui et son frère, dans un orphelinat. « Cette terre est baignée du sang de nos pères », tonne-t-il en montrant le monastère de Notre-Dame de Kazan. Qui pourrait deviner, en contemplant les pitoyables coupes bleues aux abords de la ville, que ce lieu désolé fut, entre 1919 et 1922, le théâtre de la répression que mena la Tcheka (l'ancêtre du KGB) contre des milliers de paysans révoqués par les exactions des soviets ?

Alexandre Soljenitsyne, qui a travaillé sur les archives de la ville, a rapporté cet épisode tragique dans sa nouvelle Ego. « En août 1919, exécutés par les réquisitions alimentaires

des marécages « vendés », qu'en les asphyxiant au gaz moutarde.

Tentilles par un passé trop lourd à porter, incertaines quant à l'avenir, Tambov, l'ancienne forteresse édifiée en 1636 pour résister aux attaques des Tatars et des Nogais, devenue aujourd'hui un bastion communiste de la Russie profonde, s'est fiée dans l'attente du vote.

« Le 16 juin, nous allons faire le choix de notre avenir. Espérons que nous ne révélerons pas les vieux démons qui sommeillent en nous », conclut Valeri Nikolaevitch depuis son bureau de maire. Dans la pièce voisine, les secrétaires de mairie ont bien d'autres états d'âme. Elles s'empressent pour Troika, la dernière série brésilienne que diffuse la télévision.

Marie Jégo

Lire aussi notre éditorial page 12.

Les « dossiers du FBI » embarrassent de plus en plus M. Clinton

WASHINGTON

de notre correspondant

Bill Clinton a enregistré coup sur coup deux revers politiques, vendredi 14 juin. Le premier a pris la forme de sondages qui soulignent la forte remontée de Robert Dole, son rival républicain, dans la course présidentielle. Le second a été infligé par Louis Freeh, directeur du FBI, qui s'est nettement désolidarisé de la Maison Blanche à propos des dossiers personnels de membres du Parti républicain indûment obtenus par la présidence (Le Monde du 12 juin).

M. Clinton avait lui-même plaidé coupable il y a quelques jours, invoquant la « boue bureaucratique » d'un employé, coupable d'avoir réclamé à la Sûreté fédérale les dossiers confidentiels de 341 membres du Grand Old Party, dont ceux de plusieurs personnalités.

M. Freeh avait paru confirmer cette explication. Il avait annoncé un renforcement des procédures afin de restreindre, à l'avenir, la communication de dossiers personnels à la Maison Blanche. Or, aujourd'hui, il n'hésite pas à mettre les pieds dans le plat, quitte à plaider coupable : ces demandes étaient injustifiées et constituent « des violations extrêmement graves de la vie privée », assure-t-il, même s'il est vrai que la réponse favorable du FBI à cette requête était inexcusable.

S'il est habituel de la part des agents fédéraux de transmettre certains renseignements confidentiels à la présidence, pour des raisons de sécurité, un tel système « repose sur la bonne foi et l'honneur. Malheureusement, le FBI et moi-même avons été abusés », a souligné le directeur du FBI.

Louis Freeh a précisé que ce sont au total 408 dossiers - et non

Les Occidentaux sont décidés à organiser les élections en Bosnie à la mi-septembre

Les ex-belligérants ont signé un accord sur le contrôle des armements

La conférence internationale sur la Bosnie réunie jeudi 13 et vendredi 14 juin à Florence pour examiner l'application à mi-parcours des accords de Dayton, a estimé que

les élections générales devraient se tenir à la date prévue, c'est-à-dire avant le 15 septembre, même si toutes les garanties démocratiques ne sont pas encore réunies.

FLORENCE

de notre envoyé spécial

La réunion de Florence sur la Bosnie s'est achevée vendredi 14 juin « par un large consensus sur l'opportunité d'organiser des élections (en Bosnie-Herzégovine) à la date prévue du 14 septembre », a annoncé le président de la conférence, Lamberto Dini. La décision finale devra toutefois être prise par le président en exercice de l'OSCE, Flavio Cotti, avant la fin du mois.

D'autre part, les ex-belligérants ont signé un accord sur le contrôle et la limitation des armements que la Bosnie-Herzégovine avait jusqu'ici refusé d'entériner en raison d'une ambiguïté qui ne définissait plus clairement le statut d'« entité de Bosnie-Herzégovine » de la République serbe de Bosnie. Ce résultat a été qualifié d'« encourageant » par M. Dini, qui soulignait lors de sa conférence de presse finale que « le processus de paix va de l'avant et va bien ». Il entérine donc la tenue d'élections que certains, comme le président du tribunal pénal international, Antonio Cassese, avaient voulu voir conditionner à l'arrestation des criminels de guerre et d'une manière générale à la création d'un environnement démocratique plus favorable concernant la liberté de presse ou le sort des réfugiés.

Volontarisme

Les pressions de la communauté internationale étaient à l'évidence trop fortes pour permettre le report d'un scrutin qui figure en bonne place dans l'accord de Dayton. Lors de sa très courte visite à Florence, vendredi, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, en proposant l'instauration d'une période de stabilisation de deux ans en Bosnie-Herzégovine, avait souligné que « des voix s'élèvent pour nous recommander de repousser les élections : ce serait une erreur grave et qui serait lourde de conséquences. C'est à l'OSCE d'en décider », indiqua M. de Charette, donnons-lui un signal clair ».

C'est désormais chose faite, malgré de multiples réserves. Tout

d'abord, le ministre français s'est fait publiquement reprocher par le président du TPI de n'avoir à aucun moment mentionné, dans la partie de son discours concernant les « considérables zones d'ombre », le problème des criminels de guerre. Le haut représentant civil, Carl Bildt, a, pour sa part, un peu perfidement remarqué que la période de stabilisation de deux ans proposée par Paris était « déjà en vigueur dans de nombreuses instances comme le Haut-Commissariat aux réfugiés ou la Banque mondiale, qui travaillent sur des plans à

tions minimales pour la tenue d'élections libres et démocratiques sont envisageables d'ici septembre, si un renvoi des élections apportera une amélioration des conditions. (...) Mais vous pouvez aussi évaluer si les élections seront placées sous le signe de l'omnipotence des plus forts, si elles feront apparaître des autocrates sans scrupules qui écarteront encore davantage la démocratie en Bosnie-Herzégovine et dans quelle mesure ceux qui sont accusés par le Tribunal pénal international peuvent, ne serait-ce que de manière indirecte, exercer une

Radovan Karadzic candidat ?

Les organisateurs de la conférence de Florence avaient attribué aux représentants des Serbes de Pale une petite cave voûtée pour leur conférence de presse. Cette légende - et involontaire - vexation n'a cependant pas démonté le premier ministre de Radovan Karadzic, Gojko Kljickovic, qui a dressé un tranquille portrait de son « président ». Avec en primeur la distribution d'une « déclaration sur l'interdiction de la procédure du TPI intentée contre M. Radovan Karadzic, président de la République Srpska ». Cette plaquette précise que « les tentatives visant à exclure M. Karadzic de la vie politique (...) sont directement dirigées contre les intérêts du peuple serbe et représentent une attaque contre les processus démocratiques ».

Devant une assemblée quelque peu interloquée, M. Gojko Kljickovic a aussi indiqué que son « président », « qui travaille actuellement à la réorganisation du parti en le préparant pour les élections », n'avait « pas encore décidé s'il serait candidat ».

moyen terme ». Il a, lors de la conférence de presse finale, simplement indiqué « avoir pris bonne note de cette suggestion ».

C'est le président en exercice de l'OSCE, Flavio Cotti, qui a en fait le mieux résumé la situation et le dilemme qui se pose à la communauté internationale pendant ces deux journées : « Les élections constituent la prochaine étape décisive dans le processus de paix en Bosnie-Herzégovine. Elles doivent donner au pays, à tous les niveaux, des autorités qui soient légitimées démocratiquement et habilitées à agir », a déclaré M. Cotti, en ajoutant que les délégations présentes, en raison de leur action passée et de leur connaissance de la situation, étaient à même de juger de celle-ci.

« Vous pouvez juger, a poursuivi le président de l'OSCE, si les condi-

influence. » Derrière ce discours planait principalement l'ombre du chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic. Le premier ministre, Gojko Kljickovic, a dressé un portrait d'homme en campagne, lors de son point de presse (lire ci-contre).

Le président du TPI, Antonio Cassese, se déclarait toutefois « assez satisfait » à l'issue de la réunion en soulignant que, dans ses conclusions, le président de la conférence avait rappelé que « la poursuite de l'autorité publique de M. Karadzic était inacceptable » et « soutenait fermement les demandes du président du TPI pour que toutes les parties coopèrent ». La satisfaction de M. Cassese était renforcée par un paragraphe final concernant de toujours possibles sanctions, même si elles n'ont pas été jugées d'actualité.

En choisissant d'appuyer par consensus le déroulement des élections à la date limite prévue par l'accord de Dayton, la conférence de Florence a donc clairement opté pour une solution volontariste. Reste à savoir si la communauté internationale, la force militaire et les autorités civiles auront les moyens et la volonté d'imposer des améliorations décisives dans des domaines aussi divers que le retour des réfugiés, l'arrestation des criminels de guerre, la liberté de la presse, sachant que le délai, qui est maintenant pratiquement définitivement fixé, n'est que de trois mois.

Laurent Zecchini

Denis Hautin-Guiraut

Une violente crise secoue le marché obligataire russe

LE MARCHÉ de la dette publique russe a connu un mini-crash, jeudi 13 et vendredi 14 juin, après que le ministère des finances ait annoncé qu'il suspendait provisoirement le paiement des intérêts et le remboursement du capital sur une partie des obligations qu'il a émises (les « Min Fins », ministry of finance bonds). Les autorités russes ont pris cette décision après avoir découvert que certains titres, libellés en dollars et qui ont été émis à partir de 1993, avaient été volés. Une banque russe aurait ainsi vendu, au mois de juin 1994, des obligations à une entreprise tchèque, Grozny Chemical Factory, lesquelles auraient été débrobées en 1995.

La valeur des « Min Fins », dont l'encours total s'élève à 9 milliards de dollars (47 milliards de francs), s'est dépréciée de 6 % jeudi, avant de se reprendre légèrement vendredi. Plusieurs banques, comme la Deutsche Morgan Grenfell et la Bank of America, ont préféré suspendre les cotations qu'elles ont l'habitude d'assurer sur ces titres. L'établissement financier américain

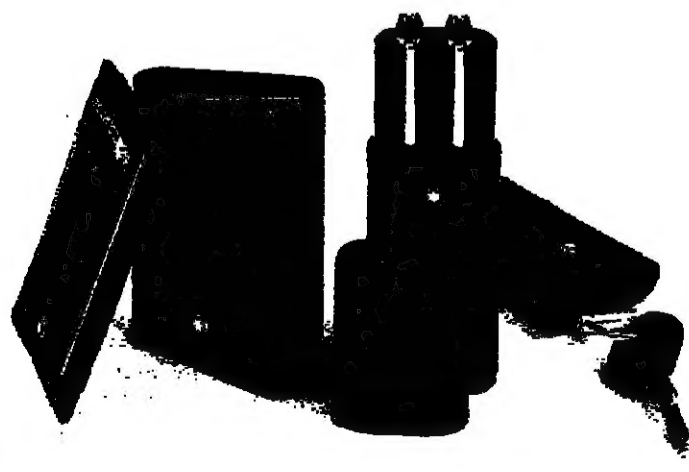
Salomon Brothers, qui s'est vu confier par le gouvernement le soin de vendre 700 millions de dollars de titres à des investisseurs étrangers, a pour sa part choisi d'arrêter sa campagne. Il a également informé ses clients, auprès desquels il a déjà placé des titres, qu'il prendra en charge la perte qu'ils pourraient subir.

Les banquiers espèrent que le gouvernement préciserait rapidement sa position et dissiperait le malaise qui s'est emparé de tous les intervenants sur le marché de la dette russe. Les hésitations du ministère des finances, si elles devaient durer, risqueraient de ternir la crédibilité de l'ensemble du programme d'emprunts de la Russie.

La chute du marché obligataire russe s'est fait sentir sur les autres places financières européennes. Afin de compenser leurs pertes potentielles sur les titres émis par Moscou, plusieurs établissements financiers américains auraient vendu des quantités importantes d'obligations allemandes.

P.-A. D.

Pour recevoir l'un de ces cadeaux, laissez traîner ce journal ouvert à cette page.



Jusqu'au 31/7 la gravure de vos initiales vous est offerte sur tous les articles de maroquinerie dans les magasins participant à l'opération.

Boutiques Montblanc.

55, rue du Faubourg

St Honoré, Paris

2, rue Paradis

Nice

10, rue de la

Libération, 13000

Marseille, 13000

30000 Montpellier

31000 Toulouse

33000 Bordeaux

34000 Nîmes

35000 Rennes

36000 Clermont

37000 Poitiers

38000 Grenoble

39000 Dijon

40000 Orléans

41000 Blois

42000 Saint-Étienne

43000 Le Mans

44000 Nantes

45000 Orléans

46000 Cahors

47000 Agen

48000 Rodez

49000 Angers

50000 Reims

51000 Châlons

52000 Compiègne

53000 Laon

54000 Nancy

55000 Metz

56000 Brest

57000 Strasbourg

58000 Amiens

59000 Lille

60000 Compiègne

61000 Evreux

62000 Arras

63000 Clermont

64000 Pau

65000 Tarbes

66000 Perpignan

67000 Colmar

68000 Mulhouse

69000 Lyon

70000 Caen

71000 Orléans

72000 Le Mans

73000 Chambéry

74000 Annecy

75000 Paris

76000 Rouen

77000 Meaux

78000 Versailles

79000 Poitiers

80000 Troyes

81000 Albi

82000 Montauban

83000 Toulon

84000 Avignon

85000 La Roche-sur-Yon

86000 Poitiers

87000 Cahors

88000 Colmar

89000 Nogent-sur-Seine

90000 Châlons

91000 Evreux

92000 Nanterre

93000 St-Denis

94000 Clichy

95000 Marne-la-Vallée

96000 Réunion

97000 Guadeloupe

98000 Martinique

99000 Mayotte

10000 Montblanc

Le Conseil de sécurité des Nations Unies durcit le ton à l'égard de l'Irak

Bagdad est sommée d'ouvrir aux observateurs de l'ONU trois sites stratégiques

Le Conseil de sécurité de l'ONU a exigé, vendredi 14 juin, que l'Irak cesse d'interdire l'accès de trois sites stratégiques à la Commission spéciale

de l'ONU chargée de contrôler le désarmement irakien (Unscm), rejetant une proposition de l'Irak qui soumettait une telle inspection à cer-

taines conditions. Par ailleurs, le ministre irakien du pétrole, Amer Rasheed, vient de passer trois jours à Paris, préparant ainsi le retour progressif

de son pays sur le marché du pétrole, après le sommet de l'OPEP qui l'a autorisé à porter sa production à 1,2 million de barils/jour.

NEW YORK
de notre correspondant à l'ONU
« Le régime irakien ne comprend que le langage de la force. » Cette opinion américaine à l'égard du régime de Bagdad n'a guère changé depuis l'invasion du Koweït par l'armée irakienne en août 1990. L'Irak, de son côté, semble avoir le don de prouver que Washington a souvent raison. Chaque crise qui, au fil des années, a opposé l'Irak à l'ONU n'a été désamorcée qu'à la suite de messages musclés de la part de Washington. Pourtant, il est manifeste que les États-Unis - et la Grande-Bretagne - éprouvent de plus en plus de difficultés à introduire des menaces contre Bagdad dans les textes officiels de l'ONU.

La crise actuelle qui oppose depuis le 11 juin l'Irak aux inspecteurs de la Commission spéciale chargée du désarmement de ce pays (l'Unscm) a montré que les Anglo-Saxons ont adopté une nouvelle stratégie. Alors que les

membres du Conseil négociaient à huis clos les termes d'un nouveau texte pour condamner la décision de l'Irak d'interdire l'accès de plusieurs sites aux inspecteurs de l'Unscm, Washington et Londres ont réussi à faire passer, dès jeudi soir, par voie de presse, la menace implicite d'une utilisation possible de la force.

Le message semble avoir été compris à Bagdad, dont la réaction a été rapide: dans une lettre adressée, vendredi 14, au président de l'Unscm, le diplomate suédois Rolf Ekeus, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, a présenté des « propositions pratiques et constructives pour régler de manière définitive et globale » la crise opposant l'Irak aux inspecteurs de l'Unscm. Il a accepté l'inspection des sites par l'ONU mais à certaines conditions. Il a ainsi souhaité que M. Ekeus y participe « personnellement ». Le Conseil de sécurité a répliqué en adoptant une déclaration unanime

« condamnant » le comportement irakien et a demandé également à M. Ekeus de se rendre immédiatement à Bagdad - dès lundi - et de lui faire rapport dès la fin de sa visite.

ACTIONS MILITAIRES

Le projet de résolution, tel qu'il avait été initialement rédigé par Washington et Londres, condamnait l'Irak pour la « rupture massive » de la résolution 687 qui établit les termes du cessez-le-feu. Cette phrase a été interprétée par quelques membres, y compris la France, comme étant la base pour une éventuelle action militaire. Tout en admettant qu'en cas de violation des termes du cessez-le-feu les résolutions du Conseil donnent le cadre juridique aux Américains d'un recours à la force, Paris, Moscou et Pékin se sont efforcés de s'assurer que ce recours ne se fasse pas sans avertissement préalable.

Depuis la fin de la guerre du

Golfe, le Conseil a autorisé à deux reprises des actions militaires contre l'Irak. En janvier 1993, des raids aériens ont été effectués dans le sud de l'Irak et contre une usine de la banlieue de Bagdad. En juin de la même année, des missiles Tomahawk ont riposté à une tentative d'assassinat visant George Bush.

Cette dernière épreuve de force est révélatrice à plus d'un titre. Tout d'abord, il existe des divergences très importantes à l'intérieur du régime irakien sur le comportement à adopter à l'égard des inspections de l'ONU. Bagdad persiste à cacher des documents nécessaires à la mission de l'Unscm. Aux termes des conditions du cessez-le-feu conclu en 1991, le pays doit se défaire de ses armes atomiques et bactériologiques, des missiles d'une portée de 150 kilomètres, et soumettre ses arsenaux à une surveillance à long terme. L'embargo économique imposé à l'Irak ne

pourrait être levé que lorsque l'Unscm aura certifié que l'Irak ne possède plus d'armes prohibées.

La crise actuelle démontre aussi qu'après des années de conflit avec le Conseil de sécurité l'Irak n'en a toujours pas compris les dynamiques. Bagdad s'efforce toujours de diviser les membres du Conseil de sécurité. Cette stratégie, qui pourrait réussir si elle était appliquée astucieusement, produit souvent l'effet inverse et est frustrante pour les « amis de l'Irak » au sein du Conseil.

« Les irakiens n'ont toujours pas compris qu'il n'y a pas de compromis possible sur le désarmement », explique un diplomate occidental. Au lieu de coopérer rapidement et pleinement avec l'Unscm et nous donner matière à tenir de lever les sanctions économiques, il perfectionne l'art de se tirer des balles dans les pieds. »

Afsané Bassir Pour

Le Vatican rappelle le caractère universel de Jérusalem

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Apparemment préoccupé par l'engagement public du nouveau premier ministre israélien de « ouvrir » à « aucune négociation » avec les Palestiniens sur le sort de Jérusalem, le Vatican, par la plume de ses traditionnels éclaireurs diplomatiques que sont les pères jésuites de la revue *Civiltà Cattolica*, a tenu cette semaine à rappeler son point de vue sur la Ville sainte.

« La sainte cité appartient présentement à ses habitants et à l'humanité tout entière », soulignent notamment les auteurs d'un article paru le 13 juin à Rome. Après avoir rappelé la victoire électorale de Benjamin Nétanyahou, « opposé aux accords négociés par ses prédécesseurs », victoire qui « n'a pas manqué de susciter des préoccupations aussi bien en Israël qu'à l'extérieur », Angelo Macchi et Giovanni Ruffi, deux experts de la politique internationale, font comme si la négociation prévue par les accords d'Oslo à propos du statut définitif de Jérusalem était sur le point de s'ouvrir.

Tout en laissant « le champ ouvert à différentes possibilités », les auteurs de cet article de treize pages se penchent sur le rôle de « garant international » du futur statut de la Ville sainte. Ils rappellent que l'Assemblée générale des Nations unies, appuyée par le conseil de sécurité, en récupérant l'esprit et les finalités de la résolution 181, votée par l'Assemblée générale des Nations unies le 29 novembre 1947, cette résolution porte sur le plan de partage de la Palestine - plan alors rejeté par les Arabes et aujourd'hui dépassé, l'état juif occupant la quasi-totalité de l'ancienne Palestine mandataire - et prévoit, pour Jérusalem et ses environs immédiats, un *corpus separatum*, sous régime international spécial, administré par les Nations unies.

ATTENTES À LA LIBERTÉ DE CULTE

Ces dernières années, le Vatican n'évoquait plus qu'épisodiquement la résolution 181 et se contentait de recommander, pour la Ville sainte, « un statut spécial internationallement garanti ». Aujourd'hui, visiblement soucieuse de la conjoncture politique nouvelle, *Civiltà Cattolica* rappelle que « l'annexion arbitraire de Jérusalem » (en 1967 par Israël) n'est pas internationalement admise et recommande la constitution d'un « nouveau groupe de travail consacré spécialement à Jérusalem, voire à la défense du patrimoine culturel proche-oriental dans son ensemble ».

Sans cesser d'exprimer les nombreuses attentes israéliennes à la liberté de culte qui font notamment que, pour « raisons de sécurité » et depuis plus de trois ans, des milliers de chrétiens palestiniens et des centaines de milliers de musulmans sont interdits de présence dans leurs lieux saints respectifs - Saint-Sépulchre et mosquée el Aksa - y compris durant les grandes fêtes religieuses, les pères jésuites soulignent: « Aujourd'hui, plus encore qu'en 1947 [année de la création d'Israël], il est évident que la défense, en toute parité, des droits des différentes communautés à Jérusalem (...) ne pourra être efficace que si elle s'inscrit dans un milieu juridique et politique caractérisé par le respect des droits humains, civils, politiques, culturels, individuels et collectifs. »

On en est encore loin, alors que la tension monte. « Le Likoud a annoncé, comme si la ville entière lui appartenait, que son statut ne sera pas négocié », a lancé, le 7 juin, à la mosquée el Aksa, le grand mufti palestinien de Jérusalem, Cheikh Akram Sabri. « Nous devons nous élever de toutes nos forces contre l'occupation, a-t-il dit, car si nous ne disons rien, nous ne serons pas victorieux. » A la suite de ces propos, une enquête de police a été ouverte par Israël pour déterminer si le grand mufti ne se serait pas rendu coupable d'« incitation à la violence contre les autorités légitimes de la capitale éternelle et unifiée du peuple juif ».

Patrice Claude

Le pétrole irakien suscite bien des convoitises

UNE RENCONTRE avec une vingtaine de chefs d'entreprise au siège du patronat, des visites chez Elf et chez Total, des entretiens au Quai d'Orsay et au ministère de



ANALYSE de semaine.

l'Industrie: le ministre du pétrole irakien, Amer Rasheed, aura bien employé les trois jours qu'il a passés à Paris en début de semaine. Depuis l'accord, signé avec l'ONU le 20 mai, levant partiellement, pour des raisons humanitaires, l'embargo sur le pétrole irakien, le général est très sollicité. Bagdad entend bien profiter de ce changement radical en faisant miroiter la perspective d'une levée totale et rapide des sanctions économiques internationales imposées à l'Irak depuis l'invasion du Koweït en août 1990. En effet l'Irak possède des réserves pétrolières alléchantes, avec des possibilités de développement: avec 100 milliards de barils, il détient près de 10 % des réserves mondiales pro-

duites et arrive au deuxième rang mondial, après l'Arabie saoudite; son sous-sol recèle deux fois le potentiel de l'ex-URSS et quatre fois celui de l'Amérique du Nord. Forts de cet atout, les représentants irakiens tentent de mettre en concurrence les futurs investisseurs, pour réintégrer le concert des pays pétroliers et retrouver leur influence d'antan. Le sommet de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) achevé à Vienne le 7 juin aura illustré ces deux facettes.

Aux représentants des compagnies pétrolières internationales, dont beaucoup faisaient antichambre dans son hôtel, le général Amer Rasheed a laissé entendre que les premiers contrats avec les acheteurs étrangers seraient signés dans les dix jours. Américains, Italiens, Britanniques, Russes et Français s'interrogent sur le choix des élus. Le caractère officiel de la visite du général à Paris et le secret entretenu autour des rencontres entrent dans cette stratégie de surenchère. « Les pays amis qui nous ont soutenus, comme la France et la Russie, seront sûre-

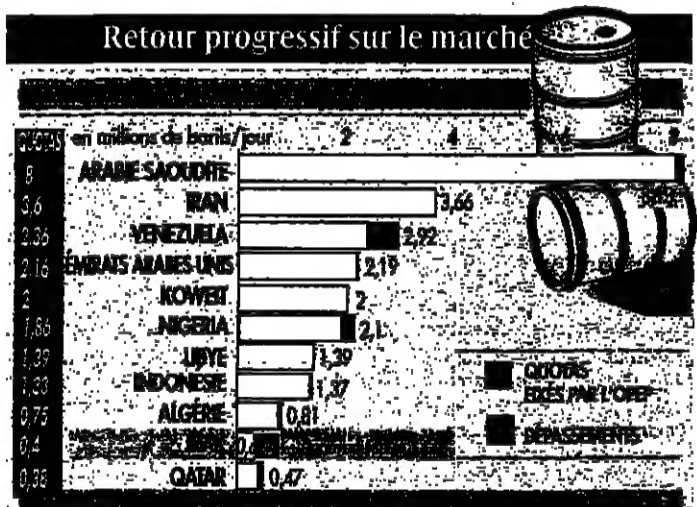
ment prioritaires lorsqu'il s'agira de signer des contrats, soit pour l'achat de brut à l'Irak, soit pour la vente de produits pétroliers », a déclaré M. Rasheed.

Après de l'OPEP, l'Irak devait préparer son retour, sans pour autant faire de concessions. Il y serait parvenu, à en croire la satisfaction affichée par les différentes délégations, principalement celles des pays du Golfe, à l'issue de la réunion. Grâce à la hausse de la demande de pétrole dans le monde, les délégués n'ont pas eu besoin de se restreindre pour faire une place à l'Irak. Au contraire, ils ont autorisé Bagdad à augmenter sa production, pour la porter à 1,2 million de barils. Le geste, même s'il est imposé par les Nations unies pour des raisons humanitaires, représente un signe en faveur de Bagdad. Les « dix » n'ont pas à proprement parler réintégré l'Irak dans leur organisation, puisqu'il ne lui ont pas donné de quotas, mais seulement une « allocation temporaire », qui pourra évoluer avec le temps.

Les Irakiens, cependant, n'ont cessé de rappeler durant la réunion de Vienne qu'à l'avenir il faudrait compter avec eux. Amer Rasheed a même prévenu que son pays pourrait produire 3 millions de barils par jour d'ici la fin de l'année - dont 2,5 millions seront exportés, anticipant ainsi une levée totale des sanctions internationales. L'objectif est clair: il s'agit de retrouver le niveau d'avant l'embargo et de revenir au deuxième rang des producteurs, derrière l'Arabie saoudite et à égalité avec l'Iran, qui produit actuellement 3,6 millions de barils par jour. Accueillis avec scepticisme par les experts, ces propos ont eu le don d'agacer les autres délégations et même fait craindre un échec des discussions.

Comme à l'accoutumée, rien n'a pu se faire sans l'accord des deux rivaux, l'Arabie saoudite et l'Iran. Les Irakiens préconisaient un retour au niveau de production d'avant la guerre du Golfe, demandant à ceux qui avaient profité du départ des irakiens de se restreindre. Visés directement, les Saoudiens se sont appliqués à réfuter cette thèse. Un proche des négociateurs résuma les trois journées de tractations: « Au Moyen-Orient, si vous vous endormez au pied des dunes, vous constatez à votre réveil qu'elles sont toujours en place, mais se sont légèrement transformées. Ici c'est pareil. » Finalement l'Arabie saoudite a imposé sa volonté de ne pas toucher aux quotas.

En contrepartie, l'Iran s'est vu confier la présidence du comité de contrôle de la production. Manœuvre habile, puisqu'elle contourne les problèmes de fond, comme la nouvelle répartition de la production. Tout en intégrant l'idée d'une montée en puissance inéluctable des irakiens, elle permet aux Saoudiens de ne pas mo-



diffier le débit de leurs puits, qui est passé de 5,36 millions de barils par jour à 8 millions grâce à l'embargo sur le pétrole irakien. Riyad espère ainsi faire accepter définitivement ce niveau comme un plancher et non un plafond.

En ne touchant pas aux niveaux de production et en rajoutant des capacités, les onze membres de l'OPEP s'en remettent totalement au marché.

Les Iraniens sortent aussi la tête haute: ils surveilleront les « tricheurs », notamment le Nigeria et le Venezuela, tout en ayant un œil sur l'Irak, qui produit une qualité d'huile similaire à la leur, donc directement concurrente. Le ministre irakien du pétrole, Gholamreza Aghazadeh, a donc bien accueilli le retour dans le concert

de son ancien ennemi irakien, comme l'a fait son homologue saoudien, Ali Naïmi: pour ce dernier, les cours ne peuvent maintenant que monter.

Prévu pour six mois, le nouvel accord dépend fortement de l'évolution de la demande pétrolière. En ne touchant pas aux niveaux de production et en rajoutant des capacités, les onze membres de l'OPEP s'en remettent totalement au marché. Les premières ventes effectives de pétrole par l'Irak et l'arrivée du brut durant l'été seront un moment important pour la tenue des cours. Conscients de l'enjeu, les ministres des « onze » ont prévu de se revoir en urgence si les prix du baril venaient à chuter. Mais en ce cas leur crédibilité serait fortement atteinte. L'heure ne serait plus au compromis diplomatique. Le cartel pétrolier serait contraint de revoir les quotas de production de chacun de ses membres. Ce débat comporte tant de risques politiques en raison des rivalités internes, qu'il a jusqu'alors toujours été repoussé. Pour leur centième rencontre depuis la création de l'Organisation en 1960, les membres de l'OPEP l'ont à nouveau évité. Ils ont préféré le pari de la croissance économique mondiale à un débat de fond qui, même « à froid » semble impossible.

Dominique Gallois

Recommandé par
"Paris pas Cher"
et "Paris Combines"
POUR MIEUX ACHETER
SOMMIERS - MATELAS
CANAPES - SALONS
CLIC-CLAC - FUTONS
de grandes marques
APPELEZ MOBECO
7/7 de 10 h à 20 h
42.08.71.00

Révissez
le BAC!
3615 LEMONDE

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde

PHILIPPE VASSEUR

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
FRANÇOIS GROSSRICHARD (LE MONDE)
ET
VIRGINIE GARIN (RTL)

RTL

DIMANCHE
18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

La conférence d'Istanbul réaffirme la nécessité de rendre « vivables » les grandes villes

« Habitat II » a insisté sur le rôle des autorités locales dans le développement

La conférence de l'ONU « Habitat II » s'est achevée, à Istanbul, dans la nuit du vendredi 14 au samedi 15 juin par l'adoption d'une « déclaration

d'Istanbul » qui entend promouvoir une « vision positive » des villes pour le XXI^e siècle et proclame l'engagement des États pour la « réalisation

pleine et progressive du droit au logement ». L'accent a été mis sur le rôle des autorités locales et de la décentralisation.

RASSEMBLER la planète autour du thème des villes et de leur avenir. L'ambition d'« Habitat II » était telle, son sujet si insaisissable, que le succès mitigé de la conférence de l'ONU n'est qu'à demi surprenant. Le nombre de participants n'a pas atteint les espoirs des organisateurs, et le « sommet » des chefs d'État et de gouvernement prévu, boudé par les principaux pays développés, n'a réuni qu'une quinzaine de participants, dont Fidel Castro et Ezer Weizman.

Indéniablement, un débat mondial sur la vie urbaine recoupe des aspects si divers que, parmi les délégations de 185 pays présentes à Istanbul, chacun voyait midi à sa porte, le sujet de « la ville » servant souvent de prétexte à des marchandages diplomatiques de tout autre nature. Certains délégués étaient venus pour renégocier les engagements sur l'environnement pris au précédent sommet de Rio, d'autres s'inquiétaient de démographie, comme au Caire, d'autres encore des droits des femmes... « dans les villes », relançant les débats de l'an dernier à Pékin. On a vu également resurgir les lobbies religieux qui, par la voix du Vatican, bataillent contre les références à la liberté de reproduction et, du côté des États isla-

mistes, sont hostiles au principe d'égalité entre femmes et hommes.

De cette superposition désordonnée de débats politiques, sociaux, environnementaux et urbanistiques, un message aux options publiques sur le rôle central et inéluctable des villes dans le développement est néanmoins né. Plutôt que de tenter vainement de freiner l'exode rural, les États sont conviés de la nécessité de se donner les moyens de rendre les villes vivables. « Paradoxalement, l'absence des chefs d'État n'a fait que renforcer l'utilité de la conférence, commente Georges Cavallier, chef de la délégation française à Istanbul. Elle souligne l'insuffisance de la prise en compte des enjeux urbains. »

Au centre des débats, la proclamation du droit au logement a donné lieu à une controverse significative entre Européens, partisans d'une nette affirmation de ce droit, et Américains, rétifs à l'idée d'imposer aux États une obligation de résultat (Le Monde du 8 juin). La formulation de compromis péniblement négociée affirme l'engagement des États à la « réalisation pleine et progressive du droit à un logement convenable » mais surtout « l'obligation des gouvernements à faciliter l'accès au loge-

ment ». Le recentrage du rôle des États aura, en effet, été l'enjeu essentiel d'« Habitat II ». A l'État centralisateur et planificateur glorifié en 1976 à Vancouver lors d'« Habitat I » succède un État stratège, animateur de différents partenariats : municipalités, entreprises, associations et citoyens. Derrière cette synthèse assez vague s'est dessinée une nette opposition entre les tendances libérales et les pays qui, en Europe, estiment que l'État doit conserver un rôle d'arbitre. Eric Raoult, le ministre français délégué à la ville, a ainsi plaidé, vendredi, à Istanbul, pour que l'État « reste garant de la solidarité nationale à travers trois dimensions majeures d'arbitrage : solidarité entre les citoyens, entre les territoires et entre les générations ».

DÉCENTRALISATION

Principal tournant négocié à Istanbul, la nécessité de renforcer les « autorités locales démocratiques », et donc la décentralisation, considérée comme indispensable à l'efficacité et à la prise en compte des besoins des populations. En permettant l'expression directe en assemblée de maires, de responsables d'ONG et de chefs d'entreprises, la conférence d'Istanbul aura ouvert une brèche

dans le système onusien réservé aux États. En dépit de l'opposition des pays du tiers-monde, « Habitat II » a concrétisé cette orientation en ouvrant la Commission des Nations unies sur les établissements humains (CNUEH) aux représentants des collectivités locales et de la société civile.

Des sujets, certes importants mais périphériques par rapport au thème des villes, auront parasité les dernières heures de la conférence, jusqu'à l'aube de samedi.

« En ce qui nous concerne, la conférence était bouclée mercredi », déclarait Paolo Coppedè, représentant de l'Union européenne. Les paragraphes sur la « santé reproductive », le droit à l'avortement, déjà longuement débattus à Pékin et au Caire, ont été remis sur le tapis par le Vatican et ses alliés islamistes qui insistent pour revenir à un langage plus conservateur. Les acquis des sommets précédents ont été préservés, mais les réserves exprimées par plusieurs pays ont une fois de plus prouvé que ces concepts, acceptés sur le papier, étaient encore loin de faire l'unanimité dans les têtes. L'influence de la société civile inquiétait certains pays moins démocratiques, qui voulaient également remettre en cause la reconnaissance des droits universels de la personne, au-delà de la souveraineté des États.

Sur les questions de financement, le Nord et le Sud étaient divisés comme à l'accoutumée, les pays en voie de développement déplorant le manque d'enthousiasme des nantis à les aider à résoudre leurs problèmes. « Combien de chefs d'État de pays développés assistent à cette réunion ? Le désengagement gagne du terrain dans les pays du tiers monde », s'est plaint le dirigeant cubain Fidel Castro, au cours d'un discours percutant.

Des sujets aussi divers que les essais nucléaires, les mines antipersonnelles, et même la question des territoires occupés et du statut de Jérusalem ont été abordés au cours de cette conférence-marathon et atypique.

Philippe Bernard et Nicole Pope

« Un logement convenable et accessible » pour tous

LE « PLAN mondial d'action » issu de la conférence « Habitat II » d'Istanbul souligne que les « gouvernements ont l'obligation fondamentale de faciliter l'accès de la population à un logement ».

« Nous nous engageons à prendre les mesures qui s'imposent pour (...) fournir à tous, à un prix abordable, un logement convenable et accessible », écrivent les représentants des États signataires de ce document. Les gouvernements s'engagent aussi leur engagement à prévenir les « expulsions forcées » : « les gouvernements devraient proté-

ger tous les membres de la société des expulsions forcées, qui portent atteinte aux droits de l'homme, et adopter des réglementations appropriées à ce sujet, déclare le document final. L'augmentation rapide du nombre de personnes déplacées du fait des catastrophes naturelles ou causées par l'homme, survenues dans nombre de régions du monde, ayant besoin d'être protégées, aggrave la crise du logement et fait ressortir la nécessité de trouver rapidement une solution durable au problème. »

Plus succincte que le « plan mondial », la « déclaration d'Istanbul » proclame la volonté de « préserver la diversité des établissements humains afin de promouvoir la solidarité entre tous les peuples ». « Nous

réaffirmons notre engagement vers la réalisation pleine et progressive du droit au logement tel qu'il est reconnu par les accords internationaux », poursuit le texte. Nous rechercherons la participation active de tous les partenaires publics, privés et non gouvernementaux à tous les niveaux pour assurer la sécurité juridique de la propriété, la protection contre toutes les discriminations et l'égal accès à un logement adéquat et abordable pour tous les individus et leurs familles. Les gouvernements s'engagent enfin à « étendre la fourniture de logements abordables en favorisant le fonctionnement du marché (...), en favorisant l'accès à la terre et au crédit et en assistant ceux qui sont incapables d'accéder au marché du logement ».

VERBATIM
« Nous nous engageons à prendre les mesures qui s'imposent pour (...) fournir à tous, à un prix abordable, un logement convenable et accessible », écrivent les représentants des États signataires de ce document. Les gouvernements s'engagent aussi leur engagement à prévenir les « expulsions forcées » : « les gouvernements devraient proté-

Un responsable du génocide au Rwanda arrêté en Ethiopie

ADDIS ABEBA. Un des principaux responsables du génocide de 1994 au Rwanda a été arrêté la semaine dernière à Addis Abeba, a-t-on appris vendredi 14 juin dans la capitale éthiopienne. Protais Karamira est en septième position sur une liste d'organismes de massacres comptant 248 noms, diffusée par les autorités rwandaises. Il est accusé d'être « parmi les penseurs du génocide » et d'avoir « incité à exterminer les Tutsis » sur les ondes de la Radio-Télévision des Mille Collines (RTLM). Arrêté en Inde, à la demande du Rwanda qui avait demandé son extradition, puis embarqué sur un avion de ligne éthiopien, il a tenté de s'échapper lors d'une escale à Addis Abeba. Dans les milieux de réfugiés rwandais à Nairobi, on doute que M. Karamira ait fait l'objet d'un mandat d'arrêt international. Certains évoquent un « arrangement officieux » entre autorités indiennes et rwandaises. - (Corresp.)

AFRIQUE

■ BURUNDI : l'explosion d'une grenade dans un camp de réfugiés rwandais, au nord du Burundi, a blessé, jeudi 14 juin, 40 personnes, dont quatre grièvement, a fait savoir, vendredi 15, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés à Bujumbura. - (AFP)

■ TCHAD : le second tour de l'élection présidentielle ne pourra pas avoir lieu le 25 juin comme prévu, a-t-on appris vendredi 14 auprès de la commission électorale nationale indépendante. La Cour d'appel, à qui revient la proclamation, n'a pas pu confirmer à temps les résultats du premier tour. Le second tour pourrait être reporté au 30, ou plus tard. - (AFP)

■ ALGÉRIE : Yves Bonnet, député de la Manche (UDF), président du groupe d'amitié France-Algérie et ex-directeur de la DST, a déploré, vendredi 14 juin, de retour d'Alger, que, dans l'affaire des sept trappistes de Tibéhirine, la France n'ait « pas mis toutes les chances de son côté ». - (AFP)

ASIE

■ CHINE : le vétéran de la dissidence chinoise Wang Xizhe, 47 ans, qui avait été interpellé dans le sud de la Chine le 31 mai, a été libéré samedi 15 juin, ont indiqué des sources dissidentes. - (AFP)

EUROPE

■ AUTRICHE : le chancelier Vranitzky demeure hostile à l'adhésion de son pays à une alliance militaire, a-t-il indiqué vendredi 14 juin. « Il faut éviter de créer de nouvelles lignes de démarcation », a-t-il expliqué. L'Autriche a adhéré en 1995 au Partenariat pour la paix, programme de coopération militaire de l'OTAN. Elle est aussi observateur à l'UEO, instance européenne compétente en matière de défense. - (AFP)

■ POLOGNE : la société « Nouveau chantier naval de Gdansk » a été enregistrée vendredi 14 juin par le tribunal de commerce. Elle est supposée louer pour dix ans une partie des installations des Chantiers navals de Gdansk, berceau de Solidarité, qui se trouvent en faillite. Le ministre des privatisations, M. Kaczmarek, a affirmé que la faillite était le seul moyen d'obtenir une renégociation des contrats en cours. - (Corresp.)

■ OTAN : des officiers russes pourront siéger en permanence auprès du commandement suprême des forces alliées en Europe, installé à Mons en Belgique. Il s'agira d'une mission de liaison. En échange, des officiers de l'OTAN seront admis à l'état-major général des forces russes à Moscou. Ce rapprochement Est-Ouest a été annoncé, vendredi 14 juin, à Bruxelles, par le secrétaire américain à la défense, William Perry. - (AFP)

ÉCONOMIE

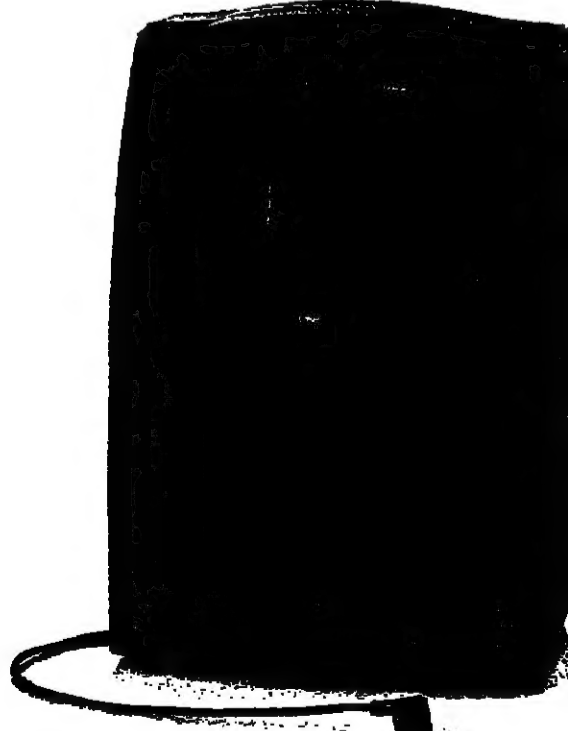
■ COMMERCE INTERNATIONAL : Bill Jordan, secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), a demandé le vendredi 14 juin à la conférence de l'Organisation internationale du travail, à Genève, qu'une instance mixte OIT-OMC (Organisation mondiale du commerce) soit créée pour s'assurer que l'application des « normes sociales fondamentales » accompagne bien la libéralisation du commerce. - (AFP)

■ JAPON : la « reprise est en train de toucher les investissements des PME, grâce à la progression des bénéfices », a estimé, vendredi 14 juin, le gouverneur de la Banque du Japon. Pour Yasuo Matsushita, les dépenses des consommateurs se consolident et le marché du travail s'améliore. - (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : la production industrielle a augmenté de 0,7 % en mai comme en avril, en raison de la hausse de la production d'équipements et de biens durables, a indiqué la Réserve fédérale vendredi 14 juin. - (AFP)

L'été, on rêve tous d'un petit bloc de fraîcheur qui nous suivrait partout.

N'en rêvez plus. Voici le climatiseur Compact Line de Calor.



Trop chaud au bureau, trop chaud à la maison et l'été tant attendu devient vite l'enfer. Alors, pour vous rafraîchir les idées, voici le nouveau climatiseur Compact Line de Calor. Il ne pèse que 25kg et grâce à sa petite taille, c'est le plus mobile des climatiseurs. Très efficace, il climatise la pièce de votre choix jusqu'à 25 m². En plus, il est beau et discret avec ses lignes courbes et ses commandes intégrées.

calor

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 16 - LUNDI 17 JUIN 1996

POLLUTION L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, vendredi 14 juin, le projet de loi sur l'air, auquel les députés ont apporté de nombreux amendements, au be-

soin contre la volonté du gouvernement. Parmi ceux-ci figure la gratuité des transports en commun en cas de dépassement des seuils de pollution en agglomération. ● LA MAJORITÉ

RPR-UDF a voté pour le texte, tandis que le PS et le PC se sont abstenus. ● LE PROJET de Corinne Lepage, ministre de l'environnement, ne pourra être voté définitivement qu'à l'au-

tomne, compte tenu du calendrier chargé des travaux parlementaires, après être repassé devant le Sénat et avoir été examiné une nouvelle fois par les députés. ● LES CONSTRUC-

TEURS AUTOMOBILES ne sont pas mécontents du texte, tandis que certains élus locaux s'inquiètent du « surcoût » engendré par la gratuité temporaire des transports.

Les députés durcissent le projet de loi sur la qualité de l'air

Malgré l'avis contraire du gouvernement, l'Assemblée nationale a adopté, vendredi 14 juin, un amendement prévoyant la gratuité des transports en commun en cas de dépassement des seuils de pollution. Mais il ne s'agit pas encore d'une remise en question du statut de l'automobile en ville

LE MIRACLE qui a permis au projet de loi sur l'air de faire parler de lui dans les chaumières - et à quelques millions de Français de se prendre à rêver - a tenu à un fil. Au fil de la plume du chèvènementiste Georges Sarré, maire du 11^e arrondissement de Paris, qui, assurément sans trop d'espoir, avait rédigé ces quelques lignes perdues au milieu de plus de quatre cents amendements : « En cas de dépassement des seuils de pollution (...) et de déclenchement de la procédure d'alerte, la gratuité d'accès aux transports collectifs est obligatoire dans les agglomérations concer-

nées. » Approuvée lors d'une ultime réunion de la commission de la production, la proposition n'avait pas été défendue en séance publique, jeudi 13 juin au soir, son auteur n'étant pas présent dans l'hémicycle, et personne ne l'ayant reprise à son compte. L'« oubli » a été réparé vendredi matin, peu après l'ouverture de la séance. En l'absence de M. Sarré, François-Michel Gonnat, président (UDF) de la commission de la production, a défendu le texte.

« MINUTE DE VÉRITÉ »

Prenant les devants, à propos de l'impact financier de la mesure, M. Gonnat a souligné : « Dans les grandes agglomérations, la plupart des usagers des transports en commun souscrivent des abonnements. La gratuité ne concerne donc que les voyageurs achetant à l'unité leur titre de transport. » A cet instant précis, Corinne Lepage, mi-

nistre de l'environnement, qui a suffisamment eu maille à partir avec Bercy pour connaître les limites de sa marge de manœuvre financière, a donné un avis défavorable : « Le gouvernement ne souhaite pas alourdir les charges », a-t-elle simplement indiqué. Peine perdue : la mécanique était lancée. Après que Jean-Yves Le Déaut (PS, Meurthe-et-Moselle) eut attiré l'attention de ses collègues sur cette « minute de vérité », les quelques députés présents approuvèrent l'amendement à main levée.

Immédiatement relayé par les radios, un « urgent » de l'AFP annonçait la nouvelle. Dès lors, il était bien délicat pour le gouvernement de demander aux députés de revenir sur leur décision. A 12 h 05, une opportune suspension de séance d'un quart d'heure permettait à M. Lepage de rayonner dans les couloirs du Palais-Bourbon : « Je dois dire que je suis très heureux que cette disposition ait été votée ; le gouvernement est très heureux qu'elle le soit ; par conséquent, le gouvernement et la majorité se réjouissent de cette disposition », même si, « au départ, l'avis du gouvernement était mitigé sur cette question puisque, en fait, il lui semblait que ça relevait davantage des collectivités locales ».

« Je l'avais demandé depuis longtemps », expliquait quant à lui Jean Tiberi, député (RPR) et maire de Paris, en évoquant une « grande satisfaction », une « grande victoire » et une « super-priorité » : la décision sera « immédiatement applicable à Paris », le président de la

RATP ayant assuré que, « sur le plan technique, la mesure pouvait être prise », prévenait M. Tiberi.

Pour spectaculaire qu'il soit, l'amendement transports ne saurait faire oublier les limites des dispositions contenues dans un texte que les députés, après l'avoir critiqué (Le Monde du 14 juin), ont cherché à renforcer (lire ci-dessous). Depuis l'élaboration de sa pre-

mière ligne. « Ils ne se sont pas montrés pour ne pas trop crisper. Ils se disent qu'ils s'en sortent plutôt bien », soulignait un député vendré.

Pourtant relativement peu contraignantes, les dispositions prévoyant, sous certaines conditions, la mise en œuvre de mesures de restriction de la circulation ont toutefois subi un nouvel assaut pendant les travaux en commission à l'Assemblée nationale. La commission de la production avait en effet adopté, contre l'avis du rapporteur, un amendement restreignant ces dispositions aux véhicules « les plus polluants ». L'amendement, contre lequel s'étaient prononcés le gouvernement et la plupart des députés présents - à l'exception de Jacques Masdeu-Arús (RPR, Yvelines), qui a affirmé qu'il s'agissait d'« une solution sage pour inciter tout le monde à faire réviser sa voiture », a été repoussé en séance.

Les constructeurs automobiles sauront gré au texte de loi de ne pas toucher au traitement fiscal favorable dont bénéficie le diesel. Engagé par les députés de l'opposition, ce débat a été reporté à plus tard, non sans que M. Lepage reconnaisse que « le gouvernement s'interroge, pour ne pas dire dispute, sur la différence de traitement fiscal entre le gazole et l'essence ». Le taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ne peut être modifié que par une loi de finances, a-t-elle cependant souligné.

« Jean-Baptiste de Montvalon »

Satisfaction chez les constructeurs automobiles

Les deux constructeurs nationaux, PSA Peugeot-Citroën et Renault, ont largement contribué à la préparation du projet de loi sur l'air. Chaque constructeur avait envoyé, vendredi 14 juin, son chargé des relations extérieures à l'Assemblée nationale pour être sûr qu'il n'y aurait pas de surprise de dernière minute. Tout s'est finalement bien passé pour eux. Les constructeurs français sont satisfaits : des incitations fiscales sont prévues pour favoriser la consommation des carburants les moins polluants, comme le GPL pour les automobiles ou le GNV pour les bus et les véhicules utilitaires. Le texte prévoit également le développement des stations GPL, dont l'insuffisance est un des freins au développement de ce carburant. « Il suffit d'installer un kit sur le véhicule existant pour qu'il puisse rouler au GPL », explique-t-on chez PSA. Dans le même esprit, les véhicules électriques seront financés aidés. Pas de mesure contraignante, donc, pour les constructeurs dans la loi Lepage.

mière mouture, le projet de loi a fait l'objet de nombreuses pressions. Relayées par Bercy, les contraintes budgétaires fixées par le gouvernement ont strictement limité tout ce qui pouvait provoquer des dépenses supplémentaires, le financement de l'extension des réseaux de surveillance étant renvoyé à la discussion annuelle de la loi de finances (pour 1996, M. Lepage a confirmé que son budget dispose-

(RPR) de la commission de la production, à propos des incitations fiscales prévues dans le texte afin de promouvoir le développement de véhicules utilisant des carburants peu polluants. Le lobby pétrolier a cherché à éviter ou à retarder le remplacement du pétrole par d'autres composés. Betteraves et céréales étaient intéressés, puisqu'ils sont les premiers bénéficiaires de la disposition du texte

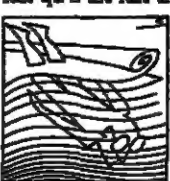
« NE PAS TROP CRISPER »

En séance, l'oxygénation des carburants a fait l'objet d'une vibrante plaidoirie de Charles de Courson, député (UDF) de la Marne, l'un des principaux départements producteurs de betteraves. « Il faut se battre pour que le lobby des pétroliers ne fasse pas triompher les intérêts du raffinage contre ceux de la santé publique », n'a pas manqué de faire valoir M. de Courson. Quant à M. Vernier, il affirme avoir eu une « altercation », dans les couloirs du Palais-Bourbon, avec une représentante du lobby betteravier, pour avoir simplement indiqué à ses collègues que l'oxygénation « ne profite pas forcément à l'éthanol - tiré du blé ou de la betterave - mais peut profiter, comme aux Etats-Unis, au méthanol industriel ».

Montrée du doigt à longueur de débats et de rapports parlementaires - celui de M. Vernier indique ainsi que « la pollution atmosphérique provient aujourd'hui pour l'essentiel de sources mobiles, principalement de la circulation des véhicules à moteur », l'industrie automobile était évidemment en

Une fermeté nouvelle, mais en trompe l'œil

ON A SOUVENT REGRETTÉ, dans le passé, que la politique puisse se faire à la corbeille de la Bourse. Se félicitera-t-on désormais qu'elle dépende de la météorologie ? Le fait qu'il ait fait très chaud sur la France ces derniers jours et que cette canicule ait entraîné de nouveaux pics de pollution dans les villes n'est sans doute pas pour rien dans le durcissement de la loi sur l'air opérée par les députés.



ANALYSE

La pression climatique a ainsi fait son entrée dans le paysage politique et il faudra s'attendre, plus généralement, à ce que les questions environnementales troublent le jeu traditionnel des partis.

Mais on ne pas vu, par exemple, deux députés de la majorité, François-Michel Gonnat (UDF) et Jacques Vernier (RPR), reprendre à leur compte un amendement sur la gratuité des transports de l'appareiliste socialiste du MDC Georges Sarré et le faire voter, malgré l'opposition du gouvernement ? Les frontières classiques de l'affrontement politique s'estompent devant une problématique qui

échappe elle-même aux schémas anciens. En d'autres termes, y a-t-il une politique écologique de droite, une politique écologique de gauche ou une politique écologique tout court ?

Il y a, en tout cas, volonté politique ou non. Le ministre de l'environnement, Corinne Lepage, n'en était pas dépourvue quand elle a entamé le chemin de croix de sa loi contre la pollution atmosphérique. Avant le passage de celle-ci devant les députés, elle n'avait parvenue, de son propre aveu, à ne conserver que le « strict minimum ». Son projet, expliquait-elle, s'était « heurté à des lobbies puissants et à des intérêts divers et partisans ». Traduite : pétroliers, camionneurs, constructeurs automobiles s'étaient ligüés pour que carburants et véhicules n'aient pas à souffrir d'une législation contraignante. Ils semblaient y être parvenus.

C'était compter sans la révolte de députés sensibles à la montée, dans leurs circonscriptions, d'une inquiétude que les grandes chaleurs n'ont fait qu'accroître. Les citoyens ne respirent-ils pas le même air que les électeurs ? Qu'aurait valu une loi qui, se présentant comme « un droit fondamental du ci-

toyen », n'aurait eu qu'un contenu évanescant ? Malgré la volonté du gouvernement, qui s'est opposé au départ à la plupart des amendements, - mais à la grande satisfaction de M. Lepage - les députés ont fait le choix de muscler le texte et de réduire la distance entre les intentions et les actes. La contradiction de leur démarche avec celle qui consiste, au même moment, à augmenter les tarifs des transports en commun de l'agglomération parisienne n'en est que plus flagrante. D'un côté, avec la gratuité, on veut favoriser leur usage ; de l'autre, à coups de hausses, on dissuade les usagers.

AMENDEMENTS « RÉVOLUTIONNAIRES »

Les deux amendements les plus spectaculaires - « révolutionnaires », selon Jacques Vernier - ont trait à la gratuité des transports en commun en cas de dépassement des seuils de pollution et à la transparence des dépenses d'énergie dans l'habitat et les bureaux. Ces deux mesures, à l'évidence, ne feront pas reculer la pollution. Elles n'en infichissent pas moins symboliquement la loi dans le sens d'un encouragement aux transports collectifs et aux économies d'énergie.

Or c'est bien sur ces deux terrains - la circulation automobile et l'usage rationnel de l'énergie - que se gagnera ou se perdra la guerre contre la pollution en ville, qui, chaque année, selon le ministère de l'environnement, coûte au pays quelque 50 milliards de francs et, selon la Société française de santé publique, environ un million de décès prématurés (Le Monde du 13 juin).

Pour cela, il faudra procéder de manière plus radicale. Le débat sur la pollution porte en creux celui sur la place que la voiture occupe en ville et dans l'imaginaire social. A l'étranger, les villes qui ont sérieusement engagé un plan antipollution se sont attaquées frontalement à la « dictature » de l'automobile (épave urbaine, circulation alternée, interdiction dans les centres-villes, diminution de l'offre de stationnement) et ont donné la priorité aux transports collectifs et à la bicyclette. Malgré ses bonnes surprises de dernière minute, la loi sur l'air française est loin de faire preuve d'une telle détermination. Le statut de la voiture reste supérieur à celui de la santé publique.

Jean-Paul Besset

Vers une taxe sur les stations-service des grandes surfaces

POMPISTES et pétroliers étaient sur le pied de guerre vendredi 14 juin, lors de l'examen en deuxième lecture au Sénat du projet de loi sur l'équilibre et la loyauté des relations commerciales.

Depuis le début du débat, les petits distributeurs et les groupes pétroliers réclament l'extension de la nouvelle infraction de « prix abusivement bas » aux ventes de carburant au détail. Cette requête avait été satisfaite par les députés, en première lecture, le 23 mars, sous la forme d'un amendement déposé par Marc Le Fur (RPR, Côtes-d'Armor). Le 9 mai, le Sénat confirmait ce vote.

Le 30 mai, lors de l'examen en deuxième lecture à l'Assemblée, Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, en avait obtenu le retrait, estimant qu'une telle mesure ne ferait qu'augmenter le prix des carburants sans sauver une seule station-service. Et voilà que la commission des affaires économiques du Sénat, sous la houlette de son rapporteur Jean-Jacques Robert (RPR, Es-

sonne), se proposait, à nouveau, de réintroduire cette disposition.

Il faut dire que les dés ont été fort habilement pipés. Les petits pompiers, en proie à d'énormes difficultés, voient dans la notion de « prix abusivement bas » une ultime planche de salut. Leur profession est sinistrée : 48 000 stations-service en 1975, 25 000 en 1990, 19 000 en 1995, 100 000 emplois perdus, estime-t-on, en vingt ans. Pour les groupes pétroliers qui ne laissent pas à ces petits gérants que leurs intérêts étaient communs, il s'agit surtout d'obtenir un prix minimum sur l'essence pour conforter leurs marges dans la distribution et récupérer ainsi, en bout de chaîne, les profits perdus dans leur activité raffinage, en sévère crise de surcapacité.

Ainsi, les groupes pétroliers se font depuis plusieurs semaines les plus ardents défenseurs des petits gérants, non sans avoir restructuré à tour de bras leurs réseaux de distribution au cours des dernières années et livré, eux aussi, à l'instar des grandes surfaces, une concurrence

implaçable aux pompiers indépensables.

Pour le rapporteur, la situation de ces gérants « pris à la gorge », méritait des mesures d'exception, par exemple, la notion de prix abusivement bas. Plaidant pour le retrait de l'amendement de la commission, Yves Galland a proposé un autre dispositif. Selon lui, le problème est moins le prix de vente au public des grandes surfaces que les conditions d'achat obtenues auprès des groupes pétroliers : « Les pompiers indépendants achètent les carburants à un prix plus cher que celui auquel les grandes surfaces vendent au public ».

FONDS DE PÉREQUATION

Estimant qu'il n'avait pas la possibilité d'harmoniser ces conditions d'achat, M. Galland a fait part d'une « découverte » de ses services. « La taxe sur les grandes surfaces dont sont redevables les magasins de plus de 400 mètres carrés n'inclut pas les surfaces attenantes aux hypermarchés et supermarchés qui vendent de l'essence » a-t-il ex-

pliqué. Il s'est donc engagé « pour la loi de finances 1997 » à intégrer dans l'assiette les surfaces consacrées à la vente de carburant. Environ 3 800 hypermarchés et supermarchés, dont les stations-service ont une superficie moyenne de 120 à 150 mètres carrés, seront touchés par cette mesure, a précisé le ministre.

En y appliquant une imposition de 58 francs par mètre carré, M. Galland s'est « engagé formellement » sur un montant de 30 millions, qui seront versés « à un fonds de péréquation en faveur des petits pompiers en difficulté ». Ce fonds, a-t-il indiqué, aidera 3 000 stations en situation critique, en zone dépeuplée et réalisant un faible débit de l'ordre de 500 à 1 000 mètres cubes par an. Les modalités précises de ce soutien feront l'objet d'une concertation avec les professionnels. Contre cet engagement et la constitution d'un comité de suivi, la commission a retiré son amendement.

Caroline Monnot

Qui paiera les « surcoûts » ?

Le président du conseil régional d'Ile-de-France, Michel Giraud (RPR), s'est interrogé, vendredi 14 juin, sur les « surcoûts » provoqués par la gratuité des transports collectifs en cas de dépassement des seuils de pollution. M. Giraud explique qu'il est « évidemment pour l'utilisation prioritaire des transports en commun », mais il se « demande comment la collectivité publique peut supporter des surcoûts ». « Les Français préfèrent-ils vraiment payer une taxe supplémentaire toute l'année ou adapter leurs comportements deux ou trois fois par an ? », se demande-t-il. Les incitations aux changements de comportement ne sont, dit-il, « efficaces qu'à condition que l'information et la prise de conscience précèdent les pics de pollution ».

Le maire socialiste de Strasbourg, Catherine Trautmann, a demandé vendredi sur France 2 que les collectivités locales ne supportent pas le poids de ces surcoûts.

3 500 ouvriers de l'arsenal de Brest manifestent pendant la visite du président de la République

Jacques Chirac confirme la construction d'un second porte-avions

Le chef de l'Etat a rendu sa première visite à la marine nationale, vendredi 14 juin, à Brest, où quelques milliers d'ouvriers de l'arsenal l'ont ac-

cueilli en réclamant « du boulot, du boulot ». Jacques Chirac a confirmé la mise en chantier future d'un second porte-avions. Le président de

la République a rencontré sur place les syndicats, qui ont fait part de leur déception au terme de cette entrevue.

BREST

de notre correspondant
Jacques Chirac a confirmé, vendredi 14 juin à Brest, la construction d'un second porte-avions, sans préciser de date ni le mode de propulsion. Le président de la République rendait sa première visite à la marine, une visite marquée par l'expression du mécontentement des ouvriers de l'arsenal. Le chef de l'Etat a rencontré les élèves de l'Ecole navale de Lanvéoc-Poulmic avant d'aller à l'Île-Longue, base de la force océanique stratégique, où il est monté à bord du Triomphant, le premier sous-marin nucléaire lance-engins de nouvelle génération, qui sera en service à l'automne. Puis son hélicoptère s'est posé sur le Charles-de-Gaulle. M. Chirac a reçu, enfin, une délégation syndicale, inquiète de l'avenir de l'arsenal : dans la matinée, 3 500 ouv-

riers avaient manifesté dans les rues de Brest pour défendre ce qui constitue, après l'usine Citroën de Rennes, le deuxième site industriel en Bretagne.

M. Chirac ne découvrait pas le porte-avions Charles-de-Gaulle. Il avait déjà effectué une visite en tant que maire, le 7 mai 1994. La Ville de Paris est, en effet, la marraine du bâtiment, qui sera opérationnel en 1999. Il reste encore deux ans de travaux : 800 personnes s'activent sur ce chantier et l'équipage d'armement (250 hommes aujourd'hui) monte en puissance à partir de cet été. Le chef de l'Etat était accompagné de Charles Millon, ministre de la Défense. Pendant la visite présidentielle, au pied du bâtiment, on a pu entendre les sifflets d'ouvriers qui avaient cessé le travail et réclamaient : « Du boulot, du boulot ». Lors d'une rencontre avec les of-

ficiers du bâtiment et des représentants des personnels de la direction des constructions navales (DCN), M. Chirac a confirmé que la France se dotera d'un second porte-avions, en reprenant l'expression qu'il avait utilisée lors de la campagne électorale : « Les porte-avions, c'est comme les gendarmes, ça va par deux ».

FAIRE DES PROGRES

Le président de la République a assuré qu'on ne touchera pas au statut d'ouvrier d'Etat ni à celui de la DCN et qu'il n'y aura pas de licenciements « secs » à Brest. Cet établissement va, nouvelle loi de programmation militaire oblige, accuser une rupture de charge de deux à trois ans avant que ne débute, en 2000 et 2002, la construction de deux nouveaux transports de chalands de débarquement (TCD). La crainte est de voir le

chantier de constructions neiges perdre, dans cette période de creux, quelque 2 000 emplois, sans compter plusieurs centaines d'autres chez les sous-traitants.

Brest souhaitait que la mise en chantier de ces TCD soit avancée. M. Chirac a déclaré qu'il y a une « enveloppe [budgétaire] et qu'on ne peut aller au-delà ». Mais, s'il y avait amélioration de 30 % de productivité, on pourrait commencer la construction plus tôt. Le chef de l'Etat a ajouté qu'il doit « faire des progrès » à la fois pour un moindre coût de fabrication et pour pénétrer les marchés étrangers. Les délégués syndicaux ont fait part de leur déception au terme de leur rencontre avec M. Chirac. « On fera tout pour maintenir l'emploi à l'arsenal », déclarait la CGT.

Gabriel Simon

Jean Tiberi dénonce une campagne socialiste de « dénigrement »

LE MAIRE DE PARIS contre-attaque après sa mise en cause dans l'affaire des HLM de la capitale. Jean Tiberi a dénoncé, vendredi 14 juin, « une campagne de dénigrement menée par le Parti socialiste », en affirmant qu'elle repose « sur le témoignage tardif d'un homme », l'ancien numéro deux de l'office HLM de la Ville de Paris, François Ciolina, « qui a choisi, pour des motifs que j'ignore, de mettre en cause l'établissement public auquel il a appartenu et son président ».

« Et qui est l'autre témoin de moralité ? M. Monate, l'ancien PDG d'Urban, qui était le collecteur en chef du PS et qui a été condamné à plusieurs reprises », a poursuivi le maire de Paris, en affirmant que le PS essaie ainsi « de faire oublier

son passé, et cela ne sera pas accepté ». Dans une longue note écrite, M. Tiberi soutient qu'une expertise a démontré que les travaux effectués dans un appartement occupé par son fils, Dominique Tiberi, « correspondent à une valeur estimée à un montant inférieur à 270 000 F TTC (valeur 1989), soit à un montant de 2 969 F hors taxes le mètre carré (valeur 1996), c'est-à-dire à un prix normal, s'agissant d'une restructuration ». Devant le juge Eric Halphen qui l'avait mis en examen, M. Ciolina a dénoncé le rôle qu'aurait eu M. Tiberi dans l'attribution des marchés de l'OPAC et estimé à 1,5 million de francs les travaux qu'il aurait fait effectuer, au compte de l'OPAC, dans l'appartement en cause. M. Tiberi affirme que ce loge-

ment était initialement « un grand duplex de 207 m² », qui a été restructuré « dans un souci de bonne gestion » en deux appartements plus petits. « M. Ciolina prétend qu'il a dû, à la demande de mon épouse, mettre 120 m² de marbre », écrit le maire dans cette note. Or, selon M. Tiberi, la superficie habitable est « inférieure à 120 m². Ce que dit M. Ciolina est donc inexact ». Selon lui, l'expertise aurait démontré que le matériau utilisé n'est pas du marbre, mais du travertin, sur « une superficie inférieure à 25 m² ».

Après la publication d'informations supplémentaires dans nos colonnes, M. Tiberi a ajouté : « Aucun document produit par l'Office n'établit, contrairement à ce qu'affirme Le Monde du 15 juin, que la

surface concernée était de 60 m² ». Evoquant deux lettres publiées par Le Monde, il note que la première concerne les propositions d'une société, le Bureau européen d'assurances, qui a participé à une consultation organisée par l'OPAC, mais que « cette société qui participa n'a pas été retenue ». « Comment peut-on me suspecter d'avoir joué un rôle dans l'attribution d'un marché alors que la société évoquée dans la note citée par Le Monde n'a pas été retenue ? L'autre courrier, daté de 1986, constitue, selon lui, une simple « demande d'information concernant l'exécution d'un contrat attribué en 1984 ». « Par ce courrier, je m'étonnais du fait qu'une partie des chantiers ne semblait pas être couverte. En quoi tout ceci est-il critiquable ? »

Vue de Matignon, que la France est irritante !

LUNDI. Pertes et profits. C'était en décembre 1995. L'annonce, par le premier ministre, Alain Juppé, de la réforme de la Sécurité sociale et celle d'un contrat de plan entre la SNCF et l'Etat, avait suscité l'un des plus profonds mouvements sociaux de la décennie. Les deux sujets réappa-



UNE SEMAINE POLITIQUE

raissent, lundi 10 juin. Additions, soustractions : six mois et quelques impôts supplémentaires plus tard, le déficit prévisionnel de la « sécu » pour 1996 s'établirait, selon la commission des comptes, à 48,6 milliards de francs. Beaucoup plus que promis par Alain Juppé, à savoir 16,6 milliards. Si des mesures d'urgence n'avaient pas été prises, dit la commission, le déficit serait monté à 80 milliards. Chiffres magiques ! Pour le PS, voilà la preuve que la réforme n'a « pas permis la maîtrise des dépenses de santé ». Pour le gouvernement, au contraire, ils « rendent sa mise en œuvre plus nécessaire que jamais ». Un partout.

Au même moment, une bataille titanesque se poursuit dans les couloirs de la Caisse nationale d'assurance-maladie. Elle aboutit, mercredi, à un accord permettant à la CFDT de raffer la présidence de la Caisse à son puissant rival, Force ouvrière. Huée en décembre, Nicole Notat prend une revanche complète sur Marc Blondel. Un partout.

A la SNCF aussi, on fait ses comptes. Après avoir été contraint de remettre son plan, le gouvernement revient, lundi, avec de nouvelles propositions de sauvetage des chemins de fer. Les subtilités du droit et des écritures comptables, associées au rapport de force, ont fait des miracles : la société nationale voit sa dette allégée et obtient une subvention supplémentaire de l'Etat. Réactions favorables des syndicats. Ils ne doivent pas être perdants.

Pendant ce temps, Alain Juppé défendait la qualité de nos fromages au lait cru, à l'occasion d'un voyage officiel au Canada. Répondant à son homologue, Jean Chrétien, qui constatait qu'« en ce moment » il n'y a pas « beaucoup d'irritants » commerciaux entre les deux pays, le premier ministre français confie, fataliste, que des « occasions d'irritants », il ne manquera pas d'en retrouver « une fois revenu à Paris, entre un certain nombre de responsables politiques » et lui.

MARDI. Linge sale. En s'en prenant, la semaine dernière, aux déclarations contradictoires du président de la République dans l'affaire de la « vache folle », Lionel Jospin fournit

une superbe « occasion d'irritants » à Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture. Assis, mardi 11 juin, au banc du gouvernement, dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, il attend son heure pour bondir sur le premier député socialiste qui osera relancer la polémique. « Je vous recommande la prudence, menace-t-il. Quand on veut grimper à l'arbre, il faut être sûr d'avoir une culotte propre ! »

Ragaillardis depuis quelques jours par les ennuis qui pèsent sur la majorité, les socialistes n'entendent pas renoncer à leur nouvelle stratégie. Les sondages les confortent partiellement dans leur analyse. Pour la première fois depuis mai 1995, l'un d'entre eux (CSA) crédite la gauche d'une légère avance sur la droite si les élections législatives avaient lieu maintenant. Quant aux Français, ils ont toujours le moral au plus bas, dit l'Insee. A les en croire, des « occasions d'irritants », ils en ont plus que de raison.

MERCREDI. Coupables, supercoupables, hypercoupables. La revue scientifique Nature révèle que les Anglais ont exporté, notamment vers la France, des farines animales potentiellement contaminées, après la date de leur interdiction chez eux. Au ministère de l'Agriculture, on accuse l'Europe : « Comment l'Union européenne a-t-elle pu tolérer que l'on exporte dans les pays de l'Union des produits dont les Britanniques ne voulaient pas pour eux-mêmes ? » Coupable Europe.

A l'Assemblée, Philippe Vasseur accuse ses prédécesseurs socialistes, de ne pas avoir « su prendre leurs responsabilités », en 1988 et 1989. Coupables socialistes. « Dans ces conditions, le gouvernement Balladur de 1993 à 1995 aurait été quoi ? Supercoupable ? Et le président Chirac, qui voulait lever tout seul l'embargo quand il était à Londres, ou M. Vasseur, qui a voté à Bruxelles cette levée ? Ils seraient hypercoupables ? », lui rétorque Jean Glavany. Il y en a un qui ne fait pas de détails dans les responsabilités, c'est Robert Hue. Le secrétaire national du PCF affirme que « les gouvernements socialistes, les gouvernements de droite, la Commission européenne, qui était encore sous la responsabilité de Jacques Delors », tous sont coupables. Sauf lui.

JEUDI. Santé publique, maladie secrète. On a beau présenter toutes les « occasions d'irritants » à Alain Juppé, il reste parfaitement serein. Que les Français l'aiment de moins en moins, selon un sondage Louis Harris, n'empêche pas le premier ministre de poursuivre son chemin. Au terme du sommet sur l'insertion des Jeunes qui se tient à Matignon, il rap-

pelle que son objectif est qu'« aucun jeune à la sortie de ses études ne se trouve sans solution d'aide, d'orientation, d'insertion, ou d'emploi ». En d'autres temps, Bernard Tapie proposait de « mettre hors la loi l'inactivité des jeunes ». Ils sont 600 000 inscrits à l'ANPE.

L'affaire des HLM de Paris n'irrite pas plus Alain Juppé, qui fut adjoint aux finances de la Ville. Il n'est « pas inquiet » et il a « d'autres sujets importants à traiter ». Quant à la « vache folle », « il faut être vigilant, mais pas non plus semer la panique pour des raisons purement politiciennes », répond-il, en ajoutant : « S'il y a un sujet sur lequel il faut essayer d'être sérieux et non polémique, c'est bien celui-là. C'est la santé des Français et des Français qui est en cause ».

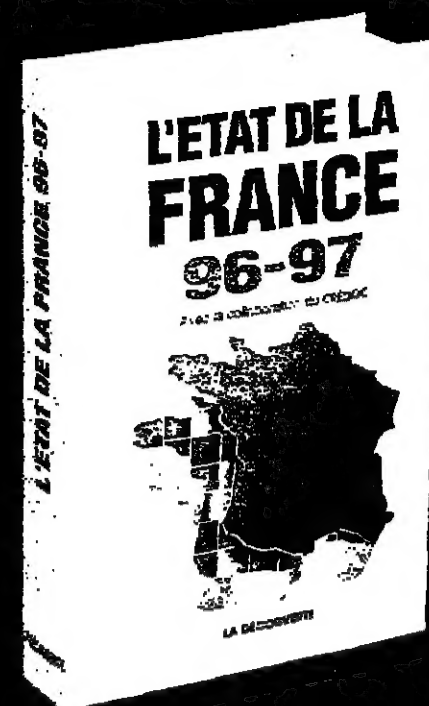
De santé, on parle beaucoup, ce jeudi, dans l'enceinte de la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, devant laquelle comparait le docteur Claude Guibet, poursuivi pour violation du secret médical. L'ancien médecin personnel de François Mitterrand, qui confie avoir rédigé « à quarante reprises » des communications parfaitement inexacts sur l'état de santé de son patient, justifie la publication de son livre Le Grand secret : « Pour que, plus jamais, la médecine ne soit prisonnière de la politique et du secret d'Etat ».

VENDREDI. De l'air, de l'air. Les députés adoptent, en première lecture, le projet de loi sur l'air, présenté par Corinne Lepage, ministre de l'Environnement. De son examen par l'Assemblée, le texte repart avec une pétition de principe en moins - « Chacun a droit à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé » - et une disposition pratique en plus : la gratuité des transports en commun en cas de dépassement des seuils de pollution.

Pour la deuxième fois depuis son installation à l'hôtel Matignon, Alain Juppé a convié Edouard Balladur à déjeuner en tête à tête. « Ça s'est très bien passé, c'était très agréable, détendu, cordial et intéressant », commente l'ancien premier ministre, qui encourage le gouvernement à aller « plus vite et plus loin » dans la baisse des impôts et des dépenses publiques. Son successeur précise que « rien qui fâche » n'a été évoqué.

Parmi les sujets qui n'irritent donc pas, il y avait, notamment, la réforme fiscale, la future monnaie européenne, l'éducation nationale et la présidentielle... en Russie. Edouard Balladur, cependant, n'a toujours pas obtenu que Nicolas Sarkozy puisse le remplacer aux déjeuners des dirigeants de la majorité. Trop irritant !

Pascale Robert-Diard



640 p.
159 F

- Les grands enjeux et débats de la période
- Une analyse détaillée de l'évolution des conditions de vie
- Le bilan de l'année pour chacune des 22 régions métropolitaines
- Une radioscopie complète de l'économie
- La place de la France dans le monde
- 120 auteurs spécialistes, chercheurs dans de nombreux observatoires, centres d'études et instituts de recherche (CRÉDOC, OFCE, INED, CEVIPOF, CNRS, IFRI, INSEE...)



« Idéal pour les étudiants, ce guide de poche s'adresse, en fait, à quiconque veut comprendre les enjeux de la France de demain. »

Le Point

« [...] Tout simplement indispensable. »

Sud-Ouest

« [...] Un outil de base utile et à portée de tous. »

Alternatives économiques

« Ouvrage atteint son objectif principal : offrir un outil complémentaire des autres sources d'information, en particulier de la presse écrite et audiovisuelle. »

Libération

LA DÉCOUVERTE

Je souhaite en savoir davantage et recevoir gratuitement le catalogue des éditions La Découverte

Nom

Prénom

Adresse

A retourner aux éditions La Découverte
9 bis, rue Abel-Hovelacque 75013 Paris

Le parquet demande six mois de prison avec sursis contre le docteur Gubler

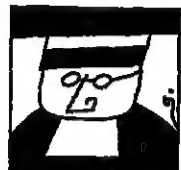
Le substitut dénonce le « mythe de la transparence totale »

Le substitut du procureur de la République, Edith Dubreuil, a demandé, vendredi 14 juin, à la XVII^e chambre correctionnelle du tribunal de

Paris de condamner l'auteur de *Grand Secret*, le docteur Claude Gubler, à six mois de prison avec sursis. Dénonçant ce livre « impudique » et

« malsain » sur la maladie de François Mitterrand, Edith Dubreuil a estimé que la transparence totale était un « mythe ».

EDITH DUBREUIL, substitut du procureur de la République, a demandé, vendredi 14 juin, à la XVII^e chambre correctionnelle de Paris, de condamner le docteur Claude Gubler à six mois de prison avec sursis. Contre le coauteur de l'ouvrage *Le Grand Secret*, le journaliste Michel Gonod, le magistrat a requis quatre mois de prison avec sursis pour complicité de violation du secret professionnel. En s'appuyant sur ce même délit, le substitut a proposé d'infirmer une amende de 80 000 francs au PDG des éditions Plon, Olivier Orban.



PROCES

A l'heure des plaidoiries, le débat a semblé moins riche que celui qui avait permis, la veille, au docteur Gubler d'expliquer pourquoi il avait décidé d'écrire un livre consacré à la découverte de la maladie de François Mitterrand, en 1981. Sans contester la violation du secret médical, il était parvenu à faire comprendre la douleur d'un médecin séduit par la personnalité de son illustre patient mais ulcéré par les mensonges qu'il était contraint de faire pour cacher la maladie du président. D'autant que, malgré cette fidélité « médico-politique », il avait été éloigné de l'Elysée.

Le substitut a fustigé l'ouvrage du docteur Gubler en le qualifiant d'« impudique », de « malsain » et de « médiocre », avant d'ajouter : « Il s'est fait penser à certains de ces

livres qu'écrivent les domestiques des écrivains. » Pour M^{me} Dubreuil, « ce service à combien dévoué est passé à ce que l'on peut appeler la trahison ». Répondant par avance aux arguments de la défense, elle a ensuite dénoncé « le mythe de la transparence totale » avant d'insister longuement sur la nécessité du secret dans une société civilisée.

L'avocat de la famille de l'ancien président, M^{me} Georges Klejman, a cru bon de sortir du dossier judiciaire, évoquant avec amertume des événements personnels éloignés de la cause soumise au tribunal. Et s'il s'en rapprocha, ce fut pour dénoncer « un coup d'édition » auquel *Le Monde* et *Paris-Match* auraient participé. Enfin, il accusa le docteur Gubler d'avoir trahi « le secret de l'humanité » avant

de lancer : « Le dogme de la transparence est une menace ».

Enfermé dans un débat qui ne leur offrait aucune prise sérieuse puisque le délit était avoué et difficile à contester, les avocats ont invoqué les arguments les plus ténus. M^{me} Francis Septier a estimé qu'en autorisant son médecin à faire des communications sur son état de santé, François Mitterrand avait créé un précédent avec des conséquences judiciaires. Selon l'avocat, cette décision aurait en quelque sorte forcé de loi, puisqu'il aurait « créé un droit ».

Le défenseur d'Olivier Orban, M^{me} Paul Lombard, a soutenu une argumentation similaire en se référant à une décision du Conseil d'Etat précisant que le secret appartenait au malade. L'avocat a multiplié les acrobaties juridiques en évoquant tour à tour les multiples dérogations au secret médical et le silence du conseil de l'Ordre devant la violation du secret constituée par la publication des bulletins de santé.

Les débats s'achevaient quand le président, Jean-Yves Monfort, a fait souffler un vent de panique parmi les avocats en leur demandant de s'expliquer sur le délit de « révélation du secret professionnel » au cas où le tribunal souhaiterait requalifier le délit de complicité. On replaça donc sur ce point avant que le conseil des éditions Plon, Jean-Claude Zylberstein, s'étonne que le conseil de l'Ordre des médecins ne soit pas partie civile : « Si c'est grave, demanda l'avocat, pourquoi n'est-il pas là ? » Jugement le 5 juillet.

Jean-Pierre Laborde

Maurice Peyrot

Le gouvernement travaille toujours sur l'immigration

« LE GOUVERNEMENT CONTINUE DE TRAVAILLER » sur le dossier de l'immigration, qui « n'est pas clos », a déclaré M. Juppé, vendredi 14 juin, après la publication dans nos colonnes d'informations rapportant l'abandon, par le gouvernement, des dispositions controversées contenues dans l'avant-projet Debré (*Le Monde* du 15 juin). « Nous prendrons les dispositions législatives ou réglementaires qui s'imposent le moment venu », a-t-il ajouté en confirmant la tenue, la veille, d'une réunion des ministres concernés par l'immigration.

L'entourage du premier ministre a cependant confirmé le contenu des informations publiées dans *Le Monde* tout en jugeant « erroné » le titre laissant entendre que le gouvernement renonçait à toute nouvelle disposition législative et modifiait radicalement sa position. « Notre stratégie consiste à rendre applicables les lois Pasqua, à la fois dans le sens de la fermeté et de l'humanité. Elle n'a pas changé », a-t-on ajouté à Matignon. Ainsi que nous l'indiquions, des aménagements législatifs et réglementaires pourraient intervenir à l'automne prochain.

Correspondance : une lettre de Bernard Tapie

A la suite d'un article intitulé « Une expertise donne raison au Crédit Lyonnais contre Bernard Tapie dans l'affaire Adidas » (*Le Monde* du 11 juin), M. Tapie nous a adressé la lettre suivante :

N'ayant pas encore eu accès au dossier de l'instruction, je n'ai aucun moyen de savoir si les extraits d'un rapport d'expertise comptable attribué par votre journal à M. Peronnet sont exacts ou pas. Néanmoins, s'ils sont exacts, je note que, depuis que les mandataires de justice liquidateurs ont assigné le Crédit lyonnais devant le tribunal de commerce de Paris en réparation du préjudice que la banque a pu faire aux sociétés de mon groupe, estimé par eux à 2,5 milliards, les avocats du Crédit lyonnais n'ont cessé d'annoncer aux journalistes (voir *L'Evénement* du jeudi 7 juin) et à la presse (voir *Le Monde* du 11 juin), et à qui voulait l'entendre, alors que le rapport n'était évidemment pas fait, qu'il viendrait contredire le travail du collège expertal, composé de six experts près la Cour de cassation, qui était sans équivoque sur les manœuvres du Crédit lyonnais dans le dossier Adidas.

Il ne vous appartient pas, je pense, d'arbitrer entre plusieurs rapports d'experts, au point de considérer que celui de M. Peronnet anéantisse les chances des mandataires de justice, des actionnaires de BTF ou de moi-même, dans la procédure engagée contre le Crédit lyonnais. M. Peronnet, qui travaille régulièrement avec M. Bellot, pour le compte de M^{me} Joly, a le droit d'analyser la situation comme il l'entend. Mais croire, comme il l'indique, que le Crédit lyonnais ait pu prêter des milliards à une filiale située au Luxembourg appartenant à la Citibank, à 0,5 % d'intérêt, pour racheter les actions d'Adidas, est une aberration que même M. Peyrelevade n'avait pas osé avancer.

Enfin, reprendre à votre compte l'analyse juridique des défenseurs du Crédit lyonnais, selon laquelle ma nouvelle mise en examen, miraculeuse, permettrait de suspendre les actions commerciales engagées par les mandataires de justice, contre le Crédit lyonnais, est sans fondement et parfaitement déplacée. Ayant à ce jour fait appel des deux jugements prononcés par la 9^e chambre correctionnelle de Paris, présidée par M^{me} Nocquet, nous aurons, soyez-en sûrs, l'envie de faire apparaître sans ambiguïté la réalité des responsabilités de chacun, quel qu'il soit.

Le baptême républicain des « fantômes de la société française »

NICE

de notre correspondant

Vingt-six enfants français dont les parents sont en situation irrégulière recevront, samedi 15 juin, à Nice, leur « baptême républicain ». Les parents d'enfants français ne sont pas expulsables, mais la loi Pasqua leur interdit toute régularisation. Ces familles vivent donc dans une extrême précarité puisqu'il leur est impossible de décrocher un contrat de travail ou d'obtenir des aides sociales.

Organisée par le comité de vigilance des Alpes-Maritimes (Coviam), qui regroupe plusieurs associations de défense des droits de l'homme, le « baptême républicain » est un engagement moral de

protection à l'égard d'un enfant. L'écrivain Didier Daeninckx, qui a décidé de devenir parrain, appelle ces familles « les fantômes de la société française ». « Il faut reconnaître le lien humain avec eux, explique-t-il. On les prend par la main et on dit : "Cette personne m'intéresse. Ce n'est pas qu'un immigré, qu'un clandestin, c'est quelqu'un qui a un nom, un prénom, et une histoire." »

Dans le dédale administratif des préfectures, les parrains ont également un rôle d'avocat. « Ils accompagnent les familles dans leurs démarches pour défendre leurs droits », précise Henri Bosquet, président départemental de la Ligue des droits de l'homme. Après les or-

donnances ministérielles de 1995 demandant aux préfets d'examiner au cas par cas les demandes de titres de séjour des parents d'enfants français, le comité a déposé, dans les Alpes-Maritimes, une cinquantaine de dossiers. Dix-neuf personnes seulement ont reçu un récépissé. « Quinze autres recevront prochainement une notification écrite, assure le directeur de la population à la préfecture des Alpes-Maritimes. Nous faisons des enquêtes, nous examinons un faisceau de paramètres, nous vérifions le lien parental, le passé des parents, l'absence de condamnation, les conditions d'insertion, le statut du conjoint. »

Jean-Pierre Laborde

Maurice Peyrot

CARNET

Andréas un accord sur le plan

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

Gérard,

deux Kilgus sont oben mir zigenom...

Bis 120... Ym...

Chien.

- Tu es quarante ans.

Joyeux anniversaire.

Patrick

(Patinet).

On t'aime.

Caroline, Julie, Pauline.

Marriages

- Leurs familles et leurs amis,

ont la joie de faire part du mariage de

Florence CAPALDI

et

Thierry BOBIN,

qui sera célébré le 15 juin, à Antibes (Villeneuve).

Décès

- Christine,

son épouse,

Raphaëlle,

sa fille,

Franch,

sa mère,

Henri et Jean François,

ses frères,

Thérèse, Françoise et Isabelle,

ses belles-sœurs,

Vincent, Alice-Sophie, Clara, Jean

Emmanuel, Laurent et Agnès,

ses neveux et nièces.

Les familles Lafon, Clavier, Marzié,

Fillion, Lacaze, Leconte,

Et tous ses amis,

ont la grande douleur d'annoncer que

Alain NALLET

nous a quittés soudainement, le 12 juin

1996, à l'âge de quarante-neuf ans.

Cérémonie religieuse en l'église du Sacre-

Cœur, à Bordeaux, samedi 15 juin, à

10 h 15.

Inhumation au cimetière de la Baylière,

à Bordeaux, samedi 15 juin, à 15 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

10, rue de Nérac,

33800 Bordeaux.

CARNET DU MONDE

Télécopieur :

42-17-21-36

DECEDES

- Suzanne Barbanel,

son épouse,

Thérèse Barbanel,

sa fille,

Alain Barbanel,

son fils,

Collette de Turville,

sa belle-fille,

Clotilde et Nina,

ses petites-filles,

Rosier et Françoise,

ses sœurs,

Et tous sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Georges BARBANEL,

survivant brutalement, le 13 juin 1996, à Pa-

ris.

Les obsèques auront lieu le lundi 17 juin,

à 14 heures, à l'église de la Grange-aux-

Belles, Paris-10^e, suivies de l'inhumation

au cimetière de Garges-Macé (Seine-

et-Marne), à 16 h 30.

- On nous prie d'annoncer le décès,

survenu le 18 mai 1996, de

M^{me} Alexandre

FISCHER RAVEL.

De la part de :

M. et M^{me} M. Tourin,

M. C. Ravel,

M^{me} Ch. Ravel,

ses enfants,

Ses petits-enfants et arrière-petits-

enfants Seneffs.

83680 La Garde-Freinet,

32, rue de Chabrol,

75010 Paris,

5, rue des Quatre-Vents,

75006 Paris.

- Denise Morhange,

Danièle et Geneviève Klapiet,

Léo et Tom,

Jean-Louis et Beverly Morhange

et Sonia.

Fidélité et Catherine Treizzenem,

Alice et Annel,

Claude Vornuss,

Serge et Véronique Buzo-Porra,

Nathan et Vivien,

Richard et Marie-Laure Porta,

Johann et Mathieu,

Les familles Hayem et Marx,

ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Marcelle MANESSE,

née VORMUSS,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-

mère, tante, grand-tante, arrière-grand-

tante,

décédée le 14 juin 1996, dans sa quatre-

vingt-troisième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière de

Savvès (Hauts-de-Seine), le mardi 18 juin,

à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

DECEDES

- Sylviane et Patrick Guillaumont,

Sophie et Bernard Lagardère

et leurs enfants,

André et Jérôme Guillaumont

et leur fils,

Laurent Guillaumont,

M^{me} Paul Guillaumont,

M. et M^{me} Jean-Marcel Jeanneret,

Alain Guillaumont,

Catherine Ruz,

Et toute la famille,

font part du décès, dans sa vingt-septième

année, de

Paul GUILLAUMONT,

homme des bijoux.

Les obsèques ont été célébrées dans

l'intimité, en l'église de Saint-Etienne, le

vendredi 14 juin 1996.

La Garenne,

63190 Bort-les-Bains.

DECEDES

- Blainville et Michel Marinier,

Véronique Paquet et Jérôme

Conradelle

et leurs enfants,

Bruno Paquet et Catherine Olsma,

Eric Paquet,

Agnès Dye

et sa fille,

Et toute l'équipe de l'Institut de gestion

et de management,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Jacques PAQUET,

directeur et fondateur

de l'IGM,

survenu le 9 juin 1996, dans sa soixante-

quatrième année.

Les obsèques se sont déroulées dans

l'intimité, à Saint-Christel-de-Rodière,

le 12 juin.

IGM,

4, rue René-Barbier,

92120 Montrouge.

DECEDES

- Bernard ROZE

est parti dans la paix, le 12 juin 1996, à

l'âge de quarante-sept ans.

- Danielle, née Bognin,

son épouse,

Séverine et Erika,

ses enfants,

Micheline et Jacques Roze,

ses parents,

Geneviève et Charles Bognin,

ses beaux-parents,

Jeanne et Christophe Coquet,

sa sœur et son beau-frère,

Jacqueline Constant,

sa tante.

Les familles Roze, Bognin, Colasani,

Charrier et Dujon,

Tous ses amis et ses proches,

se retrouveront à la cathédrale de Chartres

pour un hommage de souvenirs et d'amis,

le mardi 18 juin, à 14 h 45.

8, résidence Fleurie,

Rue des Réservoirs,

28000 Chartres.

7, square de la Providence,

78120 Rambouillet.

Résidence de Males,

72300 Sablé.

- M^{me} Georges Vounatsos,

son épouse,

Irene et Henri Mazzella,

Nicolas et Olivier,

Jean-Paul et Marie-Rosine Vounatsos,

François et Benoît,

Michel et Martine Vounatsos,

Isabelle, Alexandre et Maxime,

ses enfants et petits-enfants.

Les familles Spanos, Mazzella, Mari,

Vounatsos, parents et alliés,

ont l'honneur de faire part du décès de

M. Georges VOUNATSOS.

Les obsèques ont eu lieu dans

l'intimité, le jeudi 6 juin 1996, à Antibes.

Les Amandiers,

22, avenue de la Poygouze,

06600 Antibes.

DISPARITION

■ MARCEL GILLET, qui est mort

vendredi 7 juin, à l'âge de soixante-

quatorze ans, a été un historien du

ENQUÊTE

maux et de véritables passionnés. Le baudet du Poitou, reconnaissable entre tous à son long pelage roux-brun qui descend jus-

Ses yeux deviennent brillants
quand il avoue qu'au-
jourd'hui

« Cette renaissance n'a pu réussir qu'en faisant travailler ensemble les éleveurs et les intellos », explique Philippe Hubert, président de l'AFAGNE, et heureux possesseur « d'un tiers d'âne » avec ses amis Jacky et Elisabeth Germain, les chevilles ouvrières de l'organisation de la Foire aux ânes de Lignières. Aux éleveurs, donc, la charge de faire croître et multiplier ânes, ânesses, mules et mulets ; aux « intellos » de défendre l'image de

Ainsi nos « intellos » rappellent l'épisode de l'ânesse instruisant Baalam, prophète mésopotamien envoyé par le

Berry est située dans le département du Cher, mais

Cela se passe dès l'aube avant l'arrivée de la foule, dès la descente des ânes de leurs vans. Les prix s'envolent, dit-on, mais comment vérifier ? Maugougnon et transparence n'ont jamais fait bon ménage. On parle de 40 000 à 60 000 francs pour un étalon baret du Potou, de 10 000 francs et plus pour son homologue grand noir du Berry. Plus modestement, on peut s'offrir une jolie ânesse de Provence aux deux yeux pour 5 000 à 7 000 francs, si l'on dispose de l'hectare nécessaire à sa subsistance annuelle.

Grâce aux efforts conjugués de tous ces fans de l'âne, la population asine française est aujourd'hui estimée à trente-cinq mille têtes, ce qui est loin des onze millions cinq cent mille ânes chinés ou des cinq millions cent mille ânes éthiopiens. Peu importe, la qualité est là, et la France n'a pas à rougir de ses boudoirs. D'un terroir voisin, l'Auvergne, le regrette Alexandre Vialatte lançait, impérial : « L'éphantant est irréutable ». L'âne, méprisé, moqué, cajonnié, est de retour. Irréutable, lui aussi.

Luc Rosenzweig
maître de la Marine

Le grand noir
du Berry,
une forte bête,
à la robe tirant
sur le noir,
avec le ventre,
le museau et le tour
des yeux blancs.

Il était une fois Coluche

Le pape de l'irrespect est mort il y a dix ans comme il avait vécu : par effraction. Il avait tout pour faire un pauvre acceptable ; il devint un agitateur social appliqué à « gauler le système »

LORSQUE l'un ou l'autre s'indignait, journaliste ou simple spectateur, il haussait les épaules : « Il n'y avait qu'à pas me laisser entrer. » Maintenant qu'il était là, car il n'était pas au sol, protégé par sa mauvaise humeur chronique et la rondeur de son ventre, le pays devait s'attendre à piler de rire, à ployer sous ses mauvais coups et son art de comique à l'emporte-pièce. Logique.

Pour excuser la distraction de cette moitié de France qui lui fut longtemps hostile, il convient de préciser qu'il était entré par effraction. D'ailleurs, il ne s'appelait même pas Coluche. Mais Michel Colucci, né en 1944 d'un père d'origine italienne qui avait eu le mauvais goût de le laisser orphelin ; un gosse banal, d'après-guerre, en lisière de délinquance et de périphérie parisienne. Le temps d'une enfance, d'une interminable jeunesse, son horizon se limita aux mornes loisirs des bandes de Montrouge et de ses cités de briques pour prolétaires.

A dix-huit ans, il avait tout pour faire un pauvre acceptable, dépourvu de métier, même de certificat d'études, un adulte du bas de l'échelle qui, de sa banlieue, aurait regardé la capitale engranger les premiers fruits de l'opulence économique. Ce qui le sauva, incurva sa route ? Sa haine, justement, des pauvres, ou plutôt de l'état de pauvreté, et de son cortège de renoncements. Lui allait se démentir, s'extraire de ce qu'on appelait encore, au début des années 60, la « zone ». « Gauler le système », apprendre auprès des autodidactes de la débrouille, hors des livres - qui l'impressionnaient - ce qui pouvait lui servir vraiment, devenir riche, puis, très tôt, histoire d'en profiter plus que son père, se retirer en un paradis terrestre qui ne connaissait pas la « mouise ».

Une moitié de France applaudissait, l'autre se renfrognait.

Tel était le plan initial, qu'il appliqua à la lettre. Des années durant, en apprentissage méthodique, Michel Colucci hantait les marges, les cercles fermés des mardis et les marchés aux puces. Bien sûr, le théâtre fauché, il serait artiste, peut-être acteur, parce qu'il avait lu que cette activité, mal définie mais gratifiante, présentait l'avantage d'être moins épuisante que l'usine.

Sans diplôme, mais l'instinct sûr, il alla droit, pour sa première exploration parisienne, sur les préparatifs d'une insurrection rigolarde et « anar » contre l'art de la scène et les dogmes sociaux. Droit sur les fondations de café-théâtre naissant. Romain Boutheille, génial tricotier d'absurde, lui livra quelques secrets essentiels de monte-en-l'air, pendant les nuits douces de mai 69, Boutheille rêvait un impossible spectacle. Plus en colère, pressé et pratique, son comparse l'obligea à bâtir Le Café de la gare. Le gamin de Montrouge adopta le beau-coup de ceux qui allaient révolutionner le métier de comédien. Patrick Dewaevre, Miou-Miou, Gérard Depardieu, puis Josiane Balasko, Thierry Lhermitte, Gérard Jugnot, etc., à moins que ce ne fût l'inverse, l'exacte chronique de ces friches restant encore à écrire.

Il en était, mêlé à d'autres fils d'ouvriers ou à des rejetons égarés de la bourgeoisie parisienne. Ce café-là n'était pas regardant sur l'honorabilité des parents. Parmi eux et, très vite, devant les bousculant, les émerveillant, obsédés de gloire à venir alors que les autres, d'esprit encore amateur, prenaient leur temps. Avec eux, souvent, il se brouilla. Il monta une autre troupe, la quitta encore. Ils l'appellèrent Coluche. Certains le comèrent mince. Il épousa une étudiante de bonne famille. Sur-



La fameuse salopette rayée, qui devint un des attributs du personnage, dès l'époque où celui-ci se produisait au café-théâtre, en 1974.

tout, il travailla comme un fou, amassant les expériences, volant tous les trucs de scène, les aphorismes, les jeux corporels, car, en ce théâtre, le vol était une ardente obligation.

Un soir, dans une arrière-salle de bistrot, il fut prêt. Il bredouilla l'histoire d'un mec, somme des impuissances d'un conteur à finir son récit, à s'en souvenir, à le comprendre lui-même. Coluche offrait à ses premiers spectateurs l'expression du vide cérébral, des miettes de bons sens, de croyances, d'approximations qui servent d'intelligence aux plus démunis. Il inventait pour les années 70 une image de pauvre urbain, bonne pâte mais court d'idées, empêtré dans les mots, raciste, faute de mieux, ballotté par la publicité et les jeux radio-phoniques. Plutôt malheureux, à jeun.

Il habilla son personnage des attributs du clown, la salopette, le nez rouge et les brodequins jaunes. Désormais, il serait gros, comme Raymond Devos, qu'il admirait, gros pour mieux encaisser les réactions du public, gros pour se faire aimer ou pardonner. Coluche, d'abord, fut un arisan, mélangant Montrouge, sa vie, aux inspirations de sa génération. Un homme, un imprésario, déjà tuteur de Claude François et de Thierry Luron, allait lui permettre de devenir la plus grosse vedette de la scène nationale. Paul Lederman prisa la discipline, le professionnalisme. Coluche s'y pila, malgré les querelles, son individualisme et son goût de la dispersion. Malgré un sentiment d'urgence qui étonnait souvent ses proches.

Cette gloire-là, bientôt, commença à l'ennuyer. Sur scène, il improvisait de plus en plus

souvent, quittait sa défroque pour mettre Coluche en avant, brocardait sans prudence l'actualité. Il était venu pour « gauler », pas seulement pour faire le guignol, ou l'acteur au cinéma, activité qui l'attirait aussi. Il allait dire son fait à la vie. Effacer, hors circuits, les passifs de Montrouge. Paul Lederman orchestra encore, canalisa,

mais Coluche, dès la fin des années 70, échappa au music-hall. Ses premières interventions sur les ondes d'Europe 1 « mordant » dans le public, en cette fin d'ère giscardienne. L'adversaire était fatigué. Il ne rendait plus les coups. Coluche se découvrit agitateur social, à la radio dans la journée, sur la scène du Théâtre du

Gymnase, le soir. Une moitié de France applaudissait, l'autre se renfrognait. Tout au sommet, il subit - et s'en amusa d'abord - les flux et les reflux d'une polémique. Avec ses pets, ses rots, ses morceaux hilares de poudlardisme, son irrespect unique, mordant, méchant parfois, était-il vulgaire ou simplement grossier ?

Pour mieux conforter ses adversaires, notamment dans la presse, dans leurs certitudes sur son cas, il en rajouta sans vergogne, se travestissant, imposant son langage, repoussant les barrières du mauvais goût à la télévision. Ses détracteurs dénonçaient, le jour, ses travers, ses excès, la conduite débridée de sa vie privée. Cinglant ou débordante, Coluche leur ré-

balcon, trop profond dans les coeurs de ses supporters ? Avait-il vécu trop vite, tout réclamé de la vie et de la puissance médiatique ? Coluche, juste après l'élection présidentielle, se brisa net. Sa femme le quittait. Trois années de spectacle l'avaient épuisé. Le fisc l'avait rattrapé.

Dépressif, soudain privé de son moteur vital, de ses revanches, l'écrit peut-être, enfin, sur les vérités nues de la gloire, comme l'avait prophétisé Romain Boutheille, Coluche s'abandonna à un chagrin massif, accentué par les effets de la drogue.

Le cinéma lui servit alors de béquille incertaine. On entendit moins parler de lui. Il se réfugia en Guadeloupe, où il possédait une

« Salut, ma poule »

Trois jours durant, après la mauvaise plaisanterie de l'accident mortel, les amis ont ouvert l'autre du domicile de Coluche à la foule. Des milliers de gens font la queue pour se recueillir devant le catafalque, au pied duquel sont posés un casque de moto, deux guitares, une salopette, le petit violon et les gants de boxe du sketch. « J'ai été écrasé par le poids du consensus », expliquera par la suite Romain Boutheille. Des enfants, des artistes, des beurs de SOS-Racisme, les directeurs des chaînes de télévision, la presse, les hommes politiques... L'iconoclaste n'a plus d'ennemis. Personne ne le trouve plus vulgaire. On pleure simplement une bonne âme.

Puis Coluche regagne Montrouge, à deux pas, juste de l'autre côté de ce périphérique qu'il n'a peut-être jamais réussi à traverser, symboliquement. L'office est célébré en l'église locale. Deux cents mardis servent d'escorte à ce dernier voyage. Les proches, plus Johnny Hallyday, habillés de noir portent le cercueil. L'abbé Pierre les accueille avec des paroles de réconfort. Au cimetière, quelques mots d'Yves Montand. « Salut, ma poule », dit Jacques Attali. On enterre surtout le héros des Restos du cœur. Plus qu'une célébrité : une sorte de grand Français qui laisse, en ce mois de juin 1986 - et malgré le football - un curieux vide dans le pays.

pondait, le soir, rameutant les fleurs et les envies.

Avec l'aide de son imprésario, Coluche, en 1980, était le furoncle des bonnes manières, omniprésent, son rire énorme planté dans le fil des saisons politiques. Surtout, il avait pris conscience d'être un média à lui tout seul, capable sur un simple mot d'ordre de réunir une manifestation, de provoquer une grève des contraventions. C'était encore de l'humour, proche de celui d'Hara-Kiri, ses complices : un humour va-chard, populaire et bagarreur. Presque, déjà, une croisade.

Pendant quelques semaines, à la fin de l'hiver 1981, il voulut se présenter à l'élection présidentielle. Encore un gag, une folie de plus, qu'enrêtaient son incroyable popularité parmi les classes moyennes. Mais un clown pouvait-il délier le roi à ce point ? Le roi défunt, ou le présent ? Coluche perturba un temps le jeu des partis, surtout à gauche, famille dont il se réclamait. La plaisanterie tourna court.

Était-il allé trop loin ? Trop haut dans les sondages d'une presse au

maison, s'entoura encore d'une bande d'amis dévoués, erra de film en film. Il se guérit seul, dans son coin, à la manière d'une bête blessée. Même de l'héroïne. Peu à peu, il reprit goût à la plaisanterie. Retrouva la radio. Rendit à Paul Lederman son rôle de tuteur à ses côtés.

L'absence l'avait-elle bonifié ? C'est ce que beaucoup crurent, à le revoir plus tendre, moins méchant. Apaisé, sûrement. Il allait en découler à nouveau avec la pauvreté, promettait-il, mais cette fois sans morgue. Moins pour de rire. Média ambulante, il avait été, média il redevenait, mais avec quelque chose de plus doux dans l'œil et dans la voix. Les Restos du cœur n'auraient pu naître autrement.

Le 19 juin 1986, le choc d'une moto contre un camion le priva, nous privèrent de la suite. Personne ne sait ce qu'il serait advenu de cette étonnante destinée, frénétiquement occupée à régler quelques comptes avec un sort ordinaire.

Philippe Boggio

Le dernier adepte du « politiquement incorrect »

« IL Y EN AURA pour tout le monde ! », prévenait-il avec gourmandise. Coluche à tenu parole. Peu de personnages publics auront autant raillé leurs contemporains, sur scène et dans les médias, parfois même en leur présence. Du pape aux anciens combattants, des ministres de tous bords aux chers confrères du spectacle, ses cibles ne se comptaient plus, surtout parmi les puissants. Coluche aimait faire rire le parterre à leurs dépens.

Malgré la brièveté de sa trajectoire dans le demi-siècle, il usa - abusa même - de tous les moyens modernes de l'insolence : des saisons entières à la radio, des mois d'improvisation, de 1978 à 1981, au Théâtre du Gymnase ; des abordages de journaux télévisés, des conférences de presse ; bien sûr, « Droit de réponse », l'émission de Michel Polac ; plus une candidature à l'élection présidentielle.

En avait-il trop fait ? Avec trop de trivialité ? Ou bien est-ce l'époque - la nôtre - ces années depuis 1986, qui ne supportent plus les débaillements médiatiques de l'arrogance et de la gouaille ? Après lui, en tout cas, les comiques se sont moins mêlés des « affaires » et des affaires d'Etat.



Replés en leurs théâtres. Ou bouclés à double tour dans les émissions humoristiques. Même Guy Bedos, dernier survivant, s'est fait plus rare. Comme si la grogne, les guérillas goguenardes, les provocations de cour de récréation n'étaient plus de mise. A la télévision, les artistes font commerce de bonne éducation. On leur a appris à dire du bien de tous, même des artistes rivaux. L'acteur de son metteur en scène, l'écrivain de son livre. Ne se dégagent plus guère de ces conversations que des chuchotements courtois.

Bien sûr, répondent les optimistes, restent les Guignols de l'Info, qui frappent fort, héritiers d'une culture de l'irrespect où Coluche, avec Pierre Desproges, avait pris ses aises. Mais ce sont des marmottes, leurs auteurs sont plus lointains. Entre eux et le public, il y a toute la technique, qui atténue les effets les plus crus. Il manque un homme, de chair et de rage, qui vient prendre tous les risques sous les regards. Qui se perd - ou pour le moins accepte de perdre une réputation - pour un bon mot ou un coup de gueule. Coluche l'assu-

rait : ces assauts auraient été impossibles sans la popularité dont il jouissait. Or personne n'en est aujourd'hui aussi lesté pour miser une carrière, ou simplement une tranquillité, sur une simple sortie.

UN POND DE MEVE

Coluche tonnait encore à la manière des « anars ». Avec un fond de rêve pour des lendemains qui chantaient. Il n'a pas connu le second septennat de Mitterrand au pouvoir. Pas complètement le premier. Il a dénoncé, surtout, une droite ancienne, caricaturale, une société qui inaugurerait encore la crise. Depuis, la droite, la gauche se sont fondées, souvent. La crise s'est aggravée. « Les pauvres sont des cons », proclamait-il. Pour réveiller les pauvres. Désormais, la précarité, comme on dit, est partout. Qui aurait le cœur d'en rire, même de désespoir, au journal de 20 heures ? Il égrenait les blagues douteuses sur les Ethiopiens, victimes de la famine. Qui aurait le cran - ou l'inconscience - de se moquer du Rwanda, même pour en dénoncer les crimes ? Incongru. Politiquement incorrect. Une formule, un concept dont Coluche n'aurait jamais entendu parler.

Ph. Bg.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani
Directeurs : Jean-Marie Colombani (Directeur général),
Nathalie Bergeon (Directeur général adjoint)
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction :
Thomas Ferec, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besse, Bruno de Camas, Pierre Godeau, Laurent Goussier, Danièle Heymann,
Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhonnès, Muriel Luchet, Luc Rosenzweig
Directeur adjoint : Dominique Raynaud
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Directeur exécutif : Eric Paillet, directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Robit, directeur des relations internationales : Daniel Verret
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1993), André Fontaine (1993-1994), Jacques Lesgourd (1994-1995)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 955 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance
BENEFICIAIRES : 21 av. RUE CLAUDE-BERNARD - 75012 PARIS CEDEX 05
Tél. : (1) 42-47-30-00. Télécopieur : (1) 42-47-21-21. Télec. : 206 806 F

De la misère communiste à l'austérité capitaliste

Suite de la première page

Après avoir subi une baisse plus importante que celle de la grande dépression américaine, la chute de la production n'a été que de 4 % en 1995 (- 15 % pour 1994). Pour 1996, le gouvernement russe et le FMI prévoient même un retour à la croissance. La plupart des bonnes nouvelles sont, en fait, annoncées pour demain. Si Boris Eltsine gagne l'élection présidentielle, les autorités promettent, outre le retour à la croissance, le dédommagement des petits épargnants ruinés par l'hyperinflation, un rouble convertible, un flot important d'investissements étrangers, un retour des capitaux russes de l'étranger, un réel contrôle des revenus, une réforme fiscale, etc.

Pour l'instant, cependant, les chiffres officiels des trois premiers mois de l'année contredisent les prévisions les plus optimistes, sans toutefois remettre en cause la tendance lourde à la « stabilisation ». Ainsi, la production est toujours en baisse, de 3 % (- 7 % dans l'industrie), le nombre de chômeurs a augmenté de 300 000 (8,6 %). Le déficit budgétaire atteint de nouveau près de 6 % du PIB. Les revenus de l'Etat sont en baisse (32 % des recettes prévues n'ont pas été collectées). Les taux d'intérêt élevés paralysent toujours l'activité économique. La fuite des capitaux, qui pourrait dépasser les 20 milliards de dollars par an (environ 104 milliards de francs), se poursuit.

Pour tenter de desserrer l'étau avant la présidentielle, pour payer salaires et retraites sans mettre en cause la stabilité (son meilleur argument électoral), le gouvernement russe a de plus en plus recouru à la corruption. Avant même que le candidat-président Eltsine ne promette de payer les arriérés, l'endettement intérieur de l'Etat s'était accru de façon inquiétante, rapide et coûteuse (4,6 % du PIB en février). L'émission massive par l'Etat de bons du Trésor, à fort taux d'intérêt, à certaines était la

spéculation sur le rouble. Mais le procédé menace de se transformer en une « pyramide financière » : plus de 80 % des nouvelles émissions servent à couvrir les précédentes et non le trou du budget.

A l'approche de l'élection, le procédé s'est emballé. Alors que l'attention se concentre sur les 10 milliards de dollars prêtés, sur trois ans, par le FMI, l'Etat russe a emprunté, pour le seul mois de mars, près de 7 milliards de dollars (environ 37 milliards de francs) sur le marché intérieur et plus de 4 milliards de dollars (environ 21 milliards de francs) en avril. Début mai, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à échéance dans six mois, c'est-à-dire après la présidentielle, ont grimpé à 190 %. Ce chiffre traduit mieux qu'un sondage la peur des milieux d'affaires de prêter à l'actuel gouvernement russe, la crainte d'une dévaluation du rouble ou d'une reprise de l'inflation après les élections. « Le budget se porte mal », a reconnu, mi-mal, le ministre russe des finances.

EFFETS PERVERS

Cette politique d'emprunt intérieur a plusieurs effets pervers. Le très juteux marché des bons du Trésor assèche l'investissement intérieur, alors que les très faibles investissements étrangers sont paralysés par la crainte d'une victoire communiste. Et certaines entreprises ou fonds de retraites qui reçoivent de fortes sommes, empruntées par l'Etat en bons du Trésor pour payer salaires et retraites, les replacent sur ce marché. Beaucoup des difficultés de l'économie russe sont certes liées aux incertitudes politiques, qui ne disparaîtront pas toutes forcément après la présidentielle et une éventuelle réélection de M. Eltsine. Mais l'inverse est aussi vrai. Ce sont les difficultés économiques et sociales d'une stabilisation lente et tardive qui rendent imprévisible l'issue d'un scrutin venu trop tôt au goût du pouvoir. L'économie russe va peut-être mieux. Mais il est probable que beaucoup de ceux qui ont payé le prix de « réformes » souvent dévoyées par la corruption - et subi les conséquences de la stabilisation - penseront, en votant, que ce n'est pas vrai. Ou que c'est au tour de la nouvelle élite dirigeante, immensément riche et souvent corrompue, de payer.

Jean-Baptiste Naudet

DANS LA PRESSE

L'HUMANITÉ

José Fort

■ N'y allons pas par quatre chemins : aucun candidat à l'élection russe ne trouvera dans ces colonnes le moindre soutien (...). Boris Eltsine bénéficie en France même d'un fan club (...). La Tchétchénie et ses dizaines de milliers de morts ? Peu importe. La Russie pillée et dont les structures étatiques s'effondrent alors que l'armée se considère humiliée ? Bon à prendre. Un pouvoir reposant sur les clans et la corruption ? Suffisamment malléable pour en tirer profit. Une économie marquée par la présence de la mafia concourant à 60 % du produit intérieur brut ? Silence et bouche cousue. C'est avec cet homme discrédité, paranoïaque et souvent ridicule que les grands de ce monde veulent traiter. Pour une seule et simple raison : avec Boris, tout est possible. Que recherche Guennadi Ziouganov, candidat communiste rassemblant des forces hétéroclites ? Il y a des faits, des mots, des comportements qui glacent. Flirter avec l'antisémitisme, tenter de composer avec l'extrême droite de Jirnovski, saluer l'« œuvre » de Staline, souhaiter revenir à l'ancienne Union soviétique, s'acoquiner avec les pires forces ultranationalistes,

refuser de tirer toutes les leçons d'un passé d'oppression, de censure, bref de dictature, sont autant de tares insupportables.

THE ECONOMIST

■ Le choix est clair. Des deux hommes susceptibles de devenir le prochain président de la Russie, l'un peut affirmer raisonnablement qu'il tentera de donner à son pays un avenir moderne, prospère et démocratique. L'autre offre la quasi-certitude d'un retour au sombre et triste isolement du passé. Cela ne signifie pas que Boris Eltsine soit parfait ou que Guennadi Ziouganov soit un nouveau Staline. Mais il y a des chances que la Russie sous Eltsine prenne le bon cap et s'y tienne, alors que sous son rival communiste elle risque de tourner le dos à la réforme, au moins pendant un certain temps, et de revenir aux aspects les plus sinistres de son passé soviétique.

RECTIFICATIF SALAIRES

Contrairement à ce que nous avions écrit dans notre article sur les salaires des patrons (*Le Monde* du 14 juin), Jacques Maillot, PDG de Nouvelles Frontières, ne touche aucun intéressement. Son salaire net imposable s'élève à 709 000 francs par an.

Le Monde

EDITORIAL

La démocratie russe et ses limites

L'ELECTION présidentielle du 16 juin en Russie est un événement. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, trop souvent écrite en lettres de sang et d'horreur, le successeur de la Grande Catherine et de Joseph Staline remet son pouvoir en jeu. Pour la première fois, les urnes devraient décider de l'avenir, et non plus les complots ourdis dans les antichambres dorées des palais de Saint-Petersbourg ou dans les sinistres bureaux moscovites des apparatchiks communistes.

Certes, tout est encore possible, et Moscou bruit de rumeurs sur les manœuvres visant à annuler le second tour si le candidat communiste a des chances de l'emporter. Déjà, la campagne du premier tour est loin d'avoir été exemplaire. Les formidables machines des deux principaux protagonistes ont écrasé les autres candidats. Usant et abusant de l'appareil d'Etat, vidant les caisses publiques pour payer des salaires et retraites en retard, se servant d'une télévision aux ordres, y compris les chaînes privées, trouvant en Tchétchénie une trêve purement « électorale », Boris Eltsine ne saurait prendre place dans la lignée des

Walesa, Jelew, Havel, qui ont sorti pacifiquement leurs pays de la nuit totalitaire. Quant à son adversaire communiste, Guennadi Ziouganov, il s'est servi des puissants réseaux encore intacts de l'ancien PCUS, de sa presse et de ses richesses, pour battre campagne. Et on a vu ressortir les portraits de Staline, les slogans ultranationalistes, les diatribes antisémites et la logomachie populiste, bien loin des ronds de jambe que M. Ziouganov prodiguait au début de l'année à Davos au gotha du business occidental.

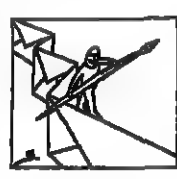
Entre un Boris Eltsine dont les engagements démocratiques sont à l'épreuve et un Guennadi Ziouganov qui rêve d'un retour de l'URSS, on eût préféré une autre alternative, la confirmation d'autres candidats, un autre style de campagne et de véritables débats sur l'avenir. On eût souhaité que cette élec-

tion serve davantage à révéler une nouvelle société qu'à réveiller les démons de l'ancien. Mais, encore une fois, les Russes votent. Et il y aurait d'ailleurs une bonne dose de naïveté, voire d'hypocrisie, à oublier que l'on ne sort pas indemne de siècles d'obscurantisme, que la révolution bolchevique a étouffé pour soixante-dix ans les premiers frémissements de la société civile en Russie et que la décolonisation de l'empire soviétique ne peut se passer sans soubresauts. Avec M. Eltsine s'est donc installé un régime hybride, autocratique et chaotique, où le despote velléitaire cherche de temps à autre l'option du suffrage universel. La démocratie ne va pas sans élections libres, mais elle ne s'y réduit pas. Elle a besoin de pouvoirs et de contre-pouvoirs, médias libres et justice indépendante - toutes choses que les Russes commencent à peine à entrevoir.

Beaucoup d'entre eux parmi les démocrates souhaitent moins la victoire de M. Eltsine, souvent proche des ultranationalistes, que la défaite de M. Ziouganov, pour la simple raison que le Parti communiste n'aurait même jamais organisé une telle élection. C'est celle-ci, et non les candidats, qui constitue un progrès.

AU COURRIER DU « MONDE »

Dans *Le Monde* daté 5-6 mai, Philippe Bernard avait attiré l'attention des lecteurs sur la situation de Fazia Meziane, « une femme algérienne libre ». Celle-ci comparait alors devant la Commission de recours des réfugiés ; elle demandait ce statut après avoir vu les menaces qui pesaient sur elle dans son pays, parce qu'elle avait osé témoigner dans un reportage d'« Envoyé spécial », sur France 2. Elle avait dénoncé l'élimination des intellectuels et renvoyé dos à dos les islamistes et le pouvoir. Depuis, Fazia Meziane a obtenu le statut



L'AVIS DU MÉDIATEUR

de réfugié et s'est vu proposer un emploi. Entre-temps, plusieurs lecteurs lui ont manifesté leur sympathie, par l'intermédiaire du *Monde*, comme en témoignent les lettres ci-dessous. A ce motif de satisfaction s'en ajoute un autre : de nombreuses manifestations de soutien nous sont déjà parvenues à la suite du contentieux judiciaire qui nous oppose au Front national. *Le Monde* remercie leurs auteurs et s'emploiera à éclairer les quelques correspondants qui n'ont pas compris, ou pas voulu comprendre, l'enjeu de la décision.

LA CONNAISSANCE INTIME DU MAL

L'article concernant Fazia Meziane, paru dans *Le Monde* du 5 mai, nous a profondément touchés. Nous savions, bien sûr, ce qui se passe en Algérie, et comment la France applique le droit d'asile, en particulier lorsque les demandeurs sont algériens. Mais le cas précis de cette jeune femme nous a fait passer de la lecture de statistiques à la connaissance « intime » du mal. Nous sommes tristes en pensant à l'Algérie, où nous avons des amis et que nous avons plusieurs fois visitée avec « les événements ». Et nous avons honte pour notre pays. A défaut de pouvoir faire autre chose, nous vous demandons de transmettre à Fazia Meziane - qui n'est guère plus âgée que l'aînée de nos petites filles - un témoignage de sympathie de notre part ainsi que le montant du chèque ci-joint.

M. et M^{me} Darou, Les Sables-d'Olonne

ADMIRATION

J'ai lu avec retard l'article de Philippe Bernard sur Fazia Meziane. Je sais que, depuis, cette jeune femme s'est vu finalement accorder le statut de réfugiée (*Le Monde* daté 26-27 mai). Votre article m'a amené à joindre à ce courrier un chèque - bien modeste - de 500 francs à l'intention de M^{me} Fazia Meziane. Ne sachant pas si elle peut l'encaisser elle-même, je me permets de mettre votre nom comme bénéficiaire, en espérant que vous pourrez la joindre. J'espère aussi que ce procédé ne vous embarrassera pas. Enfin, si vous avez gardé des contacts avec cette personne, je vous serais reconnaissant de lui transmettre mes sentiments d'admiration et mes vœux de courage et de réussite dans cette nouvelle vie.

Joseph-Jacques Laplante, Dinan

AU MOUVEMENT CULTUREL BERBÈRE

Dans son édition du 30 mai, *Le Monde* s'est fait l'écho d'allégations graves de M. Ferhat Mehenni affirmant que l'enlèvement du chanteur Lounès Matoub a été « monté de toutes pièces par les propres amis politiques du chanteur ». Le journal ajoute que M. Mehenni assure d'être des « preuves formelles » propres à confirmer cette version de l'événement.

M. Mehenni a été exclu de la direction du Mouvement culturel berbère (MCB)-Coordination nationale par le bureau national, à cause des négociations en coulisse avec le pouvoir qu'il avait menées à notre insu. (...) A tous ceux qui prétendent laver le GIA de cet enlèvement et qui affirment détenir des preuves, nous disons clairement : chiche ! donnez-les, et vite ! (...)

Le procès en diffamation relatif à ces dénégations ne manquera pas de mettre un terme à la

confusion que l'on essaye d'entretenir sur une tragédie qui a failli emporter un homme et que seule une mobilisation populaire exemplaire a sauvé. (...)

Maklud Amokrane, président du MCB-Coordination nationale

« LE HUITIÈME JOUR », LA DÉCEPTION

Mère d'une Clémence de quatorze ans, pleine d'humour, de caractère, de sensibilité, reine des coquilles, et trisomique de surcroît, je me suis précipitée avec moi-même et mes deux enfants pour voir *Le Huitième jour*, heureuse à l'idée d'admirer le talent d'un jeune mongolien dans un film joué par la presse qui se doit d'être « politiquement correct » quand il s'agit de parler de handicap.

La déception n'en fut que plus rude. Pourquoi avoir composé ce personnage qui n'est même pas une caricature, mais le stéréotype grossier du « monstre » tel que nous l'imaginons nous peurs ou nos fantasmes ont pu le peindre ou l'imaginer ? Le jeune Georges du film rugit comme un lion, se roule par terre en proie à des crises de fureur qui le font ressembler à un épileptique ou à un dément (cette scène violente et appuyée se renouvelle plusieurs fois), et, comme si nous n'avions pas encore compris que les trisomiques sèment la terreur, Georges prend le volant d'une estafette dans un salon de l'auto, fonce, brise portes et vitres en terrorisant la foule !

Qui pourrait reconnaître un enfant ou un adulte trisomique dans ce portrait de Georges en asocial qui obtient ce qu'il veut par l'effroi qu'il suscite ? Peut-être, justement, ceux qui n'en ont jamais rencontré et qui auraient pu découvrir leur vrai visage grâce à un autre film nuancé et juste.

Le Huitième jour est une fable ou une farce sur la différence et l'intolérance de la société, me dirait-on, non un documentaire sur la trisomie. Soit, mais alors, pourquoi faire jouer un mongolien (avec voyage en Mongolie en prime !) et non un acteur ou une personne dont le handicap est plus atypique ?

Cette confusion entre le réel et la fiction, ces contrevérités sont source de malaise, et le film, peut-être plein de bonnes intentions, obtient l'inverse de ce qu'il cherche et ne fait que conforter l'idée encore trop vivace que l'anormalité est dangereuse.

Image fautive du trisomique qui n'est ni un ange ni un démon, image tout aussi fautive de ses parents et des « normaux » très peu normaux qu'il rencontre.

La mère de Georges est morte, et il la revoit souvent en songe au cours de flash-back attendrissants. Mère sainte et parfaite, amour et patience infinis, elle est le seul recours de Georges dans ce monde de « méchants ». (...) Même les trisomiques savent que

le monde n'est pas divisé ainsi entre les bons et les méchants. Comme tous les enfants infirmes, ils sentent bien que leurs frères ne sont pas des anges, mais des femmes blessées qui les aiment comme elles peuvent, avec une patience et des forces limitées.

A les imaginer idéales comme dans *Le Huitième jour*, la société ne réalise pas encore à quel point elles ont besoin de soutien, de relais, de hautes pour les aider à élever et épanouir celui ou celle qui est entré à grand fracas dans leur vie. (...)

Catherine Chaine, Paris

TRISOMIQUE OU MONGOLIEN ?

(...) La quasi-totalité des journalistes ayant écrit sur ce sujet à l'occasion de la sortie du film *Le Huitième jour* ont préféré parler de mongoliens. J'ai vécu vingt-deux ans avec Vincent, et la seule différence qu'il y ait jamais eue entre nous fut son incapacité à résoudre une équation du premier degré. Cela s'appelle la trisomie. C'est un handicap. Le terme de mongolien n'est utilisé quotidiennement que par les personnes qui ne comprennent et ne connaissent pas ce handicap, cette différence : par mépris, incompréhension, indifférence ou rejet. Il ne fait référence qu'à l'apparence physique et mentale. Le premier outil du journaliste est le mot. Son premier souci, la vérité. Trisomique ou mongolien ? Les familles, comme les médecins, ont fait leur choix. Naturel. Aux journalistes, désormais, de réaliser leur faute et de la réparer. Les « mongoliens » ne lisent pas les journaux, les trisomiques, si.

Luc Chatel, Grenoble

LE DILEMME DES GYNÉCOLOGUES OBSTÉTRICIENS

Plus que l'article sur la non-décision du Comité d'éthique refusant de « trancher le débat sur l'illégalité des stérilisations » (*Le Monde* du 19 avril), votre commentaire jugeant qu'il ne faut pas en finir avec l'hypocrisie de la situation actuelle est affligeant. (...) Dans les multiples facettes de son exercice, le gynécologue obstétricien sera amené : à suivre les grossesses d'une patiente, à réfléchir avec elle à la contraception, à lui refuser, selon la loi, une stérilisation volontaire, même si elle est lassée par vingt ans de prise de contraception orale ou sociale, gênée par des saignements sous stérilet, ce qui ne constitue pas une indication médicale ; enfin, le cas échéant, et faute d'une interruption volontaire de grossesse si « un accident survient » !

L'éthique est-elle ainsi mieux ménagée ou faut-il que les seuls gynécologues obstétriciens prennent sur leurs épaules ce type de décision et le risque pénal qui

en découle, en ne mentionnant que pour la petite histoire la prise en charge des frais d'hospitalisation réclamée au praticien pour honoraires indûment perçus... puisque ce geste est illégal !

Je fais partie de la génération des 35-40 ans, où il y a eu encore quelques fous pour embrasser cette carrière humanement attirante. Les 25-35 ans l'ont bien compris et plus personne ne s'engage par l'internet dans ce sacerdoce. A l'heure où l'on évoque la politique de famille, n'y a-t-il pas la matière à réflexion, sans que l'on ait à pleurer sur les années 70 où l'on n'a pas eu plus loin que le bout de son nez ou de sa démographie en matière de démographie médicale.

D^r Pascale Le Pors Lemoine, Paris

LA CORRIDA, EXPRESSION DE LA BARBARIE

Je lis dans *Le Monde* du 31 mai le plaidoyer de Sébastien Roy pour une plus grande participation des femmes françaises aux responsabilités politiques. Mais est-ce militer en faveur de leurs droits que de présenter comme une promotion de la femme dans la société l'exemple d'une torera ? Il est vrai que les corridas sont l'objet, sur les écrans de télévision, comme au *Monde*, d'une présentation unilatéralement positive. On nous montre même des exécutions dans l'arène ! Cette mise en scène spectaculaire et perverse de la violence et du sang n'a d'autre but que de satisfaire les pulsions les plus basses de nos congénères. L'indignation morale que ressent la grande majorité des Français (voyez tous les sondages sur cette question) n'a pas le droit de s'exprimer, au nom du respect des traditions culturelles. Dans certains sous à pétrole du golfe Persique aussi, on sait respecter les traditions : on y bastonne les femmes condamnées par la justice. Se placer sur le terrain de ceux qui se repaissent de la souffrance et de la mort des animaux, (...) c'est faire l'apologie de la violence gratuite, délibérée (et intéressée, car ces spectacles payants remplissent bien des poches).

L'humanité se complait à ériger en spectacle ses propres massacres, mais quand on nous en commente les images, on fait au moins semblant de s'en offenser. Ce qu'il y a de plus infâme dans les corridas, c'est cette bonne conscience qui s'étale, ce mépris pour les adversaires, qu'un puissant groupe de pression chargé de la promotion publicitaire des corridas de Nîmes réduit au silence. En matière de corrida, nous ne sommes pas dans la relativité des goûts et des plaisirs. Il faut désigner ces tueries pour ce qu'elles sont : l'expression de la barbarie ; laquelle l'homme s'adonne traditionnellement, tant en son propre sein qu'à l'égard des autres créatures vivantes.

Eric Burman, Evreux-sur-Indre

ASSEMBLÉE G
DES ACTIONNA
13 JUIN 1996

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 16 - LUNDI 17 JUIN 1996

AUTOMOBILE Volkswagen produira en 1998 dans son usine allemande de Wolfsburg une petite voiture, du type Twingo, en sept heures. Le temps d'assemblage

de la Polo est aujourd'hui de quatorze heures. ● PAR TOUS LES MOYENS, le constructeur de Basse-Saxe cherche à réduire ses coûts : amélioration des processus indus-

triels, diminution des dépenses d'achats, réduction du nombre de plates-formes. ● A COURT TERME, il ne peut compter sur une réduction importante de sa masse salariale : le

poids, dans son conseil de surveillance, du syndicat de la métallurgie IG Metall et du Land de Basse-Saxe, actionnaire à 20 % du constructeur, l'empêche de prendre des mesures

drastiques. ● LES SUREFFECTIFS du groupe allemand sont estimés à 30 000 personnes. ● RENAULT a proposé à ses salariés espagnols un système similaire.

Comment Volkswagen court après la compétitivité

Triplement handicapé par la valeur du deutschemark, les coûts salariaux et le poids de l'Etat et du syndicat IG Metall, le constructeur allemand concentre ses efforts sur la réduction de ses dépenses de production et d'achats

DÈS CET AUTOMNE, l'usine Volkswagen de Wolfsburg (Basse-Saxe) entrera dans une nouvelle ère : les premières séries d'une petite voiture destinée à concurrencer la Twingo et autres AX début 1998 - non de code EA420 - sortiront des chaînes allemandes en sept heures. Un temps record pour le site historique du constructeur allemand, appelé le « Moloch » par ses occupants à cause de son gigantisme. Le temps d'assemblage de la Twingo est actuellement de quatorze heures, tout comme celui de la Polo. La Golf, qui est fabriquée à Wolfsburg, passe trente-trois heures sur les chaînes d'assemblage. Il ne faudra plus que quinze heures pour monter sa remplaçante, qui sera lancée en 1997.

Pour Volkswagen, la diminution du temps de production constitue un enjeu majeur : le constructeur sait qu'il lui sera plus facile d'économiser sur le processus industriel que sur la main-d'œuvre. IG Metall l'a également compris et a su convaincre Volkswagen de fabriquer sa future petite voiture à Wolfsburg : le syndicat lui a garanti que le coût de production lui permettrait de vendre sa petite dernière 15 000 marks (50 850 francs).

UNE MAIN-D'ŒUVRE TRÈS CHÈRE
Avec 42 % de ses effectifs (242 000 personnes) et 60 % de sa production en Allemagne, une part décroissante mais importante, le groupe aux quatre marques (Volkswagen, Audi, Seat, Skoda) doit faire face à des coûts peu compétitifs en

marks. Il est doublement handicapé dans la mesure où la main-d'œuvre d'outre-Rhin est l'une des plus chères du monde : selon le secrétaire général de VDA, l'association des constructeurs allemands, les coûts salariaux français leur sont inférieurs de 30 %, les américains et les japonais de 40 %.

Le rôle et l'influence d'un syndicat comme l'IG Metall rendent extrêmement difficile tout retour en arrière. D'autant que le constructeur est déteillé à hauteur de 20 % par le Land de Basse-Saxe, de tradition sociale-démocrate. Cet actionnaire, bien embarrassant, siège au conseil de surveillance du groupe, tout comme des membres de l'IG Metall.

A eux deux, les représentants du syndicat de la métallurgie et de l'Etat sont, avec plus de 50 % des voix, en mesure de bloquer toute décision stratégique. Pendant des années, Volkswagen a été le laboratoire social de l'Allemagne. C'est ainsi que, jusqu'en 1995, les ouvriers de Volkswagen avaient droit à cinq minutes de pause payées par heure et touchaient une prime de 50 % quand ils travaillaient le samedi. Du jamais vu, même chez les autres constructeurs allemands.

Le président Ferdinand Piëch avance donc lentement sur la voie des économies salariales. Volkswagen compte 30 000 salariés en trop, au minimum, selon la direction. La semaine de quatre jours, introduite en novembre 1993 et reconduite en octobre 1995, a permis, provisoirement, d'éviter des licenciements massifs. Mais au fur à mesure que la

productivité augmente, le trop-plein ne fait que s'accroître. Lors des négociations menées pour reconduire la semaine de quatre jours, M. Piëch a obtenu des salariés une baisse de moitié de leur pause horaire et une diminution de 50 % à 30 % des primes du samedi. IG Metall a également consenti à ce que les salaires n'augmentent que de

née-là, alors que le marché européen s'effondre, le constructeur enregistre une perte de 1,9 milliard de marks. Dès 1994, il revient à l'équilibre mais reste peu rentable : en 1995, VW a gagné 336 millions de marks pour un chiffre d'affaires de 88,1 milliards. Soit une marge nette de 0,4 %, alors que celle de Chrysler ou General Motors est supérieure à

duction pour tailler dans les dépenses d'achat. Par ses talents de négociateur, des équipementiers allemands se voient remplacer par des concurrents espagnols ou italiens meilleur marché.

HARMONISATION

Mais cette stratégie payante - les dépenses d'achat ont diminué de 40 % - se heurte, elle aussi, au problème de sureffectifs du groupe. Pour occuper ses ouvriers sans travail, le constructeur s'est trouvé contraint de réintégrer la production de certains composants, sans que cela constitue forcément la solution la plus économique. Ainsi, les garnitures de porte de la nouvelle Golf seront fabriquées en interne. Pour la même raison, le groupe continue à fabriquer ses sièges, alors que cet équipement, gros consommateur de main-d'œuvre, est aujourd'hui sous-traité par la plupart des constructeurs. M. Lopez exerce une forte pression sur les usines du groupe : il n'hésite pas à les menacer de fermeture si elles ne sont pas aussi compétitives que les fournisseurs extérieurs. Ce n'est encore jamais arrivé.

Autre méthode introduite par M. Piëch et Lopez, la « conception modulaire intégrée » : les principaux fournisseurs, associés dès la conception du véhicule, sont chargés d'amener sur la chaîne de production des systèmes entiers et de les monter sur le véhicule. C'est ainsi que le temps d'assemblage et donc le coût de production peuvent être réduits de façon importante.

Après avoir testé ces méthodes dans ses usines tchèques (Skoda) et brésiliennes, Volkswagen a décidé de les importer à Wolfsburg pour y fabriquer sa future petite voiture ainsi que sa nouvelle Golf.

Enfin, M. Piëch a annoncé la réduction du nombre de plates-formes de 16 à 4 d'ici à 1998. Ce sont plusieurs centaines de millions de marks de coût de recherche-développement et de production que la direction espère ainsi économiser. Les futures Audi A3 et Golf seront produites sur la même plate-forme, de même qu'une future Skoda, que la Volkswagen Vento ou encore que la Seat Toledo. En l'an 2000, plus de 2 millions d'unités par an seront fabriquées à partir d'une même plate-forme. Dans le même esprit, les différents modèles des quatre marques partageront des composants : il n'y aura à terme plus que deux types de klaxon chez le constructeur alors qu'on en dénombre aujourd'hui... 46.

Il est aujourd'hui trop tôt pour savoir si les quatre marques du groupe arriveront, malgré cette harmonisation, à conserver leur spécificité. Et si l'image de marque allemande - solidité et cherté - ne souffrira pas de cette politique d'économies, dans un contexte de guerre des prix. Aujourd'hui, Volkswagen reste largement numéro un en Europe (avec 17 % du marché sur les cinq premiers mois de 1996) grâce au succès de ses voitures, Golf et Polo en tête.

Virginie Malinvergne

Renault veut gérer les Espagnols à l'allemande

Si vous acceptez de revenir sur certains avantages, nous investirons 5,7 milliards de francs en Espagne et y préserverons l'emploi jusqu'en l'an 2000. Dans le cas contraire, 2 000 suppressions d'emplois (sur 13 000 salariés) seront inévitables. Telle est la proposition que Fasa-Renault, la filiale espagnole du constructeur automobile, vient de soumettre aux pouvoirs publics et aux syndicats. Selon la direction, les premières réactions de l'administration sont positives. Les représentants du personnel donneront leur réponse à l'automne.

L'ex-Régie, qui réalise 20 % de sa production mondiale en Espagne, souhaiterait que, pendant six mois, les salariés acceptent de se mettre au chômage partiel, le temps de faire de nouveaux investissements. Renault voudrait aussi amputer les primes du samedi et de nuit. Si ces conditions sont acceptées, Renault prévoit de créer une troisième équipe de travail, et d'embaucher 1 000 personnes, dans l'usine de Valladolid d'où sortent actuellement des Clio, des Express et des Twingo.

4 %, alors que le syndicat réclamait initialement une hausse de 6 %. En contrepartie, la direction s'est engagée à garantir leur emploi pendant deux ans.

M. Piëch sait qu'il n'a pas le temps d'attendre que les salariés renoncent petit à petit à leurs acquis. Quand il prend ses fonctions de président en janvier 1993, la situation est extrêmement grave. Cette an-

5 %. A son arrivée, le président a annoncé un objectif ambitieux : déga- ger une marge avant impôt de 8 %, contre 1,3 % en 1995. Il a pour cela mis en place un programme d'économies de 3 milliards de marks par an.

Premier signe fort de son règne : faire venir de General Motors José Ignacio Lopez de Arxotura au poste de directeur des achats et de la pro-

LYONNAISE DES EAUX INFORME SES ACTIONNAIRES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES 13 JUIN 1996

L'Assemblée Générale des actionnaires de Lyonnaise des Eaux s'est réunie le 13 juin 1996, sous la présidence de Jérôme Monod. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1995 et le renouvellement des autorisations financières accordées au Conseil d'Administration. L'Assemblée a également procédé à la reconduction des mandats d'administrateurs de MM René Coulomb et Jean Dromer, et à la nomination en qualité d'administrateurs de MM Frederick Holliday, Président du Conseil d'Administration de Northumbrian Water Group et André Jarroson, Président d'honneur de GTM-Entrepose.

CINQ POINTS ÉVOQUÉS A L'ASSEMBLÉE

LE GROUPE A CONNU EN 1995 DES RÉSULTATS EN DEMI-TEINTE. QU'EST-CE QUI VOUS FAIT DIRE QUE 1996 SERA UNE ANNÉE DE REBOND ?

Avec un résultat net par du groupe de 906 MF pour 98,6 milliards de chiffre d'affaires, 1995 a été une année contrastée, traduisant toutefois la bonne résistance du Groupe dans une conjoncture difficile. En 1996, les activités de services, et notamment l'Eau, vont poursuivre

leur développement soutenu, tout particulièrement à l'international et leur contribution aux résultats du Groupe devrait s'accroître encore significativement. Le pôle Aménagement-Construction a achevé sa réorganisation et constitue désormais un ensemble unifié aux activités diversifiées et équilibrées : ce rééquilibrage au profit d'activités plus régulières doit permettre de mobiliser ce pôle autour de l'objectif de 1 % de rentabilité en 1998. Les deux principales difficultés enregistrées en 1995, dans le pôle Energie et le secteur de la Construction en Allemagne, ont été entièrement traitées et ne pèseront plus sur le Groupe en 1996. Recentrage sur les activités de forte croissance, difficultés maîtrisées : les éléments d'un rebond des résultats dès 1996 sont réunis.

QUAND EN AUREZ-VOUS FINI AVEC LES DIFFICULTÉS DE L'IMMOBILIER ?

Le Groupe a fait dès 1992 un effort important pour réduire le risque immobilier. Les stocks ont été ramenés de 8,5 milliards en 1991 à 2,3 milliards en 1995 et les pertes se sont réduites d'un milliard en 1992 à moins de 300 millions en 1995, avec l'objectif de les porter à moins de 100 millions en 1998.

QU'ATTENDEZ-VOUS DE L'ACQUISITION DE NORTHUMBRIAN, NOTAMMENT EN TERMES DE RÉSULTATS ?

Northumbrian est la plus importante acquisition réalisée à ce jour par Lyonnaise des Eaux et elle aura un impact positif sur le résultat par action dès cette année. Cette société constituera un relais essentiel de l'action du Groupe à l'international, en particulier dans les pays anglophones. Grâce à l'acquisition de Northumbrian et à la poursuite du développement en Amérique latine, en Asie du sud-est et en Europe centrale, le chiffre d'affaires Eau géré à l'étranger devrait, en 1996, être du même ordre de grandeur que celui réalisé en France.

DANS LE DOMAINE DE L'EAU, L'INTERNATIONAL EST VOTRE PRIORITÉ. Y A-T-IL ENCORE PLACE POUR UN DÉVELOPPEMENT EN FRANCE ?

Oui. Des développements sont encore à attendre du marché français, notamment dans le domaine de l'assainissement : les collectivités ont d'importants efforts d'équipement à faire pour être conformes aux directives européennes. Quant à la distribution de l'eau, Lyonnaise des Eaux poursuit ses efforts pour améliorer son service, qu'il s'agisse de la qualité de l'eau ou des prestations fournies à la clientèle. Le rythme de développement du Groupe sur le marché intérieur, concessionnaire par tradition et disposant d'un niveau d'équipement plus élevé que beaucoup d'autres régions du monde, est nécessairement moins rapide qu'à l'international. Hors de France, les nombreux mouvements de privatisation rendent le marché extrêmement dynamique et devraient permettre à Lyonnaise des Eaux de conforter sa position de leader mondial dans les métiers de l'Eau.

LA COMMUNICATION EST-ELLE UN ÉLÉMENT STRATÉGIQUE DE VOTRE DÉVELOPPEMENT ?

Lyonnaise des Eaux est entrée dans cette activité nouvelle il y a dix ans. Elle y réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires de 1,4 milliard avec une contribution positive aux résultats. Premier câble-opérateur avec 400 000 abonnés, forte du succès commercial et financier de M6, Lyonnaise des Eaux compte développer les activités à fort potentiel que constituent les nouveaux services sur le câble (accès aux réseaux de données, téléphone) et l'introduction de la technologie numérique pour la distribution de programmes de télévision par câble et par satellite. Le Groupe y participera avec ses partenaires pour créer un pôle nouveau à côté des services et de la construction.

DIVIDENDE NET : 11,50 F AVEC OPTION DE PAIEMENT EN ACTIONS

Au titre de l'exercice 1995, l'Assemblée a décidé de fixer le dividende à 17,25 F par action, avoir fiscal compris. Du 25 juin au 12 juillet inclus, les actionnaires auront la possibilité d'opter pour un paiement en actions, jouissance 1er janvier 1996, émises au prix unitaire de 451 F. La mise en paiement en numéraire interviendra le 31 juillet 1996.

Service Actionnaires : 72, avenue de la Liberté, 92 000 Nanterre Tél (1) 46 95 50 00

Communiqués accessibles par Minitel 36 15 COB



LYONNAISE DES EAUX

Londres ouvre une enquête sur l'affaire Sumitomo

Le Bureau des fraudes graves examine les pertes de la société japonaise sur le marché du cuivre

LONDRES
de notre correspondant dans la City

Les pertes de 1,8 milliard de dollars (9,3 milliards de francs) esquivées par le groupe japonais de négoce Sumitomo à la suite de malversations d'un trader sur le marché du cuivre (*Le Monde* du 15 juin) ont entraîné l'ouverture d'une enquête par le Serious Fraud Office, le Bureau des fraudes graves, sur le fonctionnement du London Metal Exchange (LME), premier marché des métaux non ferreux au monde.

Les agissements illégaux de Yasuo Hamanaka, ancien patron des activités de courtage du cuivre de la Sumitomo, auraient été découverts à la suite d'une enquête lancée en décembre par l'organisme de réglementation des marchés, le Securities and Investment Board, concernant la société Winchester Commodities Group (WCG), dans le cadre du scandale Codelco.

Les autorités britanniques s'interrogeaient alors sur le rôle joué par WCG dans la vaste escroquerie de 174 millions de dollars dont avait été victime, en 1993, la corporation chilienne du cuivre Codelco, premier producteur au monde de métal rouge. WCG avait été lavé de tout soupçon, mais au cours de l'enquête dans les îles Anglo-Normandes les policiers auraient eu vent de l'existence des opérations douteuses de Yasuo Hamanaka.

Basé à New York, ce dernier opérait principalement sur le LME, qui monopolise près de 90 % des transactions mondiales de non-ferreux (cuivre, étain, aluminium, plomb, nickel, zinc), contre 7 % au Nymex new-yorkais. Le cuivre est le métal qui représente le plus gros volume d'activité du « casino » londonien des métaux de base fondé en 1876.

Les vingt-trois brokers agréés qui se pressent chaque jour au 62, Leadenhall Street lors de la principale séance du fixing, celle de 12 h 30, achètent des millions de tonnes et en vendent mille fois davantage

que la production mondiale. Sumitomo, Metallgesellschaft, Sogemin (filiale de l'Union minière belge) sont les gros intervenants, assurant pour leurs clients industriels des livraisons de métaux à des prix garantis. Leurs énormes moyens, qui permettent d'accumuler des stocks de métaux, autorisent une stratégie à long terme. Les grands fonds d'investissements, en particulier américains, sont également présents, jouant, eux, sur le court terme et la prise rapide de profits.

MOINS 15 % EN DEUX HEURES

Les cours du LME sont souvent l'objet de substantielles fluctuations, comme l'atteste la chute de 15 % de la semaine dernière. Ce caractère volatil du marché s'explique notamment par la souplesse des réglementations. Le LME ne peut contrôler que ses membres. Les professionnels extérieurs, agissant via des courtiers agréés, peuvent ainsi bâtir de très larges positions sans être repérés ou inquiétés. Par ailleurs, les banques proposent très facilement des crédits aux firmes en raison de leurs bénéfices potentiels. Le règlement des transactions peut être aisément différé, ce qui fut visiblement le cas de Sumitomo.

Malgré ce laxisme officiel, une tentative de manipulation des cours - considérée par la justice britannique comme un délit criminel - n'est pas aussi aisée que l'affirment les détracteurs du LME. « Si les données fondamentales du marché ne sont pas favorables, il est virtuellement impossible à un seul de peser sur les prix », affirme au *Monde* Andrew MacMillan, analyste auprès du courtier Billington Metals. Un rapport publié récemment par le département d'économie appliquée de l'université de Londres va dans le même sens, minimisant l'effet de la spéculation sur les fluctuations des cours. « Guidées avant tout par la loi de l'offre et de la demande ».

Marc Roche

DÉPÊCHES

■ **BTP** : à l'appel de la Fédération nationale du bâtiment, près de 20 000 professionnels du secteur ont multiplié les actions vendredi 14 juin pour sensibiliser l'opinion à la crise de la construction et à l'effet désastreux qu'auraient les coupes budgétaires envisagées par le gouvernement.

■ **GEMINA** : les auditeurs de la holding italienne Gemina (édition, papier, textile) ont refusé, vendredi 14 juin, d'approuver les comptes du groupe. Une première en Italie. Ils ont exigé des informations supplémentaires sur les filiales. L'action cotait 632 lire en fin de séance, en baisse de 35 lire.

■ **NETSCAPE** : America Online (AOL), premier service en ligne américain, et Netscape Communications, leader des logiciels de navigation sur Internet, ont annoncé vendredi 14 juin leur alliance dans les annonces publicitaires. AOL va devenir le vendeur de places publicitaires dans le site de Netscape sur Internet. Les deux firmes travaillent déjà ensemble dans différents domaines de l'espace cybernétique.

■ **BUTAGAZ** : le groupe américain Coleman, spécialisé dans la fabrication de produits de randonnée et de plein air, a racheté 60 % d'une filiale de Butagaz. Application des Gaz, qui exploite la marque Camping Gaz.

■ **MARCEAU INVESTISSEMENT** : selon le quotidien *Les Echos* du vendredi 14 juin, la Financière Saint Dominique, filiale du Crédit national, propose aux actionnaires de Marceau Investissement de racheter leurs titres. La holding de Georges Pebereau élabore sa contre-offensive.

■ **SHELL** : le pétrolier anglo-néerlandais et la compagnie pétrolière russe Rosneft ont signé un accord de coopération dans le cadre du projet de construction d'un oléoduc reliant le Kazakhstan à la mer Noire.

■ **FOKKER** : les actionnaires de Fokker et les porteurs d'obligations à remboursement différé émises par le constructeur d'avions néerlandais, déclaré en faillite le 15 mars, ne reverront vraisemblablement rien de leur investissement, ont indiqué vendredi 14 juin les administrateurs judiciaires de l'avionneur.

■ **SWISSAIR** : la compagnie suisse et Sabena souhaitent collaborer plus étroitement dans le domaine du fret aérien en mettant en commun leurs activités de marketing et de distribution. Avec pour objectif de devenir le numéro dix mondial du fret aérien.

■ **AFFAIRE LOPEZ** : le dernier obstacle au procès contre Volkswagen, accusé d'espionnage industriel par General Motors et sa filiale allemande Adam Opel AG, a été levé vendredi 16 juin par la justice allemande. Le tribunal de Celle (nord) a décidé que la plainte civile contre Volkswagen, déposée aux États-Unis par General Motors avec demande de dédommagements, était recevable en Allemagne. Volkswagen avait tenté d'esquiver cette plainte en faisant valoir que le droit américain n'était pas compatible avec le droit allemand, GM et Opel réclamant un dédommagement non chiffré alors qu'il doit l'être devant les tribunaux allemands.

■ **CLUB MÉDITERRANÉE** : le groupe de loisirs et de tourisme a affiché un chiffre d'affaires consolidé provisoire de 3,8 milliards de francs au premier semestre de l'exercice 1995/1996 (novembre à avril), en recul de 8,2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le Club a par ailleurs annoncé qu'une dizaine de villages de vacances pourraient être dotés de casinos en partenariat avec Partouche (groupe de casinos).

Eramet prend le contrôle du producteur de manganèse Comilog

Le groupe minier français se donne trois ans pour en améliorer la gestion

Eramet a annoncé, jeudi 13 juin, qu'il rachetait 30 % du capital de Comilog. Déjà détenteur de 17 % des actions, il en devient le premier actionnaire.

ERAMET s'est décidé : le groupe minier français, dans l'orbite de la holding publique Erap, va prendre le contrôle du troisième producteur occidental de manganèse, Comilog. Il a annoncé, jeudi 13 juin dans la soirée, qu'il rachetait 30 % du capital de Comilog, sans toutefois dévoiler le prix. Déjà détenteur d'une participation de 17 % rachetée au BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), Eramet en devient le premier actionnaire et l'opérateur industriel.

Eramet a beaucoup pesé sa décision avant de s'adjoindre cette troisième activité, aux côtés du nickel et des aciers rapides (aciers durs permettant de travailler l'acier). Pendant neuf mois, il a étudié le dossier. L'opération n'a été conclue que vingt-quatre heures avant l'expiration de son option d'achat des titres.

Pourquoi une telle prudence ? Comilog a de beaux atouts. Ses exploitations au Gabon, desservies par l'unique voie ferrée du pays, héritée du passé colonial, représentent 20 % des réserves mondiales de manganèse. Il réalise 3,8 milliards de francs

de chiffre d'affaires. De plus, il s'inscrit parfaitement dans la stratégie d'Eramet. Comme lui, il exploite des mines à ciel ouvert. Il travaille sur les mêmes marchés : le manganèse est un minéral essentiellement utilisé par la sidérurgie, comme le nickel (inox).

UN POINT FORT ET UN POINT FAIBLE

Mais Comilog est en mauvaise forme. Ces dernières années, le groupe minier a mené une politique totalement erratique. Pour rentabiliser ses investissements dépendants, il a augmenté sa production alors que le marché était surcapacitaire. Cherchant à tout prix à écouler son minerai, il s'est lancé dans un dumping effréné, mais s'est fiché aussi avec de gros clients. Malgré des liens historiques, il n'a ainsi pratiquement plus aucun contrat avec la sidérurgie française. Peu soucieux de gestion, il a laissé filer son endettement qui a culminé à 1,4 milliard de francs, soit autant que ses fonds propres. Le tout avec un changement incessant d'actionnaires.

Persuadé que cette situation ne pourrait s'éterniser, Gencor, le

groupe minier sud-africain, premier producteur mondial de manganèse, au travers de sa filiale Samancor, a pris, il y a deux ans, une participation de 15 % dans Comilog. Avec l'espoir que le groupe minier gabonais tomberait comme un fruit mûr dans son escarcelle, à un moment où il n'en avait pas le pied dans cette Afrique francophone qui jusqu'à présent est restée fermée aux groupes miniers internationaux. Devant une telle perspective, l'Etat du Gabon, actionnaire à hauteur de 30 % de Comilog, a pris peur. Avec l'aide du BRGM, il a tenté de mettre sur pied une solution française. C'est ainsi qu'Eramet a été sollicité.

Pour le groupe minier, détenu à 55,5 % par la holding publique Erap, il était difficile de refuser. Soucieux, cependant, de préserver sa bonne santé financière qui lui vaut d'afficher un bénéfice net de 430 millions pour 3,9 milliards de francs de chiffres d'affaires, Eramet s'est donné le temps de la réflexion avant d'engager une partie substantielle de sa trésorerie. Il a scruté les comptes, l'explo-

itation et les positions commerciales. « Nous sommes sûrs de ne pas avoir de mauvaises surprises » affirme aujourd'hui Alain Ray, directeur du plan.

Le groupe français pense qu'il aura obtenu des résultats significatifs d'ici « un à trois ans ». Déjà, la gestion a été reprise en main : la guerre des prix a cessé et l'endettement commence à diminuer (1,3 milliard de francs, fin 1995). Pour accélérer la remise en forme, Eramet pourrait se séparer rapidement de l'activité de négoce de Comilog, qu'il estime ne pas être dans ses domaines de compétence.

Les interventions d'Eramet risquent d'être d'autant plus rapides et musclées qu'il se sait sous surveillance : Gencor a décidé, pour l'instant, de conserver sa participation dans Comilog. Si le groupe français réussit, le sud-africain ne devrait pas rester très longtemps. En revanche, si Eramet fait preuve de la moindre faiblesse, Gencor ne laissera pas échapper, une deuxième fois, l'occasion de s'emparer du manganèse gabonais.

Martine Orange



AX à partir de 41400 F

Avec 8000 F de reprise minimum et l'aide de l'Etat, ou reprise Argus + 8000 F sur AX**

* Pour une AX 3 portes 1.0i Spot. Modèle présenté : AX Tonic - Série limitée - 3 ou 5 portes - Essence ou diesel - Vitres teintées - Sièges avant sport - Bouchers peints couleur caisse - Peinture métallisée gratuite.



SAXO à partir de 47800 F

Avec 8000 F de reprise minimum et l'aide de l'Etat, ou reprise Argus + 8000 F sur Saxo**

* Pour une Saxo 1.0i X 3 portes. Modèle présenté : Saxo VTL avec options.

ZX Tonic à partir de 61500 F

Avec 10000 F de reprise minimum et l'aide de l'Etat, ou reprise Argus + 10 000 F sur ZX**

* Pour une ZX Tonic Coupé 1.1i. ZX Tonic - Série limitée - Coupé, Berlino ou Break - Lève-vitres avant électriques, rétroviseur droit électrique et verrouillage centralisé avec commande à distance - Vitres teintées - Bouchers peints couleur caisse - Peinture métallisée gratuite.



XANTIA à partir de 88400 F

Avec 12000 F de reprise minimum et l'aide de l'Etat, ou reprise Argus + 12000 F sur Xantia**

* Pour une Xantia 1.6i X. Modèle présenté : Xantia Harmonie 2.1 TD.

5 SAXO A GAGNER

GRAND JEU GRATUIT.

Venez dans l'un des Points de Vente participants pour déposer un bulletin-jeu dans l'urne prévue à cet effet. Un tirage au sort national déterminera les 5 gagnants d'une Citroën Saxo. Jeu gratuit sans obligation d'achat.

** Série de reprise Argus calculée en fonction du cours moyen de l'Argus du jour, du kilométrage et du kilométrage des kilomètres francs de reprise à l'Etat standard et des 15% pour frais et charges professionnelles, à laquelle s'ajoute 8000 F pour une AX ou une Saxo, 10000 F pour une ZX (à l'exception des ZX Pelex et des séries spéciales autres que ZX Tonic) et 12000 F pour une Xantia. Cette offre de reprise ne s'applique que sur les véhicules d'une cylindrée inférieure ou égale à celle du modèle neuf Citroën A.M. 96 acquis. Offres non cumulables réservées aux particuliers pour l'achat d'un véhicule neuf, valables dans les Points de Vente participants. Tarifs conseillés du 15/06/96 A.M. 96 et du 20/06/96 A.M. 96 pour la ZX Tonic.

CITROËN

PORTES OUVERTES LE WEEK-END DU 15 JUIN 1996

CITROËN pour TOTAL

3615 CITROËN (L,29 F/mn)

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 16 - LUNDI 17 JUIN 1996

MONTAGES Les établissements financiers s'efforcent de proposer aux épargnants des produits financiers permettant de concilier divers avantages offerts ordinairement de façon séparée :

régularité des revenus, garantie du capital et allègement de la fiscalité. ● CES PRODUITS HYBRIDES, établis à partir de montages financiers complexes, se divisent en trois grandes catégories : les

plans d'épargne-logement à revenus, les plans d'épargne populaire à revenus, et les contrats d'assurance-vie à retraits programmés. ● LES SOUSCRIPTEURS doivent toutefois respecter un

certain nombre de règles, définies à l'origine, sous peine d'être exposés à des pénalités qui érodent les rendements. ● LE SUCCÈS RENCONTRÉ par certaines de ces formules, qui, tout en

étant parfaitement légales, cherchent à accumuler les avantages fiscaux, pourrait inciter le ministère de l'économie et des finances à mettre en place une législation plus contraignante.

Les banques multiplient les offres de produits à revenus réguliers

Les établissements financiers ont mis au point des formules de placements qui combinent régularité des revenus, garantie du capital et allègement fiscal. Les épargnants sont en contrepartie soumis à un certain nombre de contraintes

REVENUS réguliers, capital garanti, fiscalité avantageuse : l'épargnant en quête de placements sûrs et rémunérateurs peut-il résister à un cocktail aussi séduisant ? Difficilement. Les banques l'ont bien compris, qui, depuis quelque temps, ont mis au point d'astucieux montages financiers permettant de jouer sur ces trois tableaux.

A l'heure actuelle, on distingue trois grandes catégories de produits de ce type : les PEL (plans d'épargne-logement) à revenus, les PEP (plans d'épargne populaire) à revenus et les contrats d'assurance-vie à retraits partiels programmés.

On peut ajouter à cette liste les CAT (comptes à terme) et leur version à versements réguliers qui fut particulièrement à la mode l'an dernier au moment de la forte hausse des taux d'intérêt à court terme. Toutefois, la décade tendra à un tour de vis fiscal (suppression de l'abattement fiscal de 8 000 francs et de 16 000 francs pour un couple, dont bénéficiaient les revenus des CAT jusqu'au début de cette année) ont eu raison de ce mouvement.

PEL ET PEP A REVENUS

Aujourd'hui, les établissements financiers continuent à proposer ces formules de plus en plus rares. « En six mois, de février à juillet 1995, nous avons réussi à collecter 400 millions de francs sur notre compte à terme à revenus irréguliers », rappelle Jacques Ducrocq, responsable du marketing de la Caisse d'Allocations Familiales. Depuis la baisse des taux d'intérêt à l'automne dernier, nous avons arrêté de commercialiser un produit qui, sur une durée de un an, rapporte à peine 3,5 % d'intérêt pour 150 000 francs investis.



PANCHO

Les PEL et les PEP à revenus, en revanche, ont le vent en poupe. Les deux produits s'appuient sur le même principe de fonctionnement. Une partie du capital (un peu plus de la moitié en général) est investie sur un PEP ou un PEL classique, tandis que l'autre est placée sur une série de comptes à terme (ou, plus rarement, sur des fonds communs de créances). Le partage se fait selon un calcul complexe afin qu'à l'échéance l'épargnant retrouve son capital de base, tout en ayant perçu pendant toute la durée du placement des revenus réguliers dont le montant a été préalablement fixé et faiblement fiscalisé. Une répartition qui n'est évidemment pas le moyen de concilier les deux modes distribu-

tion/capitalisation, mais qui permet également de doper son PEL ou son PEP.

« Prenons le cas d'un PEP à revenus composé de 60 % d'un PEP classique et de 40 % de CAT, remarque un spécialiste du Crédit lyonnais. Le montant maximal de versements ne sera plus de 600 000 francs comme c'est le cas normalement pour un PEP, mais de 1 million de francs, puisque la partie PEP pure du placement n'est plus que de 60 % ». Sachant que chaque conjoint peut détenir un PEP, un couple peut ainsi investir jusqu'à 2 millions dans ce type de PEP à revenus, avec la garantie de récupérer sa mise en franchise d'impôt, tout en ayant touché des revenus substantiels. D'où le succès de

la formule. « C'est le PEP que nous vendons le plus », précise Jacques Ducrocq à propos du PEP à revenus « 4 étoiles » de la Caisse d'Allocations Familiales.

Pourtant, aussi astucieux soit-il, ce système ne présente pas que des avantages. S'il permet au souscripteur de bénéficier des particularités d'un PEP ou d'un PEL (capital garanti et détaxé à la sortie, possibilité d'un prêt immobilier à taux préférentiel dans le cas du PEL), il le soumet également à un certain nombre de contraintes.

La durée, tout d'abord. Le temps minimum de détention est de quatre ans pour un PEL et de huit ans pour un PEP. Toute sortie anticipée se solde par des pénalités administratives (perte du droit à prêt et de la prime d'Etat, donc réduction des intérêts pour les PEL cassés avant trois ans de détention ; prélèvement de 39,9 % pour les PEP alourdis au bout de quatre ans ou moins, et de 19,9 % entre quatre et huit ans), auxquelles s'ajoutent souvent les lourdes pénalités contractuelles propres à chaque établissement.

ALCHIMIE BÉNÉFICIAIRE

Il n'est pas rare ainsi que les intérêts des PEP soient minorés de 20 %, voire 40 % ou 50 % en cas de rupture du plan avant quatre ans. Mais, surtout, l'épargnant qui sort avant terme a fort peu de chances de retrouver son capital de départ. L'alchimie de ces montages, établie à partir d'une durée déterminée, celle du produit porteur, est en effet alors biaisée et le processus de reconstitution du capital interrompu. « Le souscripteur ne doit pas oublier qu'il s'est engagé sur un certain nombre d'années, et que, s'il sort avant terme, il le fait à ses risques et périls », souligne-t-on au Crédit lyonnais.

Autre problème : le montant de l'investissement nécessaire afin d'obtenir des revenus dignes de ce nom. Avec des taux de rémunération qui tournent autour de 5 % nets pour les montages à base de PEL (du moins tant que les conditions de rémunération de l'épargne-logement ne sont pas modifiées) et entre 5,5 % et 6 % pour ceux qui s'appuient sur des PEP, un investissement de départ de 100 000 francs permet péniblement de percevoir plus de 1 300 francs de revenus trimestriels nets. Mieux vaut d'emblée doubler, sinon tripler, la mise. Les seuils à l'entrée de ces montages sont d'ailleurs relativement élevés

(30 000 francs pour les PEP, parfois un peu moins pour les PEL), ce qui n'est pas le fruit du hasard.

Dans ces conditions, il peut paraître préférable de se tourner vers cette nouvelle génération de contrats d'assurance-vie dits « à revenus ». Il s'agit en fait de contrats classiques. Simplement, partant d'un montant initial de versement (généralement élevé à l'entrée), l'assureur met au point, en accord avec le souscripteur, un programme de retraits partiels échelonnés dans le temps, à la fiscalité allégée. Selon les cas, ces « revenus » seront fixés

fiscaux spécifiques de l'assurance-vie (exonération d'impôts après huit ans de détention, et surtout exonération des droits de succession). En revanche, compte tenu de la complexité de la mécanique de ces contrats, les frais sur les versements et les frais de gestion sont plus élevés. Ces derniers atteignent facilement 1 % annuel, d'où des rendements nets pour les contrats à revenus souvent inférieurs aux performances de contrats similaires sans retraits programmés. Cette donnée n'empêche pas, toutefois, le succès grandissant de ces produits,

Une fiscalité adoucie

Quel que soit le produit support, PEL, PEP ou assurance-vie, les revenus générés par ces montages financiers sont taxés. Les revenus des PEL ou des PEP issus des CAT sont soumis au prélèvement libératoire de 19,9 %. Ceux des contrats d'assurance-vie, qui consistent en retraits partiels, sont taxés à 39,9 % s'ils ont lieu entre la première et la quatrième année, et à 19,9 % entre cinq et huit ans de détention. Le souscripteur peut choisir d'intégrer ces intérêts à ses autres revenus imposables si cette solution lui est plus favorable, à la condition toutefois que l'établissement lui en offre la possibilité. Il reste que, dans tous les cas de figures, les revenus de ces montages bénéficient d'un régime de faveur, lié à leur nature hybride qui mêle avec art capital et intérêts. Résultat : les revenus distribués ne sont pas seulement composés d'intérêts purs, mais comportent une part de capital qui n'est pas taxée. Ce qui aboutit à des taux d'imposition réelle sensiblement allégés.

librement par le souscripteur (quitte à entamer le capital de départ) ou calculés sur la base du taux minimum garanti du contrat (le capital est alors préservé, voire gonflé si les performances du contrat sont supérieures au minimum garanti).

La plupart des formules offertes sur le marché sont des formules classiques à versements libres - avec, dans certains cas, la possibilité pour le contractant d'interrompre le processus des retraits partiels - bénéficiant des avantages

notamment auprès des retraités, qui trouvent là un complément de revenus avantageux. Ce qui à terme pourrait d'ailleurs briser le fisc. Car, quoique parfaitement légaux, ces contrats ne représentent pas moins un détournement de la philosophie de l'assurance-vie. Il n'est pas exclu que leur généralisation aboutisse à un durcissement de la position du ministère de l'économie et des finances à leur encontre.

Laurence Delain

Le charme de la « loi Malraux »

Les opérations immobilières en « loi Malraux » présentent des avantages fiscaux particulièrement appréciés des contribuables imposés dans les plus fortes tranches du barème. En effet, alors que les déficits fonciers sont imputables sur le revenu global dans la limite de 70 000 francs (100 000 francs s'il s'agit d'un investissement Périodique), les déficits résultant d'une opération de restauration d'immeuble menée dans les conditions fixées par le code de l'urbanisme (articles L.313-1 à L.313-3) sont imputables sans



FISCALITÉ

limitation sur le revenu global. En plus des dépenses habituellement déductibles - réparations et entretien, amélioration, gérance, assurances, taxe foncière -, l'ensemble des charges supportées à l'occasion de l'opération de restauration peuvent être prises en compte : frais d'adhésion aux associations foncières urbaines de restauration (AFU), travaux de démolition et de réfection de toiture ou des murs extérieurs, travaux de transformation en logement de tout ou partie d'un immeuble d'habitation.

Toutefois, les déficits générés par des intérêts d'emprunts ne sont pas imputables sur le revenu global.

Les principales conditions à respecter pour pouvoir bénéficier du régime Malraux sont au nombre de quatre :

- L'immeuble doit être situé dans un périmètre précis : secteur sauvegardé, zone de protection du patrimoine architectural, périmètre de restauration immobilière.
- Le contribuable doit en être propriétaire, soit directement, soit indirectement à travers une société civile - SCI ou SCPI - n'ayant pas opté pour l'impôt sur les sociétés. En outre, l'opération de restauration doit être décidée à l'initiative du propriétaire de l'immeuble.
- La location doit intervenir dans l'année qui suit la date d'achèvement des travaux.
- Le propriétaire doit s'engager à louer le logement nu pendant six ans à un ou plusieurs locataires qui en feront leur résidence principale. Lorsque l'immeuble appartient à une société civile, les associés doivent s'engager à conserver leurs parts pendant six ans.

Laurent Edelmann

Un marché secondaire des SCPI est à l'étude

Afin de faciliter la revente des parts de SCPI (société civile de placement immobilier), la COB (Commission des opérations de Bourse) et l'Aspim (Association professionnelle des sociétés civiles de placements immobiliers) sont en train de s'interroger sur l'opportunité d'adopter la réglementation en vigueur.



IMMOBILIER

L'objectif est d'autoriser les sociétés de gestion à organiser un marché de gré à gré afin de trouver un prix de convenance permettant à acheteurs et vendeurs de s'entendre. Jusqu'à présent, les gestionnaires de SCPI fixaient un « prix de vente conseillé ». Mais nul n'ignore que la crise immobilière est passée par là et que les prix de vente « conseillés » ne correspondent plus à l'état de la demande, qui exige des rabais. En cherchant à développer un marché de gré à gré, le but des sociétés de gestion est donc double : permettre aux 13 000 porteurs « cotés » à leurs parts de trouver plus facilement un repreneur. Mais aussi de toucher une commission, un chiffre équivalent à 5 % du prix des parts négociées étant parfois évoqué, en échange de ce nouveau service. Les mauvais esprits relèveront au passage qu'après avoir encaissé des frais de souscription confortables lorsque la conjoncture était au beau fixe les sociétés de gestion s'apprennent maintenant

à percevoir une prime en pleine période de crise. Forte d'une capitalisation estimée à 80 milliards de francs pour environ 600 000 porteurs de parts, la performance globale (rendement plus évolution de la valeur des parts) des SCPI en 1995 s'est avérée négative dans la plupart des catégories. Et la situation ne fait qu'empirer puisque les investisseurs qui sont tentés de ramasser du papier réclament aujourd'hui une rentabilité de l'ordre de 9 %, ce qui implique une nouvelle baisse de la valeur des parts.

L'urgence progressive d'un marché de gré à gré, déjà anticipée par quelques sociétés, va jouer comme une aubaine pour les investisseurs, qui vont pouvoir acheter des parts à prix cassés, et donc profiter d'une rentabilité locative élevée tout en pariant, à terme, sur les plus-values liées à un retournement du marché immobilier. Mais elle aura aussi de quoi laisser amers tous ceux qui, dans les années 80, avaient souscrit à ce que l'on présentait alors comme un placement sans surprise et bien adapté à la préparation financière de la retraite.

A cet égard, les actions de mécontentement, comme celle actuellement menée par Démimor, société spécialisée dans la défense des intérêts des minoritaires, à l'encontre d'une des SCPI gérée par le Crédit agricole (Le Monde des 9 et 10 juin), pourraient bien faire tache d'huile.

Arnaud de Fréminville

RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

Admissibilité
17 juin : ENSAI
19 juin : Mines Ponts (2^e série) EDHEC
Admission
17 juin : ESLSA

3615 LEMONDE

223 Fin

CM GARANTIE PEA

Fonds Commun de Placement

La Sécurité dans l'Action

3 AVANTAGES À L'ÉCHÉANCE

UN CAPITAL MAJORÉ DE 55 % DE LA PROGRESSION DU CAC 40
calculée sur la moyenne des indices trimestriels.

UN CAPITAL AU MOINS ÉGAL À 119,75 %
de l'investissement initial (hors droits d'entrée).
soit un rendement annuel capitalisé de 3,50 % minimum.

L'EXONÉRATION FISCALE DANS LE CADRE DU PEA

Souscriptions du 10 juin au 6 juillet 1996
Tous renseignements auprès des agences du CRÉDIT MUTUEL

Crédit Mutuel
FINANCE

Agrément de la COB
en date du 04.06.96

TROEN

Les investisseurs étrangers désertent le marché obligataire français

Selon les statistiques de la balance des paiements, les opérateurs non résidents ont vendu 102 milliards de francs d'obligations françaises au premier trimestre

Les investisseurs étrangers ont vendu au premier trimestre des quantités très importantes d'obligations françaises. Les retraits se sont élevés à 102 milliards de francs. Malgré cette hémorragie de capitaux, le marché parvient à

résister à la remontée des taux d'intérêt à long terme aux États-Unis. Il continue aussi à s'apprécier à l'égard de son homologue allemand, pénalisé par le statu quo monétaire décidé par la Bundesbank. La banque cen-

trale allemande a choisi, jeudi 13 juin, de ne pas baisser le taux de ses prises en pension hebdomadaire. Le deutschemark en est sorti renforcé. Les emprunts d'État français sont soutenus par les achats des investisseurs do-

monestiques et notamment des compagnies d'assurance-vie. La « nationalisation » du marché obligataire français a pour avantage de réduire sa volatilité et de diminuer sa sensibilité aux chocs externes.

LES APPARENCES sont parfois trompeuses sur les marchés financiers. Depuis plusieurs mois, les obligations françaises affichent une santé de fer. Elles ont bien résisté au mini-crash obligataire américain et à l'essoufflement de l'économie française.

Symbole de cette vigueur, l'écart de rendement entre les obligations assimilables du Trésor (OAT) à dix ans et les emprunts d'État allemands de même échéance, qui s'inscrivait à 1 % fin octobre, est aujourd'hui revenu à 1 niveau proche de zéro. Vendredi 14 juin, il s'établissait même à 1,07 % (6,59 % en France, 6,66 % Allemagne).

Certains analystes en avaient déduit que le marché obligataire français – et à travers lui la politique économique et financière du gouvernement – avait retrouvé, depuis début de l'année, la confiance des lieux financiers internationaux. Les statistiques de la balance des paiements au premier trimestre, publiées vendredi 14 juin, démontrent qu'il n'en est rien. Elles indiquent que les investisseurs étrangers ont vendu au cours de cette période des obligations françaises pour 102 milliards de francs en total dont 91,138 milliards pour les seuls emprunts d'État. Plus, les ventes sont allées à un rythme croissant : 50,016 milliards de francs en mars, contre 29,573 milliards en février et

22,345 milliards en janvier. L'hémorragie apparaît plus spectaculaire encore lorsqu'on sait qu'en 1995, année très mouvementée pour les marchés financiers français en raison de l'élection présidentielle, les opérateurs non résidents avaient acquis 13,615 milliards de francs d'obligations françaises.

Ces reversissements de tendance spectaculaires constituent une surprise. Les établissements spécialisés en valeurs du Trésor (SVT), chargés d'animer le marché de la dette publique, avaient certes ob-

servé que les gérants étrangers, notamment américains, manifestaient peu d'intérêt, depuis le début de l'année, pour les titres français. Pour autant, personne n'avait envisagé qu'ils opéreraient des retraits si considérables.

Ces chiffres signifient que le marché obligataire français a été porté à bout de bras, depuis le 1^{er} janvier, par les investisseurs domestiques. La collecte sur les contrats d'assurance-vie, gros acheteurs de valeurs du Trésor, a atteint 133 milliards de francs au cours du premier trimestre, en progression de 27,8 % par rapport à la même période de 1995. Les banques françaises ont également acquis des montants élevés d'obligations afin d'adosser les plans d'épargne-logement et d'épargne populaire, qui ont vu leur encours augmenter très sensiblement au cours des cinq premiers mois de l'année (40 milliards de francs). L'abondance d'épargne longue a ainsi protégé le marché obligataire français de la débâcle.

Le marché des emprunts allemands, qui a lui aussi subi des sorties massives de capitaux étrangers, n'a pas eu la chance de bénéficier d'une demande aussi forte de la part des investisseurs nationaux. Cette différence suffit à expliquer la réduction de l'écart de rendement à long terme entre la France et l'Allemagne.

Le départ des investisseurs étrangers peut a priori paraître très inquiétant. Il tend à démontrer, même si l'on prend en compte la cherté relative du marché obligataire français, que la politique économique du gouvernement français, contrai-

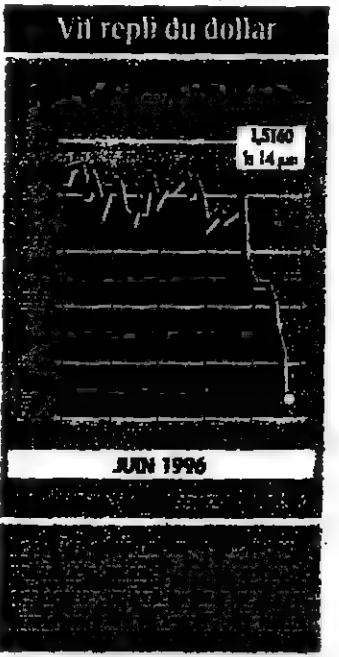
nement à ce qu'on avait pu penser, n'inspire guère confiance à New York, Singapour ou Tokyo.

Les gestionnaires de fonds continuent à donner de la capacité de la France à engager les réformes de structure de son économie, à diminuer le poids de ses prélèvements obligatoires, à réduire le rôle de l'État et à assainir ses finances publiques. A cet égard, l'annonce, cette semaine, d'un dérapage du déficit prévisionnel du régime général de la Sécurité sociale en 1996 (48,6 milliards de francs contre 16,6 prévus) et du plan de restructuration de la SNCF, qui prévoit un engagement financier supplémentaire de l'État, n'est pas de nature à les rassurer.

Certains économistes font toutefois une lecture optimiste des statistiques de la balance des paiements au premier trimestre. Selon eux, le fait que les obligations françaises aient pu parfaitement résister à pareille hémorragie de capitaux constitue plutôt une bonne nou-

velle. Ils estiment que les opérateurs étrangers ne pourront pas continuer à les vendre au même rythme qu'ils l'ont fait au premier trimestre. Cela donne aux emprunts français un potentiel d'appréciation considérable. Ils ajoutent que la « nationalisation » du marché obligataire français – la part de la dette publique détenue par les investisseurs étrangers, qui s'établissait à 35 % fin 1993, est revenue aujourd'hui à un niveau de 14 %, contre 30 % en Allemagne – aura pour conséquence positive de diminuer sa volatilité et de réduire sa sensibilité aux chocs externes. Un atout appréciable quand le marché des emprunts d'État américains continue à se déprécier (le rendement du titre à trente ans est monté cette semaine jusqu'à 7,20 %, pour tomber vendredi à 7,14 %) et que les obligations allemandes souffrent de l'immobilisme de la Bundesbank.

Pierre-Antoine Delhommeau



Nervosité sur les changes

Les marchés de changes ont montré une grande nervosité, vendredi 14 juin. Le dollar s'est brutalement replié : il est passé de 1,5360 à 1,5160 franc, de 109,30 à 107,80 yens et de 5,2110 à 5,1480 francs avant de se redresser légèrement en fin de soirée (1,5240 mark, 108,40 yens et 5,1731 francs). Le statu quo monétaire décidé la veille par la Bundesbank – qui a laissé inchangé, à 3,30 %, le taux de ses prises en pension (Repo) – a été à l'origine de ce mouvement.

Le franc a cédé du terrain face à la monnaie allemande, à 3,3950 francs pour 1 mark. La lire a reculé, à 1015 lire pour 1 mark. La devise italienne a été pénalisée par les déclarations de l'ancien chancelier de l'échiquier britannique, affirmant que la Bundesbank fera tout pour s'opposer à l'entrée « des pays du Club Méd » dans la zone monétaire européenne unique.

Marché international des capitaux : premiers effets de l'obstruction britannique

L'OBSTRUCTION britannique à l'intérieur de l'Union européenne, due à l'affaire de la « vache folle », vient de produire ses premiers effets sur le marché international des capitaux. Vold que la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) se soit vue empêchée de conclure deux emprunts prévus de longue date et qui devaient servir à financer des projets industriels en Autriche et au Portugal.

Les opérations devaient se monter respectivement à 1 milliard de schillings et 15 milliards d'écus pour des durées de six ans. Tout était prêt. Il ne manquait plus que l'autorisation formelle des Quinze, qui n'a pas été accordée car Londres bloque actuellement toute décision au sein de l'Europe communautaire.

Pour l'heure, les conséquences du veto britannique n'affectent que la seule CECA. Euratom, la deuxième communauté, n'a aucun emprunt à son programme. Quant à la troisième, la Communauté européenne (l'ancienne CEE), elle y a échappé de justesse. Elle s'apprête à lever en plusieurs étapes quelque 200 millions d'écus pour les prêter à l'Ukraine. Son plan a été approuvé avant que le gouvernement de M. Major n'applique sa nouvelle politique.

Parallèlement, les nombreux emprunts qui figurent au calendrier de ces prochains jours et qui, heureusement, ne dépendent pas du bon vouloir des Anglais, celui de la Banque nationale de Hongrie promet de retenir l'attention. Il atteindra 500 millions de dollars pour une durée de cinq ans et sera proposé en même temps aux investisseurs du monde entier.

RENDREMENT DES EMPRUNTS HONGROIS. Ce sera une opération de type planétaire, construite de façon à effacer les barrières qui séparent d'habitude les différents compartiments du marché international, celui de New York et celui des euro-obligations, auquel les investisseurs américains n'ont pas directement accès.

La formule retenue devrait permettre de réconcilier les avis qui différaient beaucoup de part et d'autre de l'Atlantique quant au rendement des emprunts hongrois. Jusqu'à présent, la signature de la Banque nationale de Hongrie était nettement plus appréciée en Europe qu'en Amérique, où il lui fallait verser un intérêt élevé. La rémunération qu'elle entend servir sur son prochain emprunt sera certes

un peu supérieure à celle dont elle aurait à s'acquitter si elle se présentait sur le marché mais bien plus faible que celle de ses précédentes transactions purement américaines.

D'une façon générale, la semaine passée a confirmé les tendances qui se dégagent depuis le début du mois. La préférence est allée aux emprunts libellés en dollars. La hausse des taux d'intérêt a encore ravivé l'appétit des épargnants, permettant à plusieurs emprunteurs de se procurer des ressources à un coût inférieur à celui du rendement des fonds d'État américains. C'est ce qu'on fait la Banque mondiale, par l'intermédiaire de la Société générale, et l'Electricité de France, qui avait confié son opération à deux banques, la BNP et CS First Boston, un établissement du groupe du Crédit suisse.

Les deux emprunts viendront à échéance à la fin de 1998. Celui de l'organisation supranationale est assorti d'un coupon de 6,25 % et le taux nominal de celui de l'entreprise française est de 6,325 %. Ce sont de véritables euro-obligations, ce qui, d'une façon pratique, revient à dire que ce sont des titres au porteur.

Les deux emprunteurs ont conclu des

contrats d'échange avec leurs banques de façon à disposer des fonds sous une autre forme. La Banque mondiale les obtiendra en dollars, mais à taux variable, et EDF en yens à taux variable également. Les rémunérations associées au yen sont très basses : les taux à court terme qui servent de référence aux opérations à taux variable étaient proches de 0,5 % ces derniers jours.

Parmi les autres débiteurs français, le Crédit local a été le plus actif. Il a émis quatre emprunts internationaux la semaine passée, dont le plus discret, une émission de 2 milliards de francs belges, est en fait le plus important. Il a été souscrit par un seul investisseur, le Crédit communal de Belgique, qui dispose dans son pays d'un grand réseau et donc d'un volume de dépôts élevé. Les deux établissements sont très proches l'un de l'autre et sont en train de resserrer leurs liens. Dans quelques mois la société française pourra bénéficier de transferts de trésorerie de la part de son partenaire belge, si bien qu'elle aura moins à emprunter sur le marché. C'est dans cette perspective que s'inscrit sa transaction en francs belges.

Christophe Vetter

Carole Petit

Wall Street continue d'inquiéter les places européennes

PRESCQUE PARADOXALEMENT, la meilleure performance hebdomadaire est affichée cette semaine par la Bourse de Tokyo, qui termine la période à son plus haut niveau de l'année à 22.289,39 points, soit une progression de 2,47 %. Paradoxalement, car la place nipponne n'a abrité que des pertes colossales (plus de 9 milliards de francs) enregistrées sur le marché du cuivre par la grande maison de commerce japonaise Sumitomo Corp. Selon un analyste de Yamachii, l'affaire ne devait pas affecter le cours de l'action Sumitomo, qui a été suspendu vendredi et dont la cotation ne devait reprendre que lundi.

Selon les observateurs, les investisseurs domestiques ont décidé de vendre le marché en le poussant à la hausse, encouragés par le maintien d'une politique monétaire souple au Japon. Les investisseurs étrangers ont poursuivi leurs achats, notamment, dans les valeurs automobiles exportatrices et

dans les valeurs électriques, créant ainsi « les conditions d'un marché où tous les participants peuvent négocier à la hausse », a expliqué un opérateur.

Wall Street a pratiquement perdu cette semaine ses gains de la période précédente, en raison de liquidations dans le secteur de la haute technologie mais surtout d'un bond des taux d'intérêt sur le marché obligataire. L'indice Dow Jones a terminé vendredi à 5.649,45 points, en baisse de 47,66 points, soit un recul de 0,84 % en cinq séances.

Les taux d'intérêt à long terme ont grimpé en semaine jusqu'à 7,19 %, leur plus haut niveau depuis treize mois, avant de retomber vendredi grâce à une correction technique. Les opérateurs boursiers sont restés sur la défensive, en raison de l'envolée des revenus sur les investissements à rendement fixe et des inquiétudes sur la performance financière des sociétés spécialisées dans la haute technologie.

Selon Bill Meenan de Prudential Securities, l'évolution de la grande Bourse new-yorkaise dépendra en grande partie de celle du marché obligataire. Une stabilisation de ce dernier aurait certainement un impact positif sur Wall Street. Mais les gérants de portefeuilles ont du mal actuellement à prévoir l'orientation du marché boursier, à l'approche des expirations trimestrielles d'options sur des actions et des indices boursiers (« journée des trois sorcières ») le 21 juin.

PROGRESSION A LONDRES

En Europe, la Bourse de Londres caracole loin devant les autres places. A l'image de la Bourse de Paris, le Stock Exchange a connu une semaine en deux temps caractérisée par une nette hausse au cours des trois premières séances, et un recul jeudi et vendredi. Globalement, l'indice Footsie des cent principales valeurs a gagné un terrain appréciable, finissant à 3.753,6 points, contre 3.706,8 points

le vendredi 7 juin, soit une hausse de 1,26 %.

Cette progression reflète une série d'indices flatteurs pour l'économie britannique, publiés tout au long de la semaine. Les prix de gros et les prix à la consommation ont montré que la Grande-Bretagne subissait actuellement très peu de pressions inflationnistes, et ont justifié a posteriori la décision, prise la semaine précédente, par le chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, de réduire le taux d'intérêt directeur de la Banque d'Angleterre d'un quart de point à 5,75 %.

De plus, le chômage a encore baissé, même si l'emploi manufacturier a subi un sérieux revers, avec la suppression de 18 000 postes de travail. Dans ces conditions, M. Clarke a pu se permettre, jeudi soir, de préparer les marchés à une révision à la baisse des prévisions de croissance pour l'économie britannique cette année. Celle-ci devait se situer entre 2 et 3 %, contre 3 % pour la précédente estimation.

La semaine a été marquée par des informations importantes pour des sociétés de la cote, comme British Airways, qui a annoncé son alliance avec American Airlines, ou Granada qui a publié ses premiers résultats semestriels, montrant que l'absorption de Forte s'effectuait sans trop de difficultés. British Airways a gagné 1,46 % à 557 pence et Granada, 3,56 % à 844 pence.

De ce côté de la Manche, la Bourse de Paris a gagné quelques fractions. L'indice CAC 40 a terminé la semaine à 2.111,78 points, progressant de 0,48 % sur son cours de vendredi dernier. Après avoir gagné 1,7 % au cours des deux premières séances, l'indice CAC 40 a marqué le pas mercredi à la veille de la réunion du conseil bimensuel de la Bundesbank. Après le statu quo de la banque centrale allemande jeudi, certains anticipent maintenant une remontée des taux courts allemands d'ici à la fin de l'année (le chiffre de 50 points de base est évoqué), anticipations qui ont pesé sur

MATIÈRES PREMIÈRES

Krach sur le cuivre



LES COURS du cuivre continuent de s'effondrer. Malmé depuis début juin, le métal rouge a encore plongé le 14 juin sur le London Metal Exchange, lorsque le groupe japonais Sumitomo Corp. a annoncé une perte record d'un mois 1,8 milliard de dollars (9,3 milliards de francs) due à des transactions illégales d'un de ses opérateurs sur le marché du cuivre (Le Monde du 15 juin, lire aussi page 14). Après les assurances données par le président de Sumitomo de ne pas liquider les positions du groupe, la nervosité des opérateurs du LME s'est un peu dissipée. Les prix ont continué à baisser et s'affaiblissent, vendredi en milieu de séance, à 2.150 dollars par tonne au comptant et à 2.045 dollars à trois mois (contre respectivement 2.315 et 2.180 dollars à la clôture de la veille).

Les industriels du cuivre ne partagent pas l'inquiétude des négociants et des spéculateurs qui opèrent sur le LME. Voilà longtemps, observait l'un d'eux, que les industriels interrogeaient les amortis du LME sur la qualité de son contrôle du marché. Ils tiennent enfin la preuve que celui-ci n'est pas « un modèle ». Satisfaction d'un côté mais impuissance de l'autre, car ils n'ont pas d'autre alternative que le LME : « Les industriels ne peuvent que se plaindre », note ce professionnel. Si les événements qui surviennent sur le marché londonien ne bouleversent pas directement l'industrie, un responsable de la société Tréfileries métalliques émettait quand même l'espoir que « cette énorme affaire remettrait de l'ordre dans le marché du cuivre », que celui-ci redevenne un marché de consommation. « Il ne serait peut-être plus sensible à ces mouvements de spéculation qui le déséquilibrent. » Dans l'immédiat, les prix dépendront de la position de Sumitomo. Si le groupe procède à des ventes massives, ils baisseront encore. Dans le cas contraire, le marché devrait doucement se rétablir. Il devra sans doute se mettre au repos forcé après le choc des deux crises successives qui lui ont fait perdre 25 % de sa valeur.

TOKYO	NEW YORK	PARIS	LONDRES	FRANCFORT
↑ + 2,47%	↓ - 0,84%	↑ + 0,48%	↑ + 1,26%	↓ - 0,34%
INDICE NIKKEI	DOW JONES	CAC 40	FT 100	DAX 30

les marchés de taux européens et qui ont contribué à l'affaiblissement du dollar.

Au cours des deux dernières semaines, la Bourse de Paris a perdu 1,2 %. L'approche des élections russes, dont le premier tour se déroule dimanche, a également limité les initiatives et pesé sur la cote. Enfin des intervenants notent que malgré le caractère rassurant des derniers indicateurs américains en ce qui concerne les tensions inflationnistes, Wall Street fait du surplace, ce qui pourrait préfigurer une correction prochaine.

Seule place européenne à avoir gagné du terrain, huit jours plus tôt, Francfort est la seule à en perdre cette semaine, craignant également une correction à Wall Street. L'indice DAX des trente valeurs vendues a cédé 0,34 % après une semaine en dents de scie. Il a terminé la séance vendredi à 2.548,83 points.

R. Bn

SPORTS

18 / LE MONDE / DIMANCHE 16 - LUNDI 17 JUIN 1996

AUJOURD'HUI

SPORTS

FOOTBALL La première surprise du championnat d'Europe a eu lieu vendredi 14 juin à Liverpool. Les Italiens, déboussolés par les changements effectués par leur entraîneur et

l'expulsion de Luigi Apolloni, ont été vaincus par les joueurs de la République tchèque qui s'offre ainsi sa plus belle performance sportive depuis sa naissance. ● LES ITALIENS devront

battre les Allemands, mercredi 19 juin, dans le match au sommet du groupe C, pour accéder en quarts de finale. ● LA TURQUIE est la deuxième équipe éliminée de l'Euro, avec la Rou-

manie, après sa défaite (1-0) face au Portugal, qui prend provisoirement la tête du groupe D. ● APRÈS FRANCE, ESPAGNE et Angleterre-Ecosse, samedi 15 juin, les derniers matches de cette

deuxième série devaient avoir lieu dimanche 16. Ce sont Allemagne-Russie (groupe C, 16 heures, TF 1) à Manchester et Danemark-Croatie (groupe D, 19 heures, France 2) à Sheffield.

Les Tchèques ont profité d'un relâchement inattendu des Italiens

Désorganisée par les changements dans son équipe-type et l'expulsion d'un défenseur, la Squadra azzurra a dû s'incliner (2-1). Elle devra battre l'Allemagne dans le match au sommet du « groupe de la mort » pour se qualifier

LIVERPOOL

de notre envoyé spécial
A la mi-temps, les supporters tchèques ont commencé à immortaliser ces instants particuliers. Ils ont sorti de menus appareils photo et se sont tiré le portrait, par groupes. Ils se sont serrés dans le cadre, bariolés aux couleurs nationales, l'écharpe tendue au-dessus de la tête, comme un étendard. D'autres, qui avaient sans doute mieux négocié le virage de l'Europe centrale vers l'économie libérale, multipliaient, avec de superbes caméscopes, les travellings nau-



EURO 96

seurs sur les tribunes. La République tchèque menait contre l'Italie. Il y avait du jour de gloire dans l'air. Mais la seconde période promettait d'être oppressante. On ne savait trop dans quel état on en sortirait. Mieux valait donc songer à la postérité tout de suite. La photo serait belle sur un coin de chemise. Elle aiderait à passer l'hiver. On imagine la dédi-

cace au dos, appelée à traverser le temps : « République tchèque-Italie (2-1), 14 juin 1996, Anfield Road, Liverpool, j'y étais. »

Le pays a réalisé, par une soirée anglaise empreinte d'une douceur printanière, le plus bel exploit sportif de sa jeune existence. Depuis trois ans qu'elle s'est séparée de la Slovaquie, depuis deux ans qu'elle joue seule au football (hors des éliminatoires de la Coupe du monde 1994, il n'y avait encore qu'une seule équipe, baptisée « Représentation des Tchèques et des Slovaques »), la nouvelle République ne peut prétendre à aucun droit de succession sur les succès sportifs de la Tchécoslovaquie. Un palmarès est indivisible, contrairement à un territoire. Depuis le divorce, aucun des deux États ne peut exiger les trophées remportés par l'ancienne entité. Si la population s'est partagée entre les deux nationalités, les coupes, elles, sont devenues apatrides.

La performance contre l'Italie est donc une première à conserver sur pelouse. Dusan Uhrin, le sélectionneur tchèque, né en Slovaquie, n'affichait pourtant guère d'enthousiasme après cette victoire historique. Il exhalait la même embarras que Droopy pour énoncer sa satisfaction. « Vous savez, je suis content », pourrait être une traduction à peine déformée de ses propos en tchèque. Sans doute essayait-il de comprendre, comme tout le monde, pourquoi l'adversaire avait offert ce match à son équipe. Arrigo Sacchi, son alter ego italien, était incapable de lui donner un début de solution. « Je n'ai pas reconnu mon équipe, surtout en première mi-temps », expliquait-il.

BRAS EN CROIX
Le football engagé mais frustré des Tchèques aurait dû convenir à merveille à la Squadra azzurra. Les joueurs de la péninsule n'ont, en principe, pas leur pareil pour embêter l'adversaire, par des dispositions tactiques aussi compliquées qu'un nœud de marin, leurs opposants jusqu'à ce qu'ils soient incapables de faire un mouvement. Contre les grandes balles à l'emporte-pièce était pour eux un exercice enfantin, un cas d'école. Encore fallait-il y mettre quelque conviction. Or les Italiens, peut-être trop sûrs de leur

supériorité, ont connu un coupable relâchement.

Cette indolence, caractérisée par une absence totale de pressing, allait se matérialiser très vite au tableau d'affichage. A la cinquante-minute, le centre de la droite de Karel Poborski provoqua le plus total désintérêt des défenseurs. Pavel Nedved fit moins le blasé, amortit de la poitrine au point de penalty et trompa Angelo Peruzzi de l'extérieur du pied droit. Le public était à peine assis qu'on lui demandait déjà de se lever pour applaudir.

Des supporters italiens qui assuraient l'ambiance déguisés en jeunes pages vénitiens commen-

çaient à flotter dans leurs poulaines. Ils se rassurèrent à peine quand une contre-attaque combinée entre Diego Fuser et Enrico Chiesa sur le flanc droit s'acheva par un centre du premier et une reprise victorieuse du second (19'). L'Italie restera toujours l'Italie, pouvait-on se dire alors, efficace jusqu'au cynisme, capable de gagner même lorsqu'elle n'a pas envie de jouer. La demi-heure de jeu allait démolir ces truismes, en deux temps. L'expulsion de Luigi Apolloni (28') pour un deuxième avertissement ajoutait d'abord un handicap supplémentaire à une équipe victime d'un ne sait quel effet émollient.

Pour preuve, six minutes plus tard, ce nouveau centre venu du même endroit ou presque, œuvre de Pavel Kulka cette fois, qui ne trouva toujours pas preneur chez les défenseurs. Radek Bejbl, à son tour, ne joua pas la mijaurée et repartit superbement d'une volée du droit, toujours au point de penalty. En deux fautes professionnelles, la Squadra azzurra se trouvait plongée dans le malheur.

Les efforts désordonnés de la seconde mi-temps, les remplacements et les ajustements tactiques d'Arrigo Sacchi n'y changeront rien. Les montées du capitaine Paolo Maldini - qui se voyait étreindre autrement sa solennité-dixième cape, à vingt-sept ans seulement - étaient autant de vaines supplices à ses coéquipiers pour qu'ils se réveillent. Quand, dans les arêts de jeu, Pierluigi Casiraghi manqua une dernière frappe, seul devant le gardien, six joueurs s'écroulèrent de désespoir, allongés sur la pelouse les bras en croix, comme en colapsus. Alors revint en mémoire le surnom de ce groupe C : le groupe de la mort.

Benoît Hopquin

Le Portugal a besoin d'interimaires pour combler ses absences en attaque

NOTTINGHAM

de notre envoyé spécial
Fernando Couto a fini par s'en mêler. Il n'avait pas le choix. Le décompte des minutes rapprochait un peu plus son équipe d'un horrible match nul. Dans son incapacité à battre la Turquie, le Portugal jouait avec le feu de l'élimination, jonglait maladroitement avec son rêve d'être la révélation du tournoi. Une sorte de nouveau Danemark, proclamé au sud de l'Europe.

Pour y croire encore, il fallait marquer. Fernando Couto a donc abandonné le cadre familier de l'arrière-garde du jeu. Il a risqué sa longue chevelure noire et frisée au danger des avant-postes. Là-bas, le Portugal avait besoin de lui. La suite, il la raconte : « Tout s'est pas-

sé très vite. Le ballon est bien venu dans mes pieds, j'ai décidé de frapper de toutes mes forces dans le coin gauche ». Au bout de ce tir, il y avait un but, la victoire, le soulagement de toute une équipe. Et l'élimination de la Turquie, deux fois vaincue dans ce groupe D. Oliveira, l'entraîneur, avait enfin découvert un attaquant. Et, méchante ironie du football, c'était son meilleur défenseur.

Attaquant, défenseur, il ne s'est pas posé la question. A la seconde décisive où le cuir du soulier malmené celui du ballon, il n'avait ressenti aucune hésitation. Aucun de ces remords de la dernière seconde qui avaient paralysé jusque-là les hommes du métier, ses compatriotes armés du dossier d'avant-centre ou d'ailier.

Étrange équipe du Portugal, aux joueurs si brillants et si peu efficaces. Leur technique exceptionnelle devrait leur valoir licence pour réussir l'impossible. Mais, à l'orée de la surface de réparation, les Joao Pinto, Sa Pinto ou autres Cadete perdent le sens du but. Ils hésitent, ils tergiversent. Finissent par préférer la joie douteuse d'une passe de trop à celle du tir franc et massif, à la Fernando Couto.

Le malaise est apparu dès le premier match de l'Euro, contre le Danemark, une partie sans vainqueur résumée par une brassée d'occasions et un seul but. Le match contre la Turquie n'a pas donné

l'espoir d'une réelle amélioration. Sur la pelouse du City Ground, les symptômes étaient les mêmes, comme un écho lancinant des propos d'Eusebio, l'ancien grand joueur portugais. Dans l'un de ces diagnostics sans pitié de vieille gloire du football, celui-ci s'était inquiété de l'absence d'un buteur véritable dans l'équipe. Plusieurs joueurs avaient même renchéri, mettant sur le compte de ce déficit la limite imposée à leur ambition. C'était eux que l'on entendait, plus que les propos éphémères de Bobby Robson, l'ancien entraîneur anglais du FC Porto. Vendredi 14 juin, il se contentait d'attribuer les mésaventures des attaquants portugais à « l'incroyable amélioration de tous les défenseurs d'Europe ».

ADOLESCENTS EN FÊTE
Le mal a sans doute une origine plus ancienne. Depuis une bonne dizaine d'années, les trois grands clubs portugais - Porto, Benfica et le Sporting de Lisbonne - et la fédération ont multiplié les efforts de formation pour redonner souffle à un football en panne depuis la demi-finale du championnat d'Europe des Nations de 1984, perdue face à la France. Les juniors ont connu deux fois (en 1989 et en 1991) la consécration mondiale. Une majorité de l'équipe actuelle puise aux sources de ces deux belles histoires d'adolescents gâtés par le sort et les dons. Rui Costa,

Paolo Sousa et Fernando Couto, les meilleurs, ont même connu la bonne affaire d'un transfert vers les grands clubs italiens.

Dans leurs efforts d'excellence, tous ont pourtant oublié de cultiver la race des chasseurs de buts. La génération dorée abonde en milieu de terrain créatifs, en passeurs surtout, et elle est pauvre en avant-centres. « Dans notre championnat, il n'y a pas de tradition à ce poste », explique un journaliste portugais du quotidien sportif A Bola. Les clubs préfèrent s'offrir les services d'Anglais ou de Brésiliens naturalisés, voire d'étrangers, comme le Bulgare Emil Kostadinov, qui a bien réussi chez nous.

La sélection doit s'accommoder de ce manque. Les Portugais espèrent que leur vitesse et leur technique suffiront à tournerbuler les adversaires, à marquer quel qu'il arrive. Même contre les plus forts. A charge pour les attaquants de retrouver leur âme. Oliveira, l'entraîneur, promet de redoubler d'efforts pour débarrasser ses joueurs de leur mal-être devant le but. Car Fernando Couto, meilleur joueur et meilleur défenseur de ce Portugal-turque, n'a sans doute pas l'intention de devenir avant-centre. L'équipe portugaise sait quelle ne pourra pas toujours compter sur lui. Elle promet de se chercher d'autres sauveurs.

Pascal Coaux

Les Bulls de Chicago à nouveau battus en finale de la NBA

LES SUPERSONICS de Seattle ont battu les Bulls de Chicago (89-78), vendredi 14 juin, devant leur public survolté, dans la cinquième manche du championnat professionnel de basket-ball nord-américain (NBA). Après cette deuxième défaite, les Bulls ne restent plus que 3-2 dans une série qui leur semblait promise sans difficulté après leurs trois premiers succès, et qui sera remportée par la première équipe à atteindre quatre points. Pour obtenir cette quatrième victoire, synonyme d'un quatrième titre en NBA, les équipes de Michael Jordan ont l'avantage de jouer les derniers matches à domicile, la sixième manche ayant lieu dimanche 16 juin.

C'est seulement la deuxième fois au cours de leur saison-record que les Bulls perdent deux matches d'affilée, après leurs échecs à Denver et Phoenix les 4 et 6 février. Vendredi soir, ils ont notamment manqué une série de vingt tentatives à trois points, jusqu'à la réussite de Scottie Pippen, à moins de trois minutes de la fin. Michael Jordan, qui laissait envisager une réaction d'orgueil après la première défaite, ne put une fois de plus se débiter de la défense adverse, pour se contenter de 26 points, plus mauvais total en finale pour le meilleur marqueur de la saison. - (APR)

■ DOPAGE : la participation à l'heptathlon des sélections olympiques américaines d'athlétisme de Gea Johnson, suspendue pour quatre ans pour dopage aux anabolisants, mais réhabilitée par un tribunal civil de l'Arizona, n'aura aucune conséquence pour les athlètes qui l'affronteront et qui risquent la disqualification, a décidé le conseil de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), vendredi 14 juin. L'IAAF, qui ne pouvait s'opposer à cette décision de justice, a ainsi tenu compte d'une pétition des athlètes américains, dont la championne olympique de la spécialité, Jackie Joyner-Kersey, lui demandant d'assouplir exceptionnellement sa position. - (APR)

■ Le docteur Christian Bénédix, président de la Société française de médecine du sport, a déclaré, vendredi 14 juin, que « presque tous les participants à la finale de 100 m messieurs des Jeux d'Atlanta seront shoas ». « Le cyclisme, l'athlétisme et l'haltérophilie sont gagnés par les anabolisants, les hormones », a-t-il ajouté dans un entretien à La Gazette de Montpellier.

COMMUNICATION

Robert Namias souhaite réformer la rédaction de TF1

Le nouveau directeur de l'information devrait favoriser les synergies entre la Une et sa filiale LCI

ALORS QUE les chaînes de l'audiovisuel public vivent à l'heure du renouvellement de leurs directions, TF1 n'a pas voulu être absente des grands changements printaniers. La Une a annoncé, vendredi 14 juin, la nomination de Robert Namias à la direction de l'information en remplacement de Gérard Carreyrou, qui devient « directeur à la direction générale » de la chaîne privée. Il continuera, selon la Une, à « assurer à l'antenne de TF1 et LCI les commentaires et les analyses des grands événements de politique nationale et internationale ».

Les deux hommes se connaissent depuis longtemps. Ils ont travaillé ensemble à Europe 1, avant de rejoindre TF1. Gérard Carreyrou est entré sur la Une en 1988, quelques mois après sa privatisation. Robert Namias l'avait précédé, en 1986,

Depuis 1992, il était directeur de la rédaction de la chaîne.

Aujourd'hui, la direction de TF1 lui demande de « réformer en profondeur la rédaction pour qu'elle fonctionne différemment ». A lui d'imaginer un projet qui sera applicable à la rentrée. Sans trop de précisions, Robert Namias a annoncé, vendredi 14 juin, des mouvements au sein de la rédaction. « Une mauvaise organisation est parfois très sclérosante », a expliqué le directeur de l'information. « J'ai envie de donner un peu d'air, et j'ai l'intention de faire monter en première ligne une nouvelle génération de « sabras » de la rédaction, qui occuperont des postes de responsabilité ».

Pourtant, selon Robert Namias, cette réforme sera menée « en totale concertation » avec la rédaction. Le directeur de l'information devrait commencer, lundi 17 juin, à

rencontrer les quelque 200 journalistes de TF1. Dans une quinzaine de jours, il va présenter son projet complet avec Patrick Poirer d'Arvor, Claire Chazal et Jean-Pierre Pernoux, les présentateurs des journaux de 20 heures et de 13 heures.

LE CARREFOUR DE 20 HEURES

Ces carrefours stratégiques de la grille de TF1 seront l'objet de toutes les attentions de Robert Namias. « Il y a dix ans que le journal de TF1 connaît un succès continu face à ses concurrents, assure-t-il. C'est vrai qu'il y a un fléchissement global des journaux télévisés de 20 heures, il faut essayer de comprendre pourquoi, et sans doute proposer des contenus plus en phase avec ce qui intéresse les gens. »

Au moment de l'éviction « à l'amiable », pour trois mois, de PPDA de son fauteuil du 20 heures,

après l'arrêt de la cour d'appel de Lyon (Le Monde du 13 janvier), la baisse d'audience des journaux de TF1 avait conduit la chaîne à engager une réflexion approfondie sur le journal du soir.

Désormais « rien n'est tabou » à TF1 et la « forme globale » du journal pourrait être modifiée. Mais, plus que le 20 heures, la réforme prônée par Robert Namias semble répondre à d'autres objectifs. Il s'agit de favoriser une véritable synergie entre les rédactions de TF1 et de sa filiale, la chaîne d'information en continu LCI.

Pour mieux utiliser les images tournées par les différentes équipes ou pour ne pas retrouver simultanément des envoyés spéciaux de TF1 et de LCI sur le même événement, une réforme s'imposait. Pour Robert Namias, l'objectif est « d'améliorer la qualité et d'im-

proposer une information pour TF1 et LCI et peut-être le numérique plus tard ». Une « évolution considérable » devrait donc avoir lieu dans les quatre ou cinq ans à venir, a-t-il ajouté.

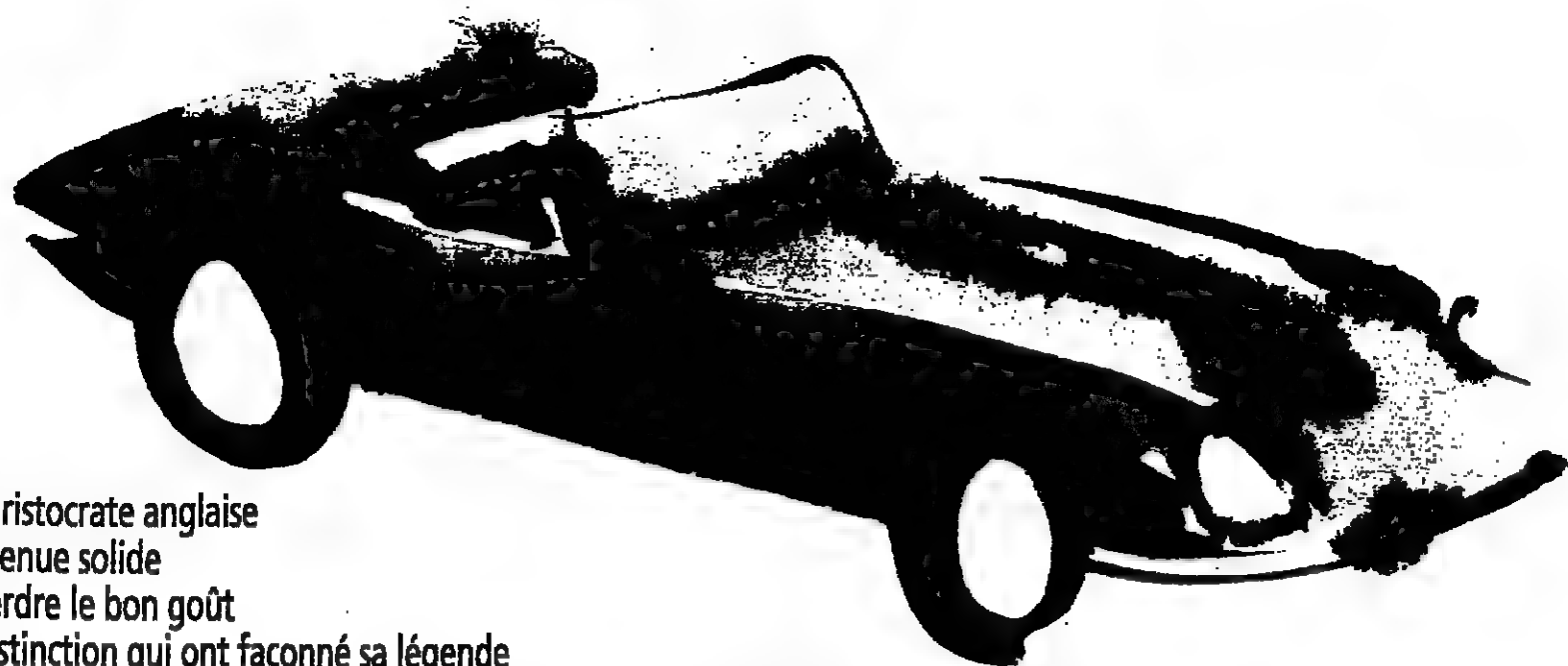
Toutefois, « il n'y aura pas, pour l'instant, de regroupement des rédactions de TF1 et LCI », auraient déclaré, vendredi, les représentants de la société des journalistes de TF1 à l'issue d'une réunion avec Patrick Le Lay, PDG, et Etienne Mougeotte, vice-PDG de la chaîne privée. Pour des journalistes, le remplacement de Gérard Carreyrou « est une surprise sans être une surprise ». La rédaction ne semble pas mécontente de la nomination de Robert Namias. « Nous connaissons ses points faibles et ses points forts », précise une journaliste.

Guy Duthell

■ NUMÉRIQUE : il y aura de nouveaux « mouvements » parmi les opérateurs de télévision en Europe, a déclaré Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, lors de l'assemblée des actionnaires de la chaîne cryptée, vendredi 14 juin. Evoquant les liens de Canal Plus avec son allié Bertelsmann, après la fusion entre la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion et le groupe allemand, Pierre Lescure a déclaré : « Nos relations étaient autrefois privilégiées, nos intérêts communs demandent une relation moins exclusive, le rôle futur de chacun est à clarifier. » Toutefois, le PDG de Canal Plus espère des discussions « plus raisonnables ».

■ PRESSE : le groupe Hachette contrôle désormais seul la totalité du groupe de presse Le Provençal-Républicain et en « assurera la pérennité », a indiqué, vendredi 14 juin, la direction du journal marseillais. Depuis 1987, date de la prise de contrôle du journal par le groupe, des actionnaires avaient engagé des actions judiciaires contestant la répartition du capital.

L'orgueil retrouvé de Jaguar



Cette aristocrate anglaise est devenue solide sans perdre le bon goût et la distinction qui ont façonné sa légende

IL Y A QUELQUES ANNÉES, le félin s'était un peu laissé aller. Aux formes oblongues d'autan avait succédé un style plutôt massif avec des phares et une calandre carrés, certes élégants, mais terriblement conformistes. De ces Jaguar trop impersonnelles, on ne retenait plus que la fragilité légendaire. Turpitudes de la boîte de vitesse ou du joint de culasse et, surtout, caprices du circuit électrique... Le fond avait été touché au tout début des années 90 avec d'horribles affichettes publicitaires jaunes et noir invitant à « user Jaguar ».

Le fauve, heureusement, a retrouvé ses griffes et sa ligne. Les séries XJ6, apparues en 1994, ont marqué une rupture discrète mais profonde. Là où le profane n'a vu qu'un renouvellement esthétique limité, l'œil exercé de l'amateur a redécouvert un peu de l'élégance racée dont les Jaguar de collection (en France, on estime leur nombre à six mille), réservées aux sorties dominicales, étaient devenues les dernières dépositaires.

Ces aristocratiques anglaises seraient-elles devenues solides. De 1992 à 1995, le pourcentage de dysfonctionnements signalés par les clients lors de leur première année d'utilisation serait passé, selon des statistiques du constructeur, de 200 % à 40 %. Mais le meilleur indice de ce regain est

sans doute la courbe des ventes, passées de vingt mille en 1992 à quarante mille en 1995. En France, la progression est tout aussi nette, même si les performances commerciales (sept cent quarante deux immatriculations en 1995) restent à un modeste niveau.

LE « COUSU MAIN »

Cette douloureuse cure de compétitivité - les effectifs de la firme de Coventry ont été réduits de moitié en six ans - a été imposée par Ford, propriétaire de Jaguar depuis 1989. Après avoir déboursé 12,3 milliards de francs, les actionnaires ont failli tomber à la renverse en découvrant les méthodes de travail de la firme. Pendant leur fabrication, les voitures voyageaient d'un site à l'autre et il avait fallu installer un atelier de remise en état des carrosseries cabossées pendant les transferts.

Si le « cousu main » de Jaguar nécessitait un urgent besoin de remise en ordre, on pouvait redouter les conséquences d'un mariage avec un groupe réputé pour son incomparable sens de la rigueur industrielle et financière, mais pas pour ses compétences dans le haut de gamme, tendance cuir Conolly et ronce de noyer. Pourtant, la greffe a pris.

En octobre, lors du Mondial de l'automobile de Paris, la première Jaguar entièrement conçue sous

l'ère Ford sera commercialisée. La XK-8, disponible en version coupé et cabriolet, est présentée comme l'égérie de la mythique Type-E. Pour l'occasion, un tout nouveau moteur V. 8 (32 soupapes et 294 chevaux) a été réalisé à Coventry (le V. 8 Lincoln suggéré par Ford a été poliment refusé). Néanmoins, quelques puristes ont noté, avec amertume, une ressemblance entre la ligne de la XK-8 et celle de l'Aston Martin DB.7, une autre filiale de Ford.

Peu importe. Pour l'instant, Jaguar a retrouvé cette place bien à part qu'elle occupe dans le club fermé du très haut de gamme. Bon goût et distinction. La firme a toujours joué d'une aura dont l'une des particularités est de ne pas laisser indifférents ceux qui ne sont pourtant pas des passionnés de la chose automobile.

Propriétaire d'une Jaguar depuis 1992, Camille Koury, pharmacien parisien, qui reconnaît sans hésitation n'avoir « jamais été très « voiture », évoque avec tendresse cette automobile (qui a pourtant nécessité un changement d'amor-

tisseurs après 25 000 kilomètres) qu'il hésite à utiliser en dehors du week-end. « Une Jaguar donne le sentiment de conduire quelque chose hors du commun, estime-t-il. C'est beau, confortable, et ça n'inspire aucune agressivité. Hormis chez certains propriétaires de grosses voitures françaises... » Lyrique, Daniel Colé, président de l'agence de publicité Walter J. Thompson, voit dans le conducteur de Jaguar « un père tranquille, mais aussi un épicurien amoureux d'une voiture de luxe qui n'est pas un objet de frime, car ses racines lui confèrent une vraie authenticité ».

AU MOINS 200 000 FRANCS

Le problème, c'est qu'une Jaguar ne passe pas inaperçue. Sur-tout à une époque où un nombre important d'acheteurs de BMW haut de gamme font ôter le signe distinctif du modèle qu'ils viennent d'acquérir (sauf s'il s'agit d'un diesel...). La firme doit donc convaincre ses éventuels acheteurs (prévoir au moins 300 000 francs) qu'ils ne risquent pas un contrôle fiscal dans les quinze jours. « A l'heure actuelle, notre clientèle est essentiellement composée de professions libérales. A dépense égale, les chefs d'entreprise hésitent à débarquer dans la cour de leur entreprise en Jaguar. Certains disent qu'ils adorent nos voitures, mais qu'ils ne deviendront

clients que lorsqu'ils seront à la retraite », soupire-t-on chez Jaguar Cars France.

Puisque ses vastes illosines culpabilisent même ceux qui ont les moyens de se les offrir, Jaguar va proposer une voiture moins intimidante. En 1999, sera lancée la XJ 200, un modèle toujours aussi cosy mais plus ramassé et moins ruineux (environ 230 000 francs), afin de concurrencer les BMW série 5 et Mercedes classe E. L'objectif est de doubler les ventes d'ici à l'an 2000.

Pour y parvenir, la marque va même fabriquer son premier moteur Diesel. « Rassurez-vous, nous n'allons pas perdre notre âme », assure Vittorio Senso, le nouveau directeur général de Jaguar Cars France. « Sir Williams Lyons, le fondateur de la marque, rappelle-t-il, souhaitait fabriquer des voitures de luxe originales mais accessibles. » Reste que certains projets (il fut un moment question d'un 4x4 et d'un monospace Jaguar) ont tout de même semblé bizarres aux administrateurs du félin.

Jean-Michel Normand

★ Gamme Jaguar et Daimler : de 300 000 (XJ Celebration) à 660 000 francs (Daimler double 50) pour les berlines, à partir de 406 500 francs pour la XJS (coupé et cabriolet).

Stylo à sa main

On ne peut tout de même pas réinventer le stylo chaque fois que l'on se met à écrire. Encore que... Après la révolution du Bic, puis la mise au point du « rotter », bille plus noble, il se trouve encore et toujours des amateurs de stylos à plume. Si l'on met de côté les véritables collectionneurs, qui peut-être n'ont pas servi de leurs trouvailles, un écrivain à la plume devrait se soncier de choisir l'outil en l'accordant à la surface du papier : plus ou moins lisse et glacée, plus ou moins rétive et absorbante. Question d'expérence, qui assure la fluidité du mouvement de la main. A quel moment s'attache-t-on à une marque ? Quand devient-on un adepte à vie de la secte Montblanc, rêvant, sous la bannière de l'étoile blanche distinctive, de trouver le Meisterstück de son goût ? La

marque vient d'ailleurs de jouer un tour à ses fidèles en proposant le Meisterstück (à partir de 1 480 F, selon la taille) en format agenda, ou « dame », sous l'appellation « Mozart ».

« Mozart », c'est-à-dire une sorte de miniature. A glisser dans les maroquineries assorties qui sont diffusées dans le même temps. Et « black and white », bien sûr. Si l'on est plutôt Sheaffer et que l'on ne sent pas attiré par les étranges décorés d'arabesques en argent de style art nouveau, on pourra, autour de 50 F pièce, acquérir le modèle le plus simple, à plume d'acier, dans toutes les couleurs. C'est aussi la couleur qui fait le succès de la série



bénéficie des progrès de la technique. Chez Waterman, le haut de gamme, c'est Edson (3 600 F environ), qui reprend des lignes en vogue il y a trente ou quarante ans, avec une alliance de l'or et d'un bleu profond, plume profilée et recouverte, capuchon à agrafe étudiée pour résister longtemps à la manipulation. Et, surtout, un système anti-fuite très performant. La réédition, très en vogue, a profité à Parker, qui a reçu pour son Duofold le prix

du stylo de l'année 1996, une distinction nouvelle décernée par la chambre syndicale des détaillants. Duofold, lancé dans les années 20, existait en orange. On le retrouve en noir, plat aux extrémités, assez baroque, et orné de simples filets or (2 200 F). Ce qui n'empêchera pas les inconditionnels de l'argent massif de préférer le modèle ciselé créé pour la reine d'Angleterre et depuis longtemps rentabilisé sur le marché des simples écrivains, puisqu'il cote actuellement 1 260 F, et qu'il exige de son détenteur plus d'encre bleue ou noire que de sang bleu.

M. Ch.

★ Parmi les spécialistes des objets d'écriture et de papeterie, L'Art du bureau, 47, rue des Francs-Bourgeois 75004 Paris. Du lundi au samedi de 10 h 30 à 19 heures, le dimanche de 14 heures à 19 heures.

LIEU

La gare qui attendait une ville

QU'EST-CE qu'une ville nouvelle sinon des fragments d'urbanité en attente ? En attente de ce tour de magie qui, d'un coup, déploierait l'histoire qui n'a pas encore eu lieu, le temps qui arrondit les angles, épaissit les mystères, donne du corps à l'atmosphère. Les urbanistes ne trouveront jamais la formule alchimique de cet instantané ; ils s'efforcent pourtant de réunir les éléments qui, un jour, formeront ville. La gare n'est pas le moindre.

Encore au milieu des prairies, celle-ci n'est pas une de ces stations en campagne, où l'herbe le dispute au ballast. Non, c'est une gare qui attend un quartier de ville, à Cergy-le-Haut, dans le Val-d'Oise, frange actuelle, sur le plateau de Cergy-Pontoise, l'une des cinq villes nouvelles de la région parisienne. A ces grandes cités que l'on voulait exemplaires, nées d'une volonté politique forte, l'Etat apporte des moyens, des hommes, des idées. Le meilleur indice qu'on n'est pas dans une banale banlieue, sans cafés, ni commerces et « lotu de tout », c'est justement que la gare arrive avant les maisons. Ou en même temps.

Et pour mieux sanctifier ce monument de la vie civile, en service depuis 1994, et le début de quartier qui lui tient compagnie, on vient de leur offrir une cérémonie, avec sabre et goupillon : des représentants du génie ferroviaire, qui évoque toujours un peu la chose militaire, et de grands prêtres de l'art, qui est devenu notre commune religion, inauguraient, en compagnie des édiles, jeudi 13 juin, une œuvre commandée au peintre Jean-Michel Alberola intitulée *Ceux qui attendent*.

OMBRES CHINOISES

C'est une gare de la génération Duthilleul, cet architecte-ingénieur des ponts qui a pris les opérations en main à la SNCF et qui donne à la vieille maison ses marques de fin de siècle : un peu partout en France, on les retrouve, structures de fils d'acier tendus, grandes verrières, passages couverts en Teflon blanc, sièges en métal plié et brillant, le design d'époque. A Cergy-le-Haut, les quais sont en béton blanc, il y a des banquettes de bois exotique et des ascenseurs vitrés. Une ambiance de qualité, par les matériaux, par l'espace. Une grande halle de 15 mètres de haut, qui semble surgir du sol, signal clair, appel de lumière, voûte d'accueil au départ comme à l'arrivée. Et les premiers immeubles autour de la place gracieusement néo-haussmannienne que l'on doit à l'architecte Michel Ducharme et de l'unique rue déjà tracée, malgré l'étrangeté de leur isolement provisoire, disent bien l'intention qu'ils ont d'être urbains. Ça viendra... Peut-être.

Dans le contras, à où des placards de publicité habituellement « décorent » les quais de gare, aux usagers qui vont prendre le train pour Saint-Lazare ou le RER pour Châtelet (trente-neuf minutes de trajet), l'artiste invité fait défiler, en ombres chinoises, grâce à des plaques d'acier découpé et peint, les silhouettes stylisées évocatrices de sites fameux. Taj Mahal et Machu Picchu, Angkor et statue de la Liberté, Borobudur et Mont Saint-Michel... Là où Schlosser, dans la première gare de Cergy, avait donné une fresque hyperréaliste offrant un genou de femme couchée dans l'herbe, Alberola a voulu, lui, sagement se souvenir du viaduc de Garabit ou du château de Chambord dont la photographie en noir et blanc était autrefois accrochée au-dessus des têtes somnolentes. Ou de la Riviera en rose et bleu au-dessus des guichets de la gare de Lyon.

Ira-t-on un jour « à-bas », quittera-t-on Cergy-le-Haut, sa pizza toute neuve, ses villas dans les champs, son lycée Jules-Verne, son boulevard des Merveilles, ses lampadaires halogènes et bleus, son horizon dégagé jusqu'aux tours de la Défense, pour ces destinations mythiques ? Aucune importance. Ceux qui attendent, à condition qu'ils ne prennent pas à rebrousse-poil cette litanie comme un manque-à-partir, sont incités à s'embarquer avec Cendrars, « sommes-nous bien loin de Montmartre », sur le Transsibérien de leurs pensées.

Michèle Champenois

EXAMENS

1996

3617 LMPLUS

Le service examens du Monde

BAC

Révisions
Dès la fin des épreuves :
Evaluation de copies
Corrigés (envoi par fax)
Résultats

2,31 Mins à 5,97 F/mois selon rythme

ESPACE

BOU

TIQUES

Luxeuses draperies pour vous sur mesure

LEGRAND

Tailleur

Hommes et Dames

DE LA RETOUCHE AU BEAU VETEMENT

Ouvert Juillet - Août

27, rue du 4-Septembre, PARIS 20

Tél : 47.42.70.61

Bexley

EMBRACEZ-VOUS en litre masculin du 34 au 48

1 pièce 150 F

2 pièces 200 F

COUSU GOOD YEAR

Veste pleine fleur, doublure veau, semelle cuir (manches, chemise, derby, richelieu, boutons, boutons)

PRIX UNIQUE

1 pièce 690 F

2 pièces 1 200 F

Paris 4 - 35, bd Henri IV 4^e - Bastille

Paris 7 - 39, bd Raspail 14^e - Steno-Babylone

Lyon 1^{er} - 25, rue Lamartine 24^e - Hôtel de Ville

Lyon 2^e - 4, rue Calabrier 14^e - Bellecour

Horaires d'ouverture des magasins : 10h/19h - 40/7

http://www.bexley.fr

Vente par correspondance - 40 F

BEXLEY VPC

20, rue Lamartine - 69001 Lyon

☎ 78 30 40 16

MON IMPER

SOLDES

IMPER ET PRET-A-PORTER H. et F.

AQUASCUTUM, BURBERRY'S, BARTONS, BRUNO ST HILAIRE, etc.

63, rue du Faubourg-Poissonnière, 75002 Paris

Tel : 48-24-46-98

Jusqu'à - 40 %

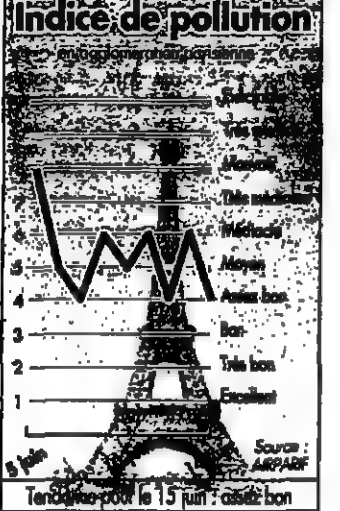
Un soleil franc et durable

L'ANTICYCLONE est bien installé sur les îles Britanniques. Il bloque systématiquement l'approche de toute perturbation et nous assure un soleil franc et durable. Aucune dégradation n'est en vue pour le début de semaine prochaine.

Dimanche matin, quelques brumes pourront border le golfe du Lion, mais resteront fugaces. Quelques nuages discrets débordront sur le Mercantour et le comté de Nice.

Source: Météo France

Prévisions pour le 16 juin vers 12h00



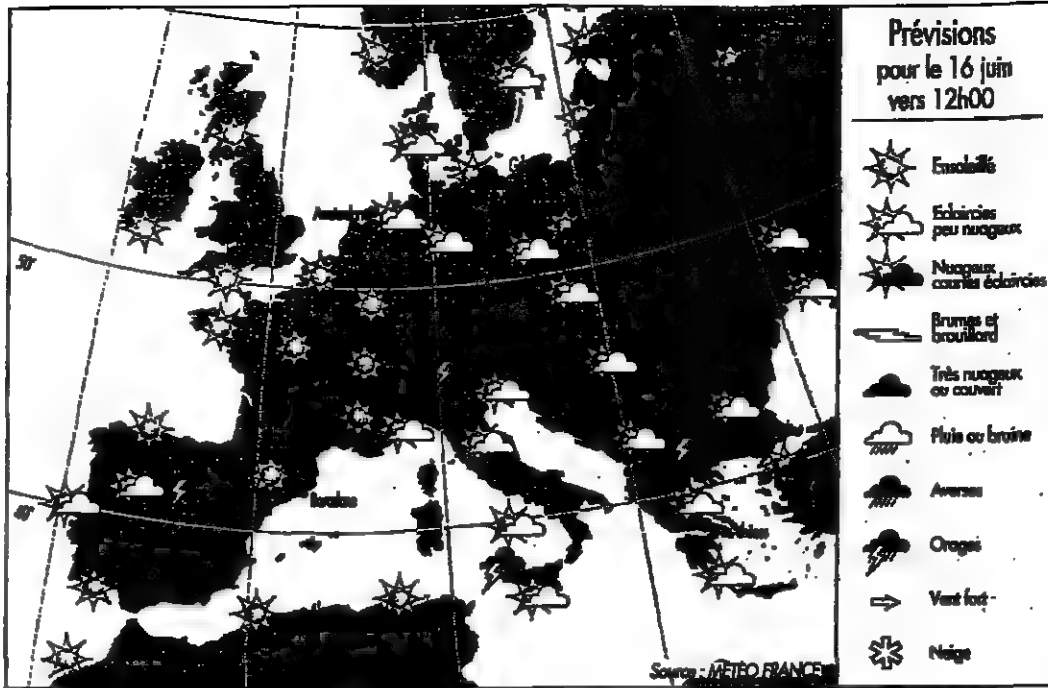
Tendances pour le 15 juin: assez bon

Partout ailleurs, le soleil sera resplendissant dès le lever du jour. Le vent d'est ne dépassera pas les 40 km/h le long des côtes de la Manche et du littoral atlantique. Ce petit vent frais favorisera, à l'intérieur, dans l'après-midi, la montée des températures.

Les températures matinales s'éleveront de 8 à 20 degrés des Ardennes à la Méditerranée. L'après-midi, les nuages gagneront un peu plus les Alpes du Sud et un large pourtour méditerranéen, jusqu'à la plaine du Languedoc et aux Corbières. Quelques orages pourront éclater, principalement sur le relief. Dans le reste du pays, le soleil sera roi. Seuls quelques nuages élevés voleront simplement le ciel. Le vent d'est sera juste sensible près du littoral de la Manche. Les températures seront en légère hausse sur la moitié nord. Le thermomètre affichera autour de 20 degrés sur le littoral normand, 24 le long des frontières du nord-est, 26 à 29 degrés de l'île-de-France au Massif Central, et de 28 à 33 degrés du pourtour méditerranéen au Sud-Ouest.

La journée de lundi s'annonce en tout point identique à la précédente avec un soleil radieux. Les quelques orages possibles se limiteront au relief des Alpes l'après-midi. Les températures seront en légère hausse, sauf en bordure méditerranéenne.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES	GENÈVE	20/1	TOURS	20/1	CHICAGO	19/6	LISBONNE	19/6	PRETORIA	20/6
du 14 juin	LILLE	19/10	ALGER	20/10	CONGO	19/5	LONDRES	20/9	SABAT	20/10
max/min/moyenne	LYON	20/12	AMSTERDAM	20/10	DAKAR	20/10	LOS ANGELES	20/16	RIO DE JANEIRO	20/10
	MAIRIE	20/10	ATHÈNES	20/10	DUBLIN	19/7	MADRID	20/18	SAN FRANCISCO	19/10
	NANCY	20/10	BANGKOK	20/10	FRANKFURT	20/7	MARSAKCH	20/10	SANTO DOMINGO	20/10
	NANTES	20/10	BARCELONE	20/10	GENÈVE	20/10	MEXICO	20/10	SEVILLE	20/10
	NICE	20/10	BERLIN	20/10	HANOI	20/10	MILAN	20/10	ST-PETERSBURG	20/10
	PARIS	20/10	BOMBAY	20/10	HELSINKI	20/10	MONTREAL	20/10	STOCKHOLM	20/10
	PORTO	20/10	BRAZILIA	20/10	KHAROF	20/10	NEW DELHI	20/10	TOKYO	20/10
	RENNES	20/10	KHAROF	20/10	KHAROF	20/10	NEW YORK	20/10	VIENNE	20/10
	STRASBOURG	20/10	KHAROF	20/10	KHAROF	20/10	PRAGUE	20/10		
	TOULOUSE	20/10	KHAROF	20/10	KHAROF	20/10				



Situation le 15 juin, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 17 juin, à 0 heure, temps universel

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6844

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I														
II														
III														
IV														
V														
VI														
VII														
VIII														
IX														
X														
XI														
XII														
XIII														
XIV														
XV														

ABONNEMENTS

BULLETIN À REMPLIR ET À RENDRE AVEC VOTRE RÈGLEMENT À: Le Monde Service Abonnements

24, avenue du G. Leclerc - 69646 Charvillat Cedex - Tél.: 16 (1) 42-17-32-90

Je choisis le délai m'engageant: France, Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Autres pays de l'Union européenne

1 an 1 890 F 2 086 F 2 940 F

6 mois 1 038 F 1 123 F 1 560 F

3 mois 536 F 572 F 790 F

LE MONDE (N° 1997) est publié 5 fois par semaine - LE MONDE (N° 1997) est publié 5 fois par semaine - LE MONDE (N° 1997) est publié 5 fois par semaine

POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Charvillat Cedex, France

HORIZONTALEMENT

1. Peut fermer bruyamment la « porte ». Le vieux est un homme habile. - 2. Un handicap pour ceux qui voudraient mener une vie de pêche. Coudre dans une coquille. - 3. Réagit comme celui qui voit rouge. - 4. Réagit comme celui qui voit rouge. - 5. Réagit comme celui qui voit rouge. - 6. Réagit comme celui qui voit rouge. - 7. Réagit comme celui qui voit rouge. - 8. Réagit comme celui qui voit rouge. - 9. Réagit comme celui qui voit rouge. - 10. Réagit comme celui qui voit rouge. - 11. Réagit comme celui qui voit rouge. - 12. Réagit comme celui qui voit rouge. - 13. Réagit comme celui qui voit rouge. - 14. Réagit comme celui qui voit rouge. - 15. Réagit comme celui qui voit rouge. - 16. Réagit comme celui qui voit rouge. - 17. Réagit comme celui qui voit rouge. - 18. Réagit comme celui qui voit rouge. - 19. Réagit comme celui qui voit rouge. - 20. Réagit comme celui qui voit rouge. - 21. Réagit comme celui qui voit rouge. - 22. Réagit comme celui qui voit rouge. - 23. Réagit comme celui qui voit rouge. - 24. Réagit comme celui qui voit rouge. - 25. Réagit comme celui qui voit rouge. - 26. Réagit comme celui qui voit rouge. - 27. Réagit comme celui qui voit rouge. - 28. Réagit comme celui qui voit rouge. - 29. Réagit comme celui qui voit rouge. - 30. Réagit comme celui qui voit rouge. - 31. Réagit comme celui qui voit rouge. - 32. Réagit comme celui qui voit rouge. - 33. Réagit comme celui qui voit rouge. - 34. Réagit comme celui qui voit rouge. - 35. Réagit comme celui qui voit rouge. - 36. Réagit comme celui qui voit rouge. - 37. Réagit comme celui qui voit rouge. - 38. Réagit comme celui qui voit rouge. - 39. Réagit comme celui qui voit rouge. - 40. Réagit comme celui qui voit rouge. - 41. Réagit comme celui qui voit rouge. - 42. Réagit comme celui qui voit rouge. - 43. Réagit comme celui qui voit rouge. - 44. Réagit comme celui qui voit rouge. - 45. Réagit comme celui qui voit rouge. - 46. Réagit comme celui qui voit rouge. - 47. Réagit comme celui qui voit rouge. - 48. Réagit comme celui qui voit rouge. - 49. Réagit comme celui qui voit rouge. - 50. Réagit comme celui qui voit rouge. - 51. Réagit comme celui qui voit rouge. - 52. Réagit comme celui qui voit rouge. - 53. Réagit comme celui qui voit rouge. - 54. Réagit comme celui qui voit rouge. - 55. Réagit comme celui qui voit rouge. - 56. Réagit comme celui qui voit rouge. - 57. Réagit comme celui qui voit rouge. - 58. Réagit comme celui qui voit rouge. - 59. Réagit comme celui qui voit rouge. - 60. Réagit comme celui qui voit rouge. - 61. Réagit comme celui qui voit rouge. - 62. Réagit comme celui qui voit rouge. - 63. Réagit comme celui qui voit rouge. - 64. Réagit comme celui qui voit rouge. - 65. Réagit comme celui qui voit rouge. - 66. Réagit comme celui qui voit rouge. - 67. Réagit comme celui qui voit rouge. - 68. Réagit comme celui qui voit rouge. - 69. Réagit comme celui qui voit rouge. - 70. Réagit comme celui qui voit rouge. - 71. Réagit comme celui qui voit rouge. - 72. Réagit comme celui qui voit rouge. - 73. Réagit comme celui qui voit rouge. - 74. Réagit comme celui qui voit rouge. - 75. Réagit comme celui qui voit rouge. - 76. Réagit comme celui qui voit rouge. - 77. Réagit comme celui qui voit rouge. - 78. Réagit comme celui qui voit rouge. - 79. Réagit comme celui qui voit rouge. - 80. Réagit comme celui qui voit rouge. - 81. Réagit comme celui qui voit rouge. - 82. Réagit comme celui qui voit rouge. - 83. Réagit comme celui qui voit rouge. - 84. Réagit comme celui qui voit rouge. - 85. Réagit comme celui qui voit rouge. - 86. Réagit comme celui qui voit rouge. - 87. Réagit comme celui qui voit rouge. - 88. Réagit comme celui qui voit rouge. - 89. Réagit comme celui qui voit rouge. - 90. Réagit comme celui qui voit rouge. - 91. Réagit comme celui qui voit rouge. - 92. Réagit comme celui qui voit rouge. - 93. Réagit comme celui qui voit rouge. - 94. Réagit comme celui qui voit rouge. - 95. Réagit comme celui qui voit rouge. - 96. Réagit comme celui qui voit rouge. - 97. Réagit comme celui qui voit rouge. - 98. Réagit comme celui qui voit rouge. - 99. Réagit comme celui qui voit rouge. - 100. Réagit comme celui qui voit rouge. - 101. Réagit comme celui qui voit rouge. - 102. Réagit comme celui qui voit rouge. - 103. Réagit comme celui qui voit rouge. - 104. Réagit comme celui qui voit rouge. - 105. Réagit comme celui qui voit rouge. - 106. Réagit comme celui qui voit rouge. - 107. Réagit comme celui qui voit rouge. - 108. Réagit comme celui qui voit rouge. - 109. Réagit comme celui qui voit rouge. - 110. Réagit comme celui qui voit rouge. - 111. Réagit comme celui qui voit rouge. - 112. Réagit comme celui qui voit rouge. - 113. Réagit comme celui qui voit rouge. - 114. Réagit comme celui qui voit rouge. - 115. Réagit comme celui qui voit rouge. - 116. Réagit comme celui qui voit rouge. - 117. Réagit comme celui qui voit rouge. - 118. Réagit comme celui qui voit rouge. - 119. Réagit comme celui qui voit rouge. - 120. Réagit comme celui qui voit rouge. - 121. Réagit comme celui qui voit rouge. - 122. Réagit comme celui qui voit rouge. - 123. Réagit comme celui qui voit rouge. - 124. Réagit comme celui qui voit rouge. - 125. Réagit comme celui qui voit rouge. - 126. Réagit comme celui qui voit rouge. - 127. Réagit comme celui qui voit rouge. - 128. Réagit comme celui qui voit rouge. - 129. Réagit comme celui qui voit rouge. - 130. Réagit comme celui qui voit rouge. - 131. Réagit comme celui qui voit rouge. - 132. Réagit comme celui qui voit rouge. - 133. Réagit comme celui qui voit rouge. - 134. Réagit comme celui qui voit rouge. - 135. Réagit comme celui qui voit rouge. - 136. Réagit comme celui qui voit rouge. - 137. Réagit comme celui qui voit rouge. - 138. Réagit comme celui qui voit rouge. - 139. Réagit comme celui qui voit rouge. - 140. Réagit comme celui qui voit rouge. - 141. Réagit comme celui qui voit rouge. - 142. Réagit comme celui qui voit rouge. - 143. Réagit comme celui qui voit rouge. - 144. Réagit comme celui qui voit rouge. - 145. Réagit comme celui qui voit rouge. - 146. Réagit comme celui qui voit rouge. - 147. Réagit comme celui qui voit rouge. - 148. Réagit comme celui qui voit rouge. - 149. Réagit comme celui qui voit rouge. - 150. Réagit comme celui qui voit rouge. - 151. Réagit comme celui qui voit rouge. - 152. Réagit comme celui qui voit rouge. - 153. Réagit comme celui qui voit rouge. - 154. Réagit comme celui qui voit rouge. - 155. Réagit comme celui qui voit rouge. - 156. Réagit comme celui qui voit rouge. - 157. Réagit comme celui qui voit rouge. - 158. Réagit comme celui qui voit rouge. - 159. Réagit comme celui qui voit rouge. - 160. Réagit comme celui qui voit rouge. - 161. Réagit comme celui qui voit rouge. - 162. Réagit comme celui qui voit rouge. - 163. Réagit comme celui qui voit rouge. - 164. Réagit comme celui qui voit rouge. - 165. Réagit comme celui qui voit rouge. - 166. Réagit comme celui qui voit rouge. - 167. Réagit comme celui qui voit rouge. - 168. Réagit comme celui qui voit rouge. - 169. Réagit comme celui qui voit rouge. - 170. Réagit comme celui qui voit rouge. - 171. Réagit comme celui qui voit rouge. - 172. Réagit comme celui qui voit rouge. - 173. Réagit comme celui qui voit rouge. - 174. Réagit comme celui qui voit rouge. - 175. Réagit comme celui qui voit rouge. - 176. Réagit comme celui qui voit rouge. - 177. Réagit comme celui qui voit rouge. - 178. Réagit comme celui qui voit rouge. - 179. Réagit comme celui qui voit rouge. - 180. Réagit comme celui qui voit rouge. - 181. Réagit comme celui qui voit rouge. - 182. Réagit comme celui qui voit rouge. - 183. Réagit comme celui qui voit rouge. - 184. Réagit comme celui qui voit rouge. - 185. Réagit comme celui qui voit rouge. - 186. Réagit comme celui qui voit rouge. - 187. Réagit comme celui qui voit rouge. - 188. Réagit comme celui qui voit rouge. - 189. Réagit comme celui qui voit rouge. - 190. Réagit comme celui qui voit rouge. - 191. Réagit comme celui qui voit rouge. - 192. Réagit comme celui qui voit rouge. - 193. Réagit comme celui qui voit rouge. - 194. Réagit comme celui qui voit rouge. - 195. Réagit comme celui qui voit rouge. - 196. Réagit comme celui qui voit rouge. - 197. Réagit comme celui qui voit rouge. - 198. Réagit comme celui qui voit rouge. - 199. Réagit comme celui qui voit rouge. - 200. Réagit comme celui qui voit rouge. - 201. Réagit comme celui qui voit rouge. - 202. Réagit comme celui qui voit rouge. - 203. Réagit comme celui qui voit rouge. - 204. Réagit comme celui qui voit rouge. - 205. Réagit comme celui qui voit rouge. - 206. Réagit comme celui qui voit rouge. - 207. Réagit comme celui qui voit rouge. - 208. Réagit comme celui qui voit rouge. - 209. Réagit comme celui qui voit rouge. - 210. Réagit comme celui qui voit rouge. - 211. Réagit comme celui qui voit rouge. - 212. Réagit comme celui qui voit rouge. - 213. Réagit comme celui qui voit rouge. - 214. Réagit comme celui qui voit rouge. - 215. Réagit comme celui qui voit rouge. - 216. Réagit comme celui qui voit rouge. - 217. Réagit comme celui qui voit rouge. - 218. Réagit comme celui qui voit rouge. - 219. Réagit comme celui qui voit rouge. - 220. Réagit comme celui qui voit rouge. - 221. Réagit comme celui qui voit rouge. - 222. Réagit comme celui qui voit rouge. - 223. Réagit comme celui qui voit rouge. - 224. Réagit comme celui qui voit rouge. - 225. Réagit comme celui qui voit rouge. - 226. Réagit comme celui qui voit rouge. - 227. Réagit comme celui qui voit rouge. - 228. Réagit comme celui qui voit rouge. - 229. Réagit comme celui qui voit rouge. - 230. Réagit comme celui qui voit rouge. - 231. Réagit comme celui qui voit rouge. - 232. Réagit comme celui qui voit rouge. - 233. Réagit comme celui qui voit rouge. - 234. Réagit comme celui qui voit rouge. - 235. Réagit comme celui qui voit rouge. - 236. Réagit comme celui qui voit rouge. - 237. Réagit comme celui qui voit rouge. - 238. Réagit comme celui qui voit rouge. - 239. Réagit comme celui qui voit rouge. - 240. Réagit comme celui qui voit rouge. - 241. Réagit comme celui qui voit rouge. - 242. Réagit comme celui qui voit rouge. - 243. Réagit comme celui qui voit rouge. - 244. Réagit comme celui qui voit rouge. - 245. Réagit comme celui qui voit rouge. - 246. Réagit comme celui qui voit rouge. - 247. Réagit comme celui qui voit rouge. - 248. Réagit comme celui qui voit rouge. - 249. Réagit comme celui qui voit rouge. - 250. Réagit comme celui qui voit rouge. - 251. Réagit comme celui qui voit rouge. - 252. Réagit comme celui qui voit rouge. - 253. Réagit comme celui qui voit rouge. - 254. Réagit comme celui qui voit rouge. - 255. Réagit comme celui qui voit rouge. - 256. Réagit comme celui qui voit rouge. - 257. Réagit comme celui qui voit rouge. - 258. Réagit comme celui qui voit rouge. - 259. Réagit comme celui qui voit rouge. - 260. Réagit comme celui qui voit rouge. - 261. Réagit comme celui qui voit rouge. - 262. Réagit comme celui qui voit rouge. - 263. Réagit comme celui qui voit rouge. - 264. Réagit comme celui qui voit rouge. - 265. Réagit comme celui qui voit rouge. - 266. Réagit comme celui qui voit rouge. - 267. Réagit comme celui qui voit rouge. - 268. Réagit comme celui qui voit rouge. - 269. Réagit comme celui qui voit rouge. - 270. Réagit comme celui qui voit rouge. - 271. Réagit comme celui qui voit rouge. - 272. Réagit comme celui qui voit rouge. - 273. Réagit comme celui qui voit rouge. - 274. Réagit comme celui qui voit rouge. - 275. Réagit comme celui qui voit rouge. - 276. Réagit comme celui qui voit rouge. - 277. Réagit comme celui qui voit rouge. - 278. Réagit comme celui qui voit rouge. - 279. Réagit comme celui qui voit rouge. - 280. Réagit comme celui qui voit rouge. - 281. Réagit comme celui qui voit rouge. - 282. Réagit comme celui qui voit rouge. - 283. Réagit comme celui qui voit rouge. - 284. Réagit comme celui qui voit rouge. - 285. Réagit comme celui qui voit rouge. - 286. Réagit comme celui qui voit rouge. - 287. Réagit comme celui qui voit rouge. - 288. Réagit comme celui qui voit rouge. - 289. Réagit comme celui qui voit rouge. - 290. Réagit comme celui qui voit rouge. - 291. Réagit comme celui qui voit rouge. - 292. Réagit comme celui qui voit rouge. - 293. Réagit comme celui qui voit rouge. - 294. Réagit comme celui qui voit rouge. - 295. Réagit comme celui qui voit rouge. - 296. Réagit comme celui qui voit rouge. - 297. Réagit comme celui qui voit rouge. - 298. Réagit comme celui qui voit rouge. - 299. Réagit comme celui qui voit rouge. - 300. Réagit comme celui qui voit rouge. - 301. Réagit comme celui qui voit rouge. - 302. Réagit comme celui qui voit rouge. - 303. Réagit comme celui qui voit rouge. - 304. Réagit comme celui qui voit rouge. - 305. Réagit comme celui qui voit rouge. - 306. Réagit comme celui qui voit rouge. - 307. Réagit comme celui qui voit rouge. - 308. Réagit comme celui qui voit rouge. - 309. Réagit comme celui qui voit rouge. - 310. Réagit comme celui qui voit rouge. - 311. Réagit comme celui qui voit rouge. - 312. Réagit comme celui qui voit rouge. - 313. Réagit comme celui qui voit rouge. - 314. Réagit comme celui qui voit rouge. - 315. Réagit comme celui qui voit rouge. - 316. Réagit comme celui qui voit rouge. - 317. Réagit comme celui qui voit rouge. - 318. Réagit comme celui qui voit rouge. - 319. Réagit comme celui qui voit rouge. - 320. Réagit comme celui qui voit rouge. - 321. Réagit comme celui qui voit rouge. - 322. Réagit comme celui qui voit rouge. - 323. Réagit comme celui qui voit rouge. - 324. Réagit comme celui qui voit rouge. - 325. Réagit comme celui qui voit rouge. - 326. Réagit comme celui qui voit rouge. - 327. Réagit comme celui qui voit rouge. - 328. Réagit comme celui qui voit rouge. - 329. Réagit comme celui qui voit rouge. - 330. Réagit comme celui qui voit rouge. - 331. Réagit comme celui qui voit rouge. - 332. Réagit comme celui qui voit rouge. - 333. Réagit comme celui qui voit rouge. - 334. Réagit comme celui qui voit rouge. - 335. Réagit comme celui qui voit rouge. - 336. Réagit comme celui qui voit rouge. - 337. Réagit comme celui qui voit rouge. - 338. Réagit comme celui qui voit rouge. - 339. Réagit comme celui qui voit rouge. - 340. Réagit comme celui qui voit rouge. - 341. Réagit comme celui qui voit rouge. - 342. Réagit comme celui qui voit rouge. - 343. Réagit comme celui qui voit rouge. - 344. Réagit comme celui qui voit rouge. - 345. Réagit comme celui qui voit rouge. - 346. Réagit comme celui qui voit rouge. - 347. Réagit comme celui qui voit rouge. - 348. Réagit comme celui qui voit rouge. - 349. Réagit comme celui qui voit rouge. - 350. Réagit comme celui qui voit rouge. - 351. Réagit comme celui qui voit rouge. - 352. Réagit comme celui qui voit rouge. - 353. Réagit comme celui qui voit rouge. - 354. Réagit comme celui qui voit rouge. - 355. Réagit comme celui qui voit rouge. - 356. Réagit comme celui qui voit rouge. - 357. Réagit comme celui qui voit rouge. - 358. Réagit comme celui qui voit rouge. - 359. Réagit comme celui qui voit rouge. - 360. Réagit comme celui qui voit rouge. - 361. Réagit comme celui qui voit rouge. - 362. Réagit comme celui qui voit rouge. - 363. Réagit comme celui qui voit rouge. - 364. Réagit comme celui qui voit rouge. - 365. Réagit comme celui qui voit rouge. - 366. Réagit comme celui qui voit rouge. - 367. Réagit comme celui qui voit rouge. - 368. Réagit comme celui qui voit rouge. - 369. Réagit comme celui qui voit rouge. - 370. Réagit comme celui qui voit rouge. - 371. Réagit comme celui qui voit rouge. - 372. Réagit comme celui qui voit rouge. - 373. Réagit comme celui qui voit rouge. - 374. Réagit comme celui qui voit rouge. - 375. Réagit comme celui qui voit rouge. - 376. Réagit comme celui qui voit rouge. - 377. Réagit comme celui qui voit rouge. - 378. Réagit comme celui qui voit rouge. - 379. Réagit comme celui qui voit rouge. - 380. Réagit comme celui qui voit rouge. - 381. Réagit comme celui qui voit rouge. - 382. Réagit comme celui qui voit rouge. - 383. Réagit comme celui qui voit rouge. - 384. Réagit comme celui qui voit rouge. - 385. Réagit comme celui qui voit rouge. - 386. Réagit comme celui qui voit rouge. - 387. Réagit comme celui qui voit rouge. - 388. Réagit comme celui qui voit rouge. - 389. Réagit comme celui qui voit rouge. - 390. Réagit comme celui qui voit rouge. - 391. Réagit comme celui qui voit rouge. - 392. Réagit comme celui qui voit rouge. - 393. Réagit comme celui qui voit rouge. - 394. Réagit comme celui qui voit rouge. - 395. Réagit comme celui qui voit rouge. - 396. Réagit comme celui qui voit rouge. - 397. Réagit comme celui qui voit rouge. - 398. Réagit comme celui qui voit rouge. - 399. Réagit comme celui qui voit rouge. - 400. Réagit

سكنا في الامايل

22 / LE MONDE / DIMANCHE 16 - LUNDI 17 JUIN 1996

Sculptures contemporaines à Roissy-2

Douze œuvres à découvrir en coup de vent...

UNE CONSTELLATION d'Arman, deux César dont une CompressionKadett, un Homme-avion de Robert Combas, une Grand-Mère monstre d'Erik Dietman, deux constructions bizarres de Dominique Labauvie, un assemblage échelonné de Bernard Pages, un pot tout noir de Jean-Pierre Raynaud, un éléphant de Richard Di Rosa, un Oiseau amoureux de Niki de Saint-Phalle, un arc de Bernar Venet...

Sont douze sculptures, la plupart prêtées par des galeries parisiennes, qui sont parties pour l'aéroport de Roissy-Charles-



de-Gaulle 2, où les espaces récents de Paul Andreu et Jean-Marie Duthilleul les accueillent pour l'été. On sait trop l'affligeante qualité des expositions de galeries d'aéroports pour ne pas saluer l'idée de tromper l'attente des voyageurs et de leurs proches en leur donnant à voir, ne serait-ce qu'en coup de vent, quelques aspects plutôt ludiques de la sculpture contemporaine.

* « Aller-Retour pour voir », art contemporain à l'aéroport de Roissy-CDG 2, espaces C et D de l'aérogare, gare TGV et RER. Jusqu'au 31 août.

UNE SOIRÉE À PARIS

Alia Joue de oud, le luth arabe, Alla vient du sud saharién. Défilé, aérien, le jeu de ce natif de Colomb-Béchar, fils de mineur, habitué du bricolage sur bideon avec câbles de freins, introduit le mystère (album Tanakoul, chez Al Sur/Media 7). L'association informelle Ghazal Troubadour l'a invité à un dîner-concert dans un bar branché sur Internet. Web Bar, 32, rue de Picardie, Paris-3. M. République. 19 heures, le 15. Tél. : 42-72-66-55. 95 F. Nuit de toutes les musiques Un duo frais avec l'accordéon de Marcel Azzola et la voix de Lina Bossati, l'énergie dansante du rythme n'oublie des Français de Capitain, l'Afrique selon Lamine Kouyaté, la voix singulière d'Elise Caron et un final en salsa avec Orlando Poleo. La Coupole, rue Jean-François Millet, Combs-la-Ville (77). 20 h 45, le 15. Tél. : 64-88-69-11. De 85 F à 115 F. The Band Sans ses leaders naturels - Richard Manuel, mort en 1986, et

Robbie Robertson, qui mène une carrière solo -, The Band reformé tente de retrouver cette alchimie entre rock, folk et country, qui fit de lui un groupe essentiel, accompagnateur de Dylan et figure centrale de The Last Waltz, le film de Martin Scorsese. Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-8. M. Opéra. Madeleine. 20 h 30, le 16. Tél. : 47-42-25-49. D'Auschwitz à Sarajevo de Salvino Raco C'est à Milan, en 1994, au moment où la guerre faisait rage dans l'ex-Yougoslavie que Salvino Raco a créé ce moment de théâtre d'une extrême et sinistre simplicité. Dans un univers rythmé par le fracas des bombes, s'enchaînent des scènes muettes de prostration et d'angoisse, des témoignages réels de nombreux réfugiés et des évocations qui atteignent à l'expression la plus proche possible de la réalité historique. 91, quai de la Gare, Paris-13. 20 h 45, le 16. Durée : 1 heure. Tél. : 42-08-24-81. Entrée libre.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

CERTAINS L'AIMENT COURT Film franco-belge de Romy, Abel et Gordon, avec Emmanuel Malherbe, Nicolas Cuche, Vincent Mayrand, Philippe Rouquier, Kram et Plof, Jean-Michel Sabat (1 h 35). Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10. COMMENT JE ME SUI DISPUTÉ Film français d'Arnaud Desplechin, avec Mathieu Amalric, Emmanuelle Devos, Thibault de Montebello, Emmanuel Salinger, Marianne Denicourt, Chiara Mastroianni (2 h 58). Gaumont les Halles, dolby, 1* (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10. L'Alequin, dolby, 6* (45-46-28-80) ; réservation : 40-30-20-10. Racine Odeon, 6* (43-26-19-88) ; réservation : 40-30-20-10. Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8* (43-59-04-67) ; réservation : 40-30-20-10. Gaumont Opéra Français, dolby, 9* (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10. Majestic Bastille, dolby, 11* (47-00-02-48) ; réservation : 40-30-20-10. Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13* (47-55-88) ; réservation : 40-30-20-10. Gaumont Alésia, dolby, 14* (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10. Miramar, dolby, 14* (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10. Majestic Passy, dolby, 16* (44-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10. Le 18* (réservation : 40-30-20-10). DES NOUVELLES DU BON DIEU Film français de Didier Le Pêcheur, avec Marie Trintignant, Maria de Medeiros, Christian Charmentat, Jean Yanne (1 h 40). UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1* (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10. 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-77-14-55) ; Espace Saint-Michel, dolby, 5* (44-07-20-49) ; 14-Juillet Odeon, dolby, 6* (43-25-59-83) ; Le Balzac, 8* (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11* (43-57-90-81) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12* (43-57-90-81) ; UGC Convention, 15* (43-26-19-88) ; Espace Saint-Michel, 17* (45-44-57-34). BROOKLYN BOOGIE (A. v.o.) : Épée de Bois, 5* (43-37-57-47). CASINO (M. v.o.) : UGC Forum Orient Express, 1* (43-59-19-08) ; Gaumont Marignan, 8* (rés. 40-30-20-10). CHACUN CHERCHE SON CHAT (Fr.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1* ; 14-Juillet Odeon, 6* (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6* ; Le Balzac, 8* (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81). LE CŒUR FANTÔME (Fr.) : Épée de Bois, 5* (43-37-57-47). LA COMÉDIE DE DIEU (Por. v.o.) : Lucerna, 6* (45-44-57-34). CONTE D'ÉTÉ (Fr.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1* ; Gaumont Opéra Impérial, 2* (47-70-33-88) ; rés. 40-30-20-10 ; Le

Film français de Christophe Blanc, avec Jean-Jacques Benhamou, Sarah Hazare, Christian Belthaus, Françoise Descares, Evelynne Ker, Patricia Orlando (57). Studio des Ursulines, 5* (43-26-19-09). MIDDLE OF THE MOMENT Film suisse-allemand de Werner Penzel, Nicolas Humbert, avec Robert Lax, Agnelli Ag Rhissa, Johann Le Guillemin, Mutu Walat Rhabidine, Sandra M'Brow, Amoumoun (1 h 20). VO : Studio des Ursulines, 5* (43-26-19-09). L'Entrepôt, 14* (45-43-41-63). PERSONNEL ET CONFIDENTIEL Film américain de Jon Amet, avec Robert Redford, Michelle Pfeiffer, Stockard Channing, Joe Mantegna, Kate Nelligan, Glenn Plummer (2 h 09). VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1* (47-70-33-88) ; UGC Montparnasse, dolby, 6* ; UGC Odeon, dolby, 6* ; UGC Normandie, dolby, 8* ; UGC Opéra, dolby, 9* ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13* (47-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15* (45-75-79-79) ; Majestic Passy, dolby, 16* (44-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillo, dolby, 17* ; Parthé Wepler, dolby, 18* (réservation : 40-30-20-10). VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2* (39-17-10-00) ; Bretagne, dolby, 6* (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8* (43-87-35-43) ; Rés. 40-30-20-10 ; Paramount Opéra, dolby, 9* (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12* (43-57-90-81) ; UGC Convention, 15* (43-26-19-88) ; Rés. 40-30-20-10. PAR-DELÀ LES NUAGES (It. v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6* (43-26-58-00). PEUR PRIMALE (A. v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1* ; UGC Odeon, 6* ; Gaumont Marignan, 8* (rés. 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8* ; Gaumont Opéra Français, 9* (47-70-33-88) ; rés. 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13* ; Gaumont Parnasse, 14* (rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79) ; Gaumont Kinopanorama, 15* (rés. 40-30-20-10) ; UGC Maillo, 17* ; Parthé Wepler, 18* (rés. 40-30-20-10) ; v.f. : Rex, 2* (39-17-10-00) ; Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31) ; rés. 40-30-20-10 ; Les Nation, 12* (43-43-04-67) ; rés. 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12* ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13* (47-55-88) ; rés. 40-30-20-10 ; Miramar, 14* (39-17-10-00) ; rés. 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, 15* (43-26-19-88) ; Rés. 40-30-20-10. LE CŒUR FANTÔME (Fr.) : Épée de Bois, 5* (43-37-57-47). LA COMÉDIE DE DIEU (Por. v.o.) : Lucerna, 6* (45-44-57-34). CONTE D'ÉTÉ (Fr.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1* ; Gaumont Opéra Impérial, 2* (47-70-33-88) ; rés. 40-30-20-10 ; Le

LES EXCLUSIVITÉS

L'ÂGE DES POSSIBLES (Fr.) : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5* (43-54-15-04). L'ARMÉE DES DOUZE SINGES (A. v.o.) : UGC Forum Orient Express, 1* ; Lucerna, 6* (45-44-57-34) ; George-V, 8*. BROOKLYN BOOGIE (A. v.o.) : Épée de Bois, 5* (43-37-57-47). CASINO (M. v.o.) : UGC Forum Orient Express, 1* ; Gaumont Marignan, 8* (rés. 40-30-20-10). CHACUN CHERCHE SON CHAT (Fr.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1* ; 14-Juillet Odeon, 6* (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6* ; Le Balzac, 8* (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81). LE CŒUR FANTÔME (Fr.) : Épée de Bois, 5* (43-37-57-47). LA COMÉDIE DE DIEU (Por. v.o.) : Lucerna, 6* (45-44-57-34). CONTE D'ÉTÉ (Fr.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1* ; Gaumont Opéra Impérial, 2* (47-70-33-88) ; rés. 40-30-20-10 ; Le

Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6* (42-22-87-23) ; rés. 40-30-20-10 ; UGC Danton, 6* ; La Pagode, 7* (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08) ; rés. 40-30-20-10 ; Le Balzac, 8* (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ; Les Nation, 12* (43-43-04-67) ; rés. 40-30-20-10 ; Eucalipt, 13* (47-07-28-04) ; rés. 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-20) ; rés. 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16* (44-24-46-24) ; rés. 40-30-20-10 ; Parthé Wepler, 18* (rés. 40-30-20-10). LE CRU DE LA LAVANDE DANS LE CHAMP DE SAUTERELLES (Fr.-Esp. v.o.) : Latina, 6* (42-78-47-86) ; Espace Saint-Michel, 5* (44-07-20-49). CRYING FREEMAN (M. v.o.) : UGC Forum Orient Express, 1* ; George-V, 8*. DEAD MAN (A. v.o.) : Le Quartier Latin, 5* (45-44-57-34) ; Lucerna, 6* (45-44-57-34). DES LENDEMAINS QUI CHANTENT (Fr.) : Épée de Bois, 5* (43-37-57-47). DIABOLIQUE (M. v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1* ; 14-Juillet Odeon, 6* (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6* ; Gaumont Marignan, 8* (rés. 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8* ; UGC Gobelins, 13* ; v.f. : Rex, 2* (39-17-10-00) ; Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31) ; rés. 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12* ; Gaumont Parnasse, 14* (rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14* (39-17-10-00) ; rés. 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, 15* (43-26-19-88) ; Rés. 40-30-20-10 ; Parthé Wepler, 18* (rés. 40-30-20-10) ; La Gambetta, 20* (46-36-10-96) ; rés. 40-30-20-10. LE FACTEUR (It. v.o.) : Gaumont les Halles, 1* (40-39-99-40) ; rés. 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odeon, 6* (43-25-59-83) ; La Pagode, 7* (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08) ; rés. 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Français, 9* (47-70-33-88) ; rés. 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13* (47-55-88) ; rés. 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15* (39-17-10-00) ; rés. 40-30-20-10 ; UGC Maillo, 17* ; Parthé Wepler, 18* (rés. 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20* (46-36-10-96) ; rés. 40-30-20-10 ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-87-35-43) ; rés. 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14* (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50) ; rés. 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, 15* (43-26-19-88) ; rés. 40-30-20-10. GUIL 6 (M. v.o.) : Gaumont les Halles, 1* (40-39-99-40) ; rés. 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Impérial, 2* (47-70-33-88) ; rés. 40-30-20-10 ; Saint-André-des-Arts, 6* (43-26-48-18) ; Publicis Champs-Élysées, 8* (47-20-76-23) ; rés. 40-30-20-10 ; La Bastille, 11* (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 15* (45-70-77-00) ; rés. 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-20) ; rés. 40-30-20-10. GOOD MEN, GOOD WOMEN (Ital. v.o.) : Le Quartier Latin, 5* (43-26-84-65). LE HUMBLE JOUR (Fr.-Bel.) : Gaumont les Halles, 1* (40-39-99-40) ; rés. 40-30-20-10 ; Rex, 2* (39-17-10-00) ; 14-Juillet Odeon, 6* (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 6* ; Gaumont Marignan, 8* (rés. 40-30-20-10) ; George-V, 8* ; Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31) ; rés. 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15* ; Parthé Wepler, 18* (rés. 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20* (46-36-10-96) ; rés. 40-30-20-10. LE JOURNAL DU SÉDUCTEUR (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6* (46-33-97-77) ; rés. 40-30-20-10. KANSAS CITY (A. v.o.) : UGC Forum Orient Express, 1* ; Elysées Lincoln, 8* (43-59-36-14) ; rés. 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-20) ; rés. 40-30-20-10. MONDO (Fr.) : Lucerna, 6* (45-44-57-34). NICO ICON (Ail. v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-77-14-55). NOS ANNÉES SAUVAGES (H. v.o.) : Lucerna, 6* (45-44-57-34). LES NOUVELES AVENTURES DE WILLY (Fr.-Brit. v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6* (43-26-58-00) ; v.f. : 14-Juillet Parnasse, 6* (43-26-58-00). PAR-DELÀ LES NUAGES (It. v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6* (43-26-58-00). PEUR PRIMALE (A. v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1* ; UGC Odeon, 6* ; Gaumont Marignan, 8* (rés. 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8* ; Gaumont Opéra Français, 9* (47-70-33-88) ; rés. 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13* ; Gaumont Parnasse, 14* (rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79) ; Gaumont Kinopanorama, 15* (rés. 40-30-20-10) ; UGC Maillo, 17* ; Parthé Wepler, 18* (rés. 40-30-20-10) ; v.f. : Rex, 2* (39-17-10-00) ; Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31) ; rés. 40-30-20-10 ; Les Nation, 12* (43-43-04-67) ; rés. 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12* ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13* (47-55-88) ; rés. 40-30-20-10 ; Miramar, 14* (39-17-10-00) ; rés. 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, 15* (43-26-19-88) ; Rés. 40-30-20-10. LE CŒUR FANTÔME (Fr.) : Épée de Bois, 5* (43-37-57-47). LA COMÉDIE DE DIEU (Por. v.o.) : Lucerna, 6* (45-44-57-34). CONTE D'ÉTÉ (Fr.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1* ; Gaumont Opéra Impérial, 2* (47-70-33-88) ; rés. 40-30-20-10 ; Le

77-14-55) ; Espace Saint-Michel, 5* (44-07-20-49) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6* (46-33-79-38) ; Bretagne, 6* (39-17-10-00) ; rés. 40-30-20-10 ; UGC Danton, 6* ; Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08) ; rés. 40-30-20-10 ; Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-87-35-43) ; rés. 40-30-20-10 ; UGC Triomphe, 8* ; Gaumont Opéra Français, 9* (47-70-33-88) ; rés. 40-30-20-10 ; Les Nation, 12* (43-43-04-67) ; rés. 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12* ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13* (47-55-88) ; rés. 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14* (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50) ; rés. 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, 15* (43-26-19-88) ; Rés. 40-30-20-10 ; Parthé Wepler, 18* (rés. 40-30-20-10). LE ROCHER D'ACAPULCO (M. v.o.) : Espace Saint-Michel, 5* (44-07-20-49). LE ROMAN DU GÉNÉ (Jap. v.o.) : Reflet Médias, 14* (43-54-42-34) ; Lucerna, 6* (45-44-57-34). SAFE (A. v.o.) : Épée de Bois, 5* (43-37-57-47). LA SECONDE FOIS (It. v.o.) : Reflet Médias II, 5* (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6* ; SH'CHUR (Jap. v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6* (43-26-58-00). LE SILENCE DE NETTO (guarémaltèque, v.o.) : Latina, 6* (42-78-47-86). SMOKE (A. v.o.) : Épée de Bois, 5* (43-37-57-47). SUNCHASER (A. v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1* ; Images d'ailleurs, 5* (45-87-18-09) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6* (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Élysées, 8* (47-20-76-23) ; rés. 40-30-20-10 ; La Bastille, 11* (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 15* (45-70-77-00) ; rés. 40-30-20-10 ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14* (rés. 40-30-20-10). LE TEMPS DE L'AMOUR (It. v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6* (43-26-58-00). THE ADDICTION (A. v.o.) : Action Christine, 6* (43-29-11-30). TROIS VIES ET UNE SEULE MORT (Fr.-Jap.) : Gaumont les Halles, 1* (40-39-99-40) ; rés. 40-30-20-10 ; Les Trois Luxembourgs, 6* (46-33-97-77) ; rés. 40-30-20-10 ; Saint-André-des-Arts, 6* (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08) ; rés. 40-30-20-10 ; Bienvenue Montparnasse, 15* (39-17-10-00) ; rés. 40-30-20-10. TWO MUCH (A. v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1* ; UGC Odeon, 6* ; Gaumont Marignan, 8* (rés. 40-30-20-10) ; George-V, 8* ; v.f. : Rex, 2* (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 6* ; Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31) ; rés. 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13* ; Miramar, 14* (39-17-10-00) ; rés. 40-30-20-10 ; Mistral, 14* (39-17-10-00) ; rés. 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15* ; Parthé Wepler, 18* (rés. 40-30-20-10). UN ANIMAL, DES ANIMAUX (Fr.) : 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-77-14-55). UN DIVAN À NEW YORK (Fr.-Bel. v.o.) : Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-20) ; rés. 40-30-20-10. UN HÉROS ORDINAIRE (It. v.o.) : Latina, 6* (42-78-47-86). UN HÉROS TRÈS DISCRET (Fr.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1* ; UGC Montparnasse, 6* (43-59-19-08) ; rés. 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 8* ; UGC Opéra, 9* ; Majestic Bastille, 11* (47-00-02-48) ; rés. 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13* ; Gaumont Parnasse, 14* (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50) ; rés. 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, 15* (43-26-19-88) ; Rés. 40-30-20-10 ; Parthé Wepler, 18* (rés. 40-30-20-10). UN VAMPIRE À BROOKLYN (M. v.o.) : Images d'ailleurs, 5* (45-87-18-09) ; George-V, 8* ; v.f. : Rex, 2* (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 6* ; Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31) ; rés. 40-30-20-10 ; Mistral, 14* (39-17-10-00) ; rés. 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15* ; Parthé Wepler, 18* (rés. 40-30-20-10). LE VENT DU WYOMING (Fr.-Que.) : Latina, 6* (42-78-47-86). VISAGE ÉCRIT (Jap.-Esp. v.o.) : Lucerna, 6* (45-44-57-34). WHEN NIGHT IS FALLING (Can. v.o.) : UGC Forum Orient Express, 1* ; Saint-André-des-Arts, 6* (43-26-48-18) ; Elysées Lincoln, 8* (43-59-36-14) ; rés. 40-30-20-10. WITTENSTEIN (Brit. v.o.) : Lucerna, 6* (45-44-57-34). ASSURANCE SUR LA MORT (A. v.o.) : Action Christine, 6* (43-29-11-30). LA BELLE AU BOIS DORMANT (A. v.o.) : Grand Pavlov, 15* (45-54-46-85) ; rés. 40-30-20-10 ; Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68). LE DERNIER NABAB (A. v.o.) : Le Quartier Latin, 5* (43-26-84-65). 2001, L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A. v.o.) : Max Linder Panorama, 5* (48-24-88-88) ; rés. 40-30-20-10. EL (Mex. v.o.) : Épée de Bois, 5* (43-37-57-47). L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A. v.o.) : Le Champ-Espace Jacques-Tati, 5* (43-54-51-60). LA JETÉE (Fr.) : 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-77-14-55). MADADAYO (Jap. v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-77-14-55) ; Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68). METROPOUS (Ail.) : 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-77-14-55) ; Studio Galand, 5* (46-36-94-08) ; rés. 40-30-20-10. NANOUK (J.) : Espace Saint-Michel, 5* (44-07-20-49). LES NEIGES DU KLIMADJARO (A. v.o.) : Grand Action, 5* (43-29-44-60). ORANGE MÉCANIQUE (M. v.o.) : Studio Galand, 5* (43-26-94-08) ; rés.

40-30-20-10) ; Cinoches, 6* (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68). SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por. v.o.) : Lucerna, 6* (45-44-57-34). TRUST ME (A. v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-77-14-55). UNE NUIT À CASABLANCA (A. v.o.) : Action Eclat, 5* (43-25-72-07). LA VIE DES MORTS (Fr.) : Le Quartier Latin, 5* (43-26-84-65). VILLE HAUTE VILLE BASSE (A. v.o.) : Le Quartier Latin, 5* (43-26-84-65). LES SÉANCES SPÉCIALES CHRONIQUE D'ANNA-MAGDALENA BACH (Ail.) : 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-77-14-55) dimanche 10 h 25. CITIZEN KANE (A. v.o.) : Le Gambetta, 20* (46-36-10-96) ; rés. 40-30-20-10 dimanche 11 h. LES DAMNÉS (M. v.o.) : Accatone, 5* (46-33-86-86) dimanche 15 h 20. LES DÉSAIRES DE L'ÉLÈVE TÔRLESS (M. v.o.) : Accatone, 5* (46-33-86-86) dimanche 13 h 50. EAST RIDER (A. v.o.) : Studio Galand, 5* (46-36-94-08) ; rés. 40-30-20-10 dimanche 18 h 20. LE GOÛT DU RIZ AU THÉ VERT (Jap. v.o.) : Studio 28, 18* (46-06-36-07) ; rés. 40-30-20-10 dimanche 15 h, 17 h, 19 h, 21 h. HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Accatone, 5* (46-33-86-86) dimanche 18 h. L'HOMME À LA CAMÉRA (Sov.) : Le Gambetta, 20* (46-36-10-96) ; rés. 40-30-20-10 dimanche 10 h 50. L'ILE NIX (Jap.) : Studio Galand, 5* (46-36-94-08) ; rés. 40-30-20-10 samedi 16 h. LETTRE D'UNE INCONNUE (A. v.o.) : Épée de Bois, 5* (43-37-57-47) samedi 15 h 30. PAULINE À LA PLAGE (Fr.) : 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-77-14-55) dimanche 10 h 40. LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Le Gambetta, 20* (46-36-10-96) ; rés. 40-30-20-10 dimanche 10 h 50. L'ÉLÈVE TÔRLESS (M. v.o.) : Accatone, 5* (46-33-86-86) dimanche 19 h 40. SATYRICON (It. v.o.) : Accatone, 5* (46-33-86-86) samedi 19 h. FESTIVALS ALFRED HITCHCOCK (v.o.) : Le Champ-Espace Jacques-Tati, 5* (43-54-51-60). La Loi du silence, sam. 16 h 10, 20 h ; Une femme disparaît, sam. 18 h, 22 h ; Rebecca, dim. 12 h 25, 16 h 05, 19 h 30 ; Les treize marches, dim. 14 h 35, 18 h 20, 22 h 05 ; Le Froid Paradis, lun. 12 h 30, 16 h, 20 h ; Numéro 17, lun. 14 h 30, 18 h 20, 22 h ; Soupçons, mar. 12 h 30, 16 h 10, 20 h ; Chantage, mar. 14 h 20, 18 h, 22 h. BUNUEL ARCHITECTE DU RÊVE, Reflet Médias II, 5* (43-54-42-34). Le charme discret de la bourgeoisie, mar. 12 h. CERTAINS L'AIMENT COURT, Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-20). Deux ex-machines, sam. 14 h 25, 16 h 25, 18 h 25, 20 h 25, 22 h 30, dim. 14 h 25, 16 h 25, 18 h 25, 20 h 25, 22 h 30, lun. 14 h 25, 16 h 25, 18 h 25, 20 h 25, 22 h 30, mar. 14 h 25, 16 h 25, 18 h 25, 20 h 25, 22 h 30, mer. 14 h 25, 16 h 25, 18 h 25, 20 h 25, 22 h 30. CINÉ-CLUB CLAUDE-JEAN PHILIPPE, L'Alequin, 6* (45-44-28-80). Rendez-vous de juillet, dim. 11 h. CINÉ-LIBRE : PHILIPPE GARREL, Grand Action, 5* (43-29-44-60). La Naissance de l'homme, lun. 12 h, mar. 12 h. CINÉMA (v.o.) : Grand Action, 5* (43-29-44-60). Pour qui sonne le glas, lun. 12 h, mar. 12 h. CINÉMA D'ARCHITECTURE, Centre Pompidou, Salle J. Renoir. Cinéma du Musée, 6* (44-78-12-33). Calder, Les Mobiles, sam. 18 h ; Henri Michaux ou l'espace du dedans, dim. 18 h. CINÉMA HAUTE TENSION (v.o.) : Le Quartier Latin, 5* (43-26-84-65). Les Tueurs de la lune de miel, mar. 21 h 30. Une balle dans la tête, sam. 21 h 50 ; Blood Simple, lun. 12 h 50 ; En quatrièmes vitesses, dim. 21 h 50. CINÉMATHEQUE DE L'IMA (v.o.) : Institut du monde arabe, 5* (40-51-39-91). Alexandrie encore et toujours, sam. 17 h ; Les Noces de Hind et Camélia, dim. 14 h 30 ; Miramar, dim. 17 h. COMÉDIES DE CARY GRANT (v.o.) : Action Eclat, 5* (43-25-72-07). Arsenic et Vieilles Dentelles, sam. 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; La Dame du vendredi, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; L'Improbable M. Bédé, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Cette sacrée vérité, mar. 14 h, 16 h, 1

Radio

France-Culture

20.30 Photo-portrait.
Vincent Carosso, réalisateur.

20.45 Fiction.
L'Imaginaire irlandais. La
Fontaine aux Sœurs, de John
Wilmington Sygne.

22.35 Musique : Opus.
Konrad Boehmer. Un
compositeur éclectique.

0.05 Fiction : Tard dans la nuit.
L'Imaginaire irlandais. Les Délices
de Frank O'Connor, art du recueil.
Les Héros de la nation. 0.55 Chroni-
que du bout des heures. 1.00 Les
Nuits de France-Culture (rediff.).
Musique, récitals (1).
1.01 Entrées en scène avec François
Maître. (2) : 2.58, L'Avant-guerre des
immigrés : 1932-1940 (1) : 3.57, L'art
de la vie de Gustave Flaubert (2) : 5.57

France-Musique

20.00 Opéra.
Festival de Wexford. Donné en octobre 1995, par le Chœur du Festival de Wexford et l'Orchestre symphonique national d'Irlande, dir. Maurizio Benini : Saffio, tragédie lyrique en trois actes sur un livret de Salvatore Cammarano, de Pacini. Lucie Maury (Saffio), Carlo Venturi (Fisone), Roberto de Candia (Alcandro), Mariela Pentecost (Clémence), Gemma Benagnati (Dirce).

23.05
Le Bel Airjoud'hui.
L'Esprit du Concertant.
Concert donné le 23 mai, salle Olivier-Messiaen, à Radio-France : Œuvres de Jacqueline Fomery, Condi, Siklora.

Les films sur les chaînes européennes

TSR
30.05 Croc-Blanc. Film de Randal Kleiser (1991), 105.
Avec Klaus Maria Brandauer, Ethan Hawke. Ave.
23.30 La Pelme. Film de Paul Schmäler (1982), 115.
Avec Nanassia Kinski, Malcolm McDowell. Romanes.

Rendez-vous
13.30 Europe 1.
Musicaoma.
Spécial Claude François
21.00 France-Inter.
La musique est à vous.
César Franck.

Radio

France-Culture

20.30 Atelier de création radiophonique.
On ne sait jamais, par Christian Costantini.

22.30 Poésie sur parole. Umberto Saba.

22.35 Musique : Le Concert.
Au point du Père d'été des Pieris, Gagniers de Johann Sebastian Bach, Johann Strauss fils, Jacques et Karl Szamcz, Carl Philipp Emmanuel et Wilhelm Friesemannbach, Simeone et Alessandro Scarlatti, Giovanni Vivaldi et Giovanni Battista Virinzi, Lucas de la Chapelle.

0.05 Clair du jour. Tentatives personnelles, par Catherine Serre : Astilla-Leonore ; Rub a dub dub ; Remanences ; Essentiellement Samir, Samir et le loup ; Le Dursu du ciel ; Frédéric Acquaviva (Sans unique) Morgel 2. 1.00 Les

France-Musique

20.05 Voix souvenirs.
Fauré : Air des Bileaux
(Marguerite, acte 3), de
Gounod : Œuvres de Verdi
Rigoleuse : Qu'est-ce qu'elle
(Le Duc, acte 1) ; Aïda : Celesta

21.00 Capitale Prague.
Par Mildred Clary.

22.30 Transversales.
1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.00 Soirée lyrique.
Le Festival de Janáček, par l'Orchestre de l'Opéra de New York, dir. Eve Queler.
Benáček (Jenufa), Ryšánek (Květopřek), Ockman (Laca), Lazarus (Stevl).

22.05 Soirée lyrique (Suite). La Flânée vendue, ouverture, de Smetana, par l'Orchestre symphonique d'Istanbul, Ryšánek (Oedipe), Benáček (Le Fil de Smetana), par le Chœur et l'Orchestre de la Radio de Prague, dir. Krombholc, Lazarus (Stevl).

Les films sur les chaînes européennes

KITB-1

21.30 The Five Heartbeats. Film de Robert Towne (1991, 125 min). Avec Robert Townesend, Michael W. King.

RTL 9

20.30 Les Mongols. Film d'André Delvaux (1960, 120 min). Avec Jack Palance. Arrivées.

0.35 La Grande Bataille de Marston. Film d'Umberto Lenzi (1978, 110 min). Avec Henry Fonda. Arrivées.

TMC

20.35 Courtney. Film de Peter Hyams (1980, 110 min). Sean Connery. Filmé en direct.

Idée à creuser

par Alain Rollat

LA PRESSE britannique rapporte que Sarah, la duchesse d'York, a trouvé un bon truc pour surmonter le traumatisme qui la tourmente depuis qu'elle a divorcé du prince Andrew. Chaque matin, elle se regarde dans son miroir et se pose la même question : « Qu'est-ce que je veux ? » Dès qu'elle a trouvé la réponse, elle la transcrit sur un cahier, en la recopiant vingt-deux fois. Ses proches attestent qu'elle se porte mieux depuis qu'elle connaît les objectifs que lui dicte ainsi sa volonté. « Mon but, désormais, a-t-elle confié, est de mener une vie agréable en laissant le passé derrière moi après en avoir retenu les leçons. » Paroles de sagesse. Cela prouve qu'à défaut de remédier à la folie de ses vaches le royaume d'Angleterre réinvente la méthode Coué, du nom de ce pharmacien de Nancy passé à la postérité pour avoir érigé en psychothérapie la pratique de l'autosuggestion.

Si l'on peut sourire de la recette enfantine de la duchesse d'York il serait présomptueux d'en rigoler. Est-il si facile de savoir ce que l'on veut ? Entre les expressions de la volonté et les pulsions du désir, où passe la frontière ? En existe-t-il une, au demeurant ? Et, surtout, à quel bon s'assigner un objectif si l'on se montre ensuite incapable de l'atteindre ? S'il suffisait de savoir ce que l'on veut pour réaliser ses vœux, il y a longtemps, par exemple, que la question du chômage ne serait plus un problème pour les gouvernements. Ne sont-ils pas experts en méthode Coué ? L'expérience prouve que la

vraie difficulté réside moins dans l'identification de l'objectif que dans la détermination des étapes à franchir, puis des pas à accomplir pour y parvenir. Voilà pourquoi la référence à la duchesse d'York est indissociable de la démonstration de volonté faite par Dahan, cet anonyme vendeur d'eau rencontré en Mauritanie sur la piste reliant Moudjeria à Tidjida.

Fatigué de boulinguer sur les dunes, mais tout aussi lassé de dépendre des gens de passage pour son alimentation en eau, ce fils de nomades voulait dénicher la nappe phréatique dont l'invisible présence était attestée par les arbutus au milieu desquels il avait décidé d'installer sa tente. Il rêvait d'un puits individuel. Il s'est donc improvisé puisatier. Pour savoir où creuser, il a pris l'avis de techniciens français croisés dans les parages. Pour savoir comment creuser, il a voyagé jusqu'à ce qu'un vrai puisatier lui enseignât l'essentiel à l'aide de dessins dans le sable. Pour devenir opérationnel, il a commandé à un forgeron le marteau et les burins nécessaires. Quand il a commencé à émietter le sol rocheux, tous ses copains ont ri. Il a creusé seul, tous les jours. Pendant quarante-cinq jours. Jusqu'à un profond « égale à sept fois un homme les bras levés ». En imposant silence aux douleurs de son pied-bot. Quand l'eau a jailli ses copains ont crié au miracle.

Nommé un seul Dahan au gouvernement et les sommets sur l'emploi ne seront plus des puits sans fond.

L'armée française réduirait de moitié ses commandes d'hélicoptères

Eurocopter-France pourrait perdre près de mille emplois

LA FRANCE s'apprête à réduire quasiment de moitié ses commandes d'hélicoptères militaires, au risque de mettre en question la capacité de son armée de terre à assurer des missions de projection et d'entraîner un millier de suppressions d'emplois parmi les six mille trois cents salariés de la branche française du groupe Eurocopter, le constructeur franco-allemand. Xavier de Villepin, sénateur (Union centriste) représentant les Français de l'étranger et président de la commission sénatoriale de la défense et des affaires étrangères, l'annonce dans le rapport, publié vendredi 14 juin, qu'il consacre au projet de loi de programmation militaire 1997-2002.

C'est la première fois que ces précisions sont données. Le projet de programmation, y compris dans ses tableaux annexes, est demeuré flou et ambigu sur ce sujet, se contentant d'indiquer que l'armée de terre aura en 2015 « environ 180 hélicoptères en ligne », au lieu de 340 en 1996.

Deux armées - l'armée de terre, pour l'essentiel, et la marine, dans une moindre mesure - et deux modèles d'hélicoptères - le Tigre et le NH-90 - sont très directement concernés par ces réductions de commandes que le gouvernement français n'a pas officialisées jusqu'à présent, dans la mesure où il doit en informer au préalable son partenaire allemand.

Selon M. de Villepin, l'objectif fixé désormais à l'armée de terre est l'acquisition de 120 hélicoptères d'attaque Tigre au lieu des 215 qu'elle avait à l'origine. Cette commande traduirait d'autre part

un changement dans les priorités. Au lieu d'acheter 140 Tigre dans la version vouée à la lutte antichar, il n'est plus question que de 50 « machines » et, au lieu de 75 Tigre dans la version d'appui et de protection (la lutte contre des hélicoptères adverses), il est prévu une commande de 70. L'état-major français, mais aussi son associé allemand, ont dû réviser leurs priorités avec la disparition de ce qui a été autrefois la principale menace en Europe, c'est-à-dire les formations blindées de l'ex-pacte de Varsovie.

Le gouvernement doit informer au préalable son partenaire allemand

De même, l'armée de terre française, qui avait envisagé de commander 160 hélicoptères logistiques NH-90 pour remplacer ses Puma, Super-Puma et autres Cougar, ne devrait plus finalement en acquérir que 68, livrables à partir de 2011, selon le rapporteur du Sénat. Le NH-90 est une production européenne, puisque sont associés, outre la France et l'Allemagne dans le cadre d'Eurocopter, les Pays-Bas (avec Fokker) et l'Italie (avec Agusta).

La marine nationale, de son côté, va réduire - elle aussi de moitié - ses commandes de NH-90, dans

sa version embarquée sur les porte-avions, les frégates et les transports de chalands de débarquement. Son projet initial était d'acquérir 60 « machines » pour remplacer ses Super-Frelon et ses Lynx, à raison de 40 en version de combat et 20 pour acheminer des commandos-marine. Le nouvel objectif a été globalement fixé à 27 NH-90.

Dans son rapport, M. de Villepin souligne le manque de cohérence qui existe entre le fait de diminuer de moitié le parc des hélicoptères en ligne et la volonté de donner la priorité à des formations interarmées dites « projetables » à distance des frontières de la France, pour des missions avec les alliés ou des opérations sous commandement national.

Ces décisions, qui figurent en filigrane dans le projet de loi de programmation militaire, soumis au Sénat après son adoption par les députés, ont aussi des répercussions industrielles qui risquent d'être lourdes sur le plan social. C'est surtout le cas pour la branche française du groupe Eurocopter, dont les usines sont à Marignane (Bouches-du-Rhône) et à La Courmeille, en banlieue parisienne. Eurocopter-France, qui emploie six mille trois cents salariés, va devoir réexaminer ses effectifs à la baisse pour s'adapter à une double perspective : le déclin des commandes, tel qu'il est prévisible, et le retard accumulé dans les programmes Tigre et NH-90, avec le report attendu des contrats. De source syndicale, on redoute que huit cents à mille emplois soient menacés à terme.

Jacques Isnard

Lancement réussi pour la fusée Ariane-4

MOINS de deux semaines après l'explosion en vol du premier exemplaire du lanceur lourd européen Ariane-5 (Le Monde des 4, 5 et 6 juin), les équipes d'Arianespace ont réussi, samedi 15 juin à 8 h 55 (heure française), la mise en orbite depuis Kourou (Guyane) d'un satellite de télécommunication de près de 3,5 tonnes, Intelsat-709.

Ce tir, effectué par l'intermédiaire d'une Ariane-4, fer de lance commercial de l'Europe en matière de fusée, était attendu à plus d'un titre. D'abord, par les propriétaires du satellite, la puissante organisation internationale de télécommunication par satellite (Intelsat), dont le satellite Intelsat-708 a été perdu le 15 février dans l'explosion de la fusée chinoise Longue Marche sur laquelle il avait embarqué.

Ensuite par les responsables d'Arianespace qui, bien que solidaires dans la tourmente des pères d'Ariane-5, ont à cœur de rappeler leur savoir-faire, de rassurer la clientèle et de souligner qu'ils sont toujours numéro un mondial des services civils de lancement. Enfin par l'Europe de l'espace tout entière qui aurait mal vécu un échec toujours possible d'Ariane-4 après celui du 4 juin essuyé par Ariane-5.

L'enquête sur les causes de l'accident de ce lanceur lourd focalise désormais les recherches, selon le Centre national d'études spatiales et l'Agence spatiale européenne, sur les centrales inertielles et les équipements qui leur sont associés, véritables centres d'équilibre du lanceur grâce auxquels les ordinateurs de bord pilotent la fusée.

« Nique ta mère » défend les mamans

« LE TRAVAIL des flics n'est pas facile, mais celui des jeunes de banlieue ne l'est pas non plus. C'est le chômage et pas NTM (Nique ta mère) qui est responsable des affrontements entre les jeunes des cités et la police », a déclaré au Monde Kool Shen, l'un des deux rappers du groupe Suprême NTM. Il répond au préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, qui a obtenu l'annulation du concert du groupe de rap prévu dans le cadre de la manifestation Connexion Hip Hop au Festival de Châteaueuvillon. Quant à leur nom, dénoncé par M. Marchiani comme une atteinte à la dignité de la femme, Kool Shen explique que « Nique Ta Mère est une expression courante en banlieue. Elle signifie « va te faire voir ». Ma famille n'est pas choquée, elle habite Saint-Denis depuis quarante ans ! Nos mères sont d'ailleurs nos premières supportrices ». Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, a déclaré au quotidien Libération, samedi 15 juin, que « le politique n'a pas à contrôler la vie culturelle ».

DÉPÊCHES

■ CORSE : l'un des trois militants de la Concolta nazionalista (vitrine légale du FLNC-canal historique) interpellé, jeudi 13 juin, à Sartène (Corse-du-sud) dans le cadre d'une affaire de droit commun, a été écroué, vendredi 14, à la maison d'arrêt d'Ajaccio. Possesseur d'une arme de poing au moment de son interpellation, il « comparaitra en citation directe début juillet pour port d'arme illégale ». Les deux autres nationalistes ont vu leur garde à vue prolongée de vingt-quatre heures. Un quatrième homme a été interpellé vendredi dans le cadre de cette affaire, qui concerne l'assassinat de Michel Casanova en 1995 à Ajaccio.

■ CORRUPTION : le tribunal correctionnel de Rouen a condamné, jeudi 13 juin, douze des quatorze prévenus dans l'affaire de corruption au conseil général de Seine-Maritime à des peines de prison, dont une ferme (Le Monde du 19 mars). Le conseil général a obtenu 3,2 millions de francs de réparations.

■ ELF-AQUITAINE : l'industriel Maurice Bidermann a été maintenu en détention, vendredi 14 juin, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, malgré des réquisitions du parquet général en faveur de sa remise en liberté, dans le dossier sur le soutien apporté par le groupe Elf aux sociétés de M. Bidermann. Le PDG d'Elf-Gabon, André Tarallo, a été entendu comme témoin par la brigade financière, vendredi, dans cette même affaire (Le Monde du 14 juin).

■ PROFANATION : douze tombes d'un cimetière de la banlieue de Montbéliard (Doubs) ont été dégradées, vendredi 14 juin. Des croix provisoires surmontant des tombes récentes ont été plantées à l'envers par les profanateurs, qui ont tracé des inscriptions à caractère satanique sur des pierres tombales, sans déterrer de cadavres.

■ AFFAIRE : Pierre Billard (UDF), ancien maire de Celles-sur-Belle, vice-président du conseil général des Deux-Sèvres et du conseil régional Poitou-Charentes vient d'être mis en examen pour « faux et usage de faux en écriture publique et concussion ». La justice lui reproche d'avoir falsifié deux copies de délibération du conseil municipal portant sur la tarification de l'eau.

■ GAUCHE : la première rencontre nationale du mouvement Agir s'est tenue, vendredi 14 et samedi 15 juin, à Lille. Agir regroupe cent associations et près de dix mille militants proches ou sympathisants des partis de la gauche « en rénovation ». Pour l'ancien ministre socialiste, Martine Aubry, qui préside Agir, « il ne suffit pas d'avoir un programme, aussi beau soit-il. Il faut mettre la société en mouvement ». Cette déclaration est une forme de rappel à tous les rénovateurs de la gauche, au moment où le PS achève son débat sur la démocratie.

NOS ÉDITIONS diffusées dans la région Rhône-Alpes comportent un magazine culturel de trente-six pages intitulé « L'été en Rhône-Alpes ».

Tirage du Monde daté samedi 15 juin 1996 : 468 573 exemplaires

Xavier Emmanuelli juge « indignes » les arrêtés anti-mendicité

« INDIGNES et inefficaces » : Xavier Emmanuelli, secrétaire d'État à l'action humanitaire d'urgence, condamne les arrêtés municipaux contre la mendicité, même s'ils s'appuient sur la circulaire du ministère de l'Intérieur du 20 juillet 1995. M. Emmanuelli s'emploie également à « trouver des solutions en amont » pour enlever l'errance estivale des exclus. Selon lui, 80 % des jeunes qui affluent dans les villes festives sont originaires de la région même.

Concertation avec la direction de l'action sociale et consignées aux directions départementales des affaires sanitaires et sociales ; renforcement des cinquante « points d'information jeunes » et des cent boutiques de solidarité ; mise en place accélérée des accueils de jour fonctionnant toute la semaine ; « réactivation » des équipes de rue et mobilisation des éducateurs spécialisés : en plus de ces mesures, M. Emmanuelli va entreprendre une médiation avec les maires par l'intermédiaire de deux chargés de mission.

Le maire de Menton, Jean-Claude Guibal (UDF), a « innové » en prohibant « la vente des journaux à la criée ». Le magazine La Rue, qui dénonce « l'amalgame entre la vente à la criée et la mendicité », indique que, grâce à cette activité, quarante vendeurs ont retrouvé, en 1995, un logement durable et que vingt ont évité l'expulsion. A ce jour, une douzaine de municipalités, de gauche comme de droite et d'extrême droite, ont signé des textes englobant ou non le commerce des journaux de rue. Cette liste est appelée à s'allonger si s'étend ce que le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) appelle « un apartheid social ».

M. Ca.

